

Un nouveau départ pour l'OUA ?

Le nouvel atta-
lage, MM. Hosni Mubarak, le
chef de l'Etat égyptien, comme
président, et Salim Ahmed
Salim, le ministre tanzanien de la
défense, comme secrétaire
général — que l'Organisation de
l'unité africaine (OUA) vient de
se choisir réussira-t-elle à sortir de
l'ornière ? Ces deux hommes,
appréciés pour leur pragmatisme,
ont, en tout cas, l'ambition
de bousculer un peu les choses,
de forcer l'organisation panafri-
caine à faire preuve de courage et,
surtout, de lucidité.

En vingt-cinq ans d'existence,
l'OUA s'est principalement
employée à voter des centaines
de résolutions sur toutes sortes
de sujets, sans s'assurer que
celles-ci puissent être suivies
d'effets. Peu à peu, à force de
crier dans le désert, l'organisa-
tion panafricaine a perdu une
bonne partie de sa crédibilité. A
preuve, le manque d'empres-
sement que mettent les chefs
d'Etat et de gouvernement à
assister à ses sommets annuels.

La plupart des
conflits régionaux qui éclatent le
continuent d'échapper au contrôle
de l'OUA. Si l'organisation a
accueilli dans ses rangs la Répu-
blique arabe saoudienne, elle n'a
pas pour autant contribué à la
recherche d'un accord de paix
avec le Maroc. Son ancien pré-
sident, M. Moussa Traoré, a
certainement réussi à « monter » un
système sans suite entre le
colonel Kadhafi et M. Hissène
Habré, mais le Sénégal et la
Mauritanie ont, pour leur part,
fait appel à la médiation du
Conseil de sécurité de l'ONU.

En Afrique australe, le point
chaud du continent, l'OUA a
brûlé par son absence. Les Etats-
Unis, avec l'appui de l'Union
soviétique, se sont heureuse-
ment entremis pour obtenir le
départ des troupes cubaines
d'Angola et la mise en route du
processus d'indépendance de la
Namibie. Le maréchal Mobutu,
chef de l'Etat zaïrois, a joué les
bons offices pour essayer de
réconcilier les frères ennemis
angolais, tandis que, pour mettre
fin à la guerre civile dans son
pays, M. Joaquim Chissano, son
homologue mozambicain, vient
de faire appel aux services de
M. Daniel Arap Moi, le président
kenyan...

Ce n'est pas un
hasard si la Tanzanie a réussi à
faire élire au poste de secrétaire
général de l'OUA l'un des siens.
N'est-elle pas un pays de la
« ligne de front », très sou-
cieuse, comme les pays riverains
de l'Afrique du Sud, de ce qui se
passe du côté de Pretoria ? Si le
Nigérien Idriss Déby n'a pas été
reconduit dans ses fonctions, il le
doit, notamment, au fait que cer-
tains Etats membres lui repro-
chaient de ne pas avoir suffi-
samment travaillé sur les dossiers de
l'Afrique australe.

Malgré tout, l'élection d'un
anglophone au poste-clé de
secrétaire général, alors qu'il
est, de tradition, que celui-ci
revienne à un francophone, ris-
que de créer des mouvements de
mauvaise humeur au sein de
l'organisation panafricaine,
d'autant que réapparaît, à cette
occasion, le clivage entre le clan
des pays dits « modérés » et
celui des pays dits « progressistes ».

La situation économique dra-
matique dans laquelle est plongé
le continent devrait avoir raison
de ces querelles sans grand inté-
rêt et rassembler le plus grand
nombre autour de solutions
concrètes. Mais l'OUA saura-t-elle
se mettre à l'école du réalisme ?

(Lire nos informations page 4.)

M 0147-07280-450 F

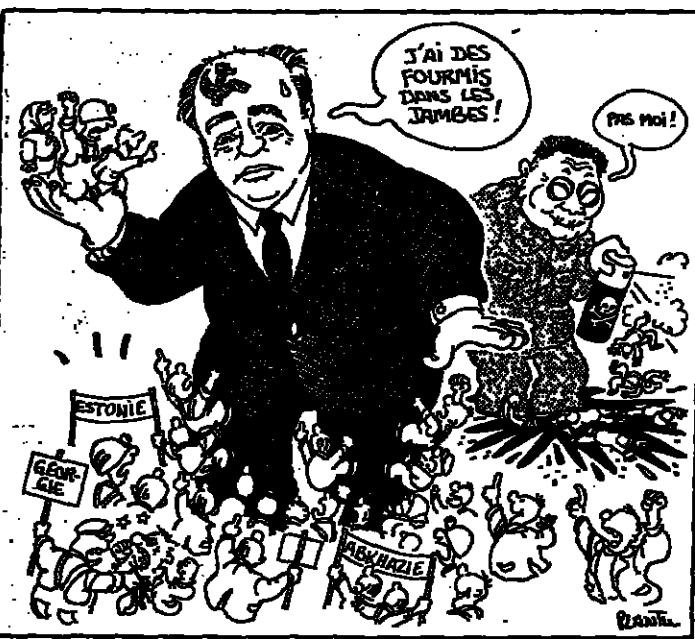


3790147004500 07280

Une résolution adoptée par le Soviet suprême de l'URSS

Premier pas vers l'autonomie pour les Républiques baltes

Le Soviet suprême de l'URSS a adopté, le jeudi 27 juillet, une résolution accordant l'« autonomie comptable » à l'Estonie et à la Lituanie, premier pas vers « l'autonomie économique » des Républiques baltes, qui revendiquent une véritable indépendance par rapport à Moscou dans l'utilisation de leurs ressources. Les Russes d'Estonie se sont mis en grève pour protester contre cette évolution.



(Lire nos informations page 26)

L'Elysée et la préparation du congrès du PS

Les mitterrandistes, nouveaux « partageux »

Le temps des nouveaux
« partageux » est-il venu ? Au
risque de paraître utopiques,
mais avec l'aval du président
de la République, les mitterrandistes réunis autour de
M. Jospin proposent de trans-
former la société française
dans le sens d'un meilleur
partage.

M. Michel Rocard, qui partici-
pait au journal télévisé
d'Antenne 2, mercredi soir
26 juillet, pour parler des très
sérieuses difficultés quotidiennes
des habitants de la région pari-
sienne, a eu un mouvement de
recul, presque d'agacement,
quand on lui a demandé ce qu'il
pensait de l'énergie déployée en

ce moment par les autres diri-
geants socialistes pour préparer
le congrès de son parti, prévu
pour mars 1990 à Rennes.
Comme s'il jouait la question
futile...

Le premier ministre a eu tort.
Il est, en effet, le premier
concerné par l'invitation au débat
rendue publique, le même jour,
par son ministre de l'Éducation
nationale, M. Lionel Jospin, au
nom de deux cent vingt-deux
autres militants du PS.

Doublement tort, même, puis-
que ce document rejoint — pour
ne pas dire reflète — les préoccupa-
tions exprimées avec de plus
en plus d'insistance par le pré-
sident de la République — auquel
M. Jospin a confié, mercredi

Remis par la direction des services judiciaires à M. Arpaillange

Un projet pour garantir l'indépendance des magistrats

La direction des services judiciaires du ministère de la justice a récemment transmis à M. Arpaillange un document qui propose de réformer le Conseil supérieur de la magistrature ainsi que le statut des magistrats. Ce document, dont le propos est de mieux garantir l'indépendance des magistrats, pourrait — si telle était la volonté de M. Mitterrand — servir de base à un projet de loi organique.

C'était le 6 décembre 1988. En
petit comité, devant les représen-
tants des organisations syndicales
de magistrats, le directeur des ser-
vices judiciaires et un membre de
son cabinet, le ministre de la jus-
tice, M. Pierre Arpaillange, pré-
sentait la parole pour une déclara-
tion solennelle qui fut alors
perçue comme un engagement :
« Renforcer l'indépendance du
corps judiciaire, ce n'est pas ren-
forcer le confort des juges mais,
dans l'intérêt exclusif des justi-
ciables, permettre à des juges,
responsables, conscients de leurs
droits, mais aussi de leurs
devoirs d'être reconnus dans la
société comme des arbitres inces-
tantes ».

Pour servir cette haute ambi-
tion, dont nul ne met en cause la
sincérité, car on avait alors en
mémoire les prises de position
tranchées de M. Arpaillange à la
fois dans l'affaire Apat et
dans l'affaire Grélier (1) (lire
la note page 10) — le ministre

dessinait deux axes : la réforme
du Conseil supérieur de la magis-
trature et celle du statut des
magistrats.

La première pourrait être réali-
sée par une réforme de la Consti-
tution, « la plus satisfaisante
intellectuellement », précise le
ministre, ou par une loi organique
(lire encadré), plus modeste mais
plus « réaliste ». La seconde,
celle du statut des magis-
trats, se ferait par une loi organi-
que instituant notamment la dis-
sociation « du grade et de la
fonction ».

Par cette disposition technique,
on pourrait éviter aux magistrats
d'avoir sans cesse en tête leur
avancement et on permettrait à
des magistrats d'expérience
d'occuper des fonctions de base,
par exemple l'instruction, sans
leur donner le sentiment de déchoir.

AGATHE LOGEART.
(Lire la suite page 10.)

Un entretien avec M. Philippe Ramond

La 5 en appelle au chef de l'Etat

« La 5 vendra très cher sa
peau ». M. Philippe Ramond,
directeur général de la chaîne de
M. Robert Hersant, prend date
et menace dans l'entretien qu'il
nous a accordé. Pas question de
se laisser asphyxier par les
décrets du gouvernement qui
durcissent les contraintes de
programmation des télévisions
privées. Pas question d'aban-
donner un réseau qui constitue
le principal actif de la chaîne,
même pour fusionner avec M 6.

Bref, pas question de mourir,
comme le souhaiteraient, selon
les dirigeants de la 5, certains
membres du gouvernement
soupçonnés de « préméditer »
un véritable « assassinat », avec

la complicité d'un CSA comparé
au « tribunal de l'inquisition ».

Seul le président de la Répu-
blique échappe aux soupçons.
M. Philippe Ramond confirme
une démarche récente effectuée
par M. Robert Hersant auprès
du chef de l'Etat, « inventeur de
la télévision privée en France ».

Démentant les rumeurs alarmis-
tistes autour de la situation
financière de la 5, le directeur
général de la chaîne annonce les
premiers bénéfices pour 1991
et affirme que de nouveaux par-
tenaires sont prêts à pallier
toute défaillance des action-
naires actuels.

(Lire page 18.)

Etrange affaire d'espionnage aux Etats-Unis

Felix Bloch, casse-tête pour le FBI

Une nouvelle affaire
d'espionnage embarrasse vive-
ment les Etats-Unis. Un diplo-
mate américain, M. Felix
Bloch est soupçonné d'avoir
trahi son pays au profit de
l'URSS. Mais le FBI manque
de preuves. Résultat : le diplo-
mate reste en liberté sous
étroite surveillance.

WASHINGTON
de notre correspondant

Heureux comme un capon en
Amérique ? Le sort de M. Felix
Bloch n'est peut-être pas précisé-
ment enviable. Mais, après tout,
cet homme, que le contre-
espionnage américain tient quasi-
ment pour coupable et qu'on a
filmé en train de remettre un
porte-documents à un agent du
KGB à Paris, reste libre comme
l'air. Le FBI est impuissant à faire
autre chose que le suivre pas à pas.

M. Guerassimov, le porte-
parole du ministère soviétique des
affaires étrangères, a même pu
s'offrir le luxe d'ironiser, mercredi
26 juillet : « Aucune accusation
officielle n'a été lancée contre ce

monsieur. Il est en vacances et il
continue à recevoir son salaire ».

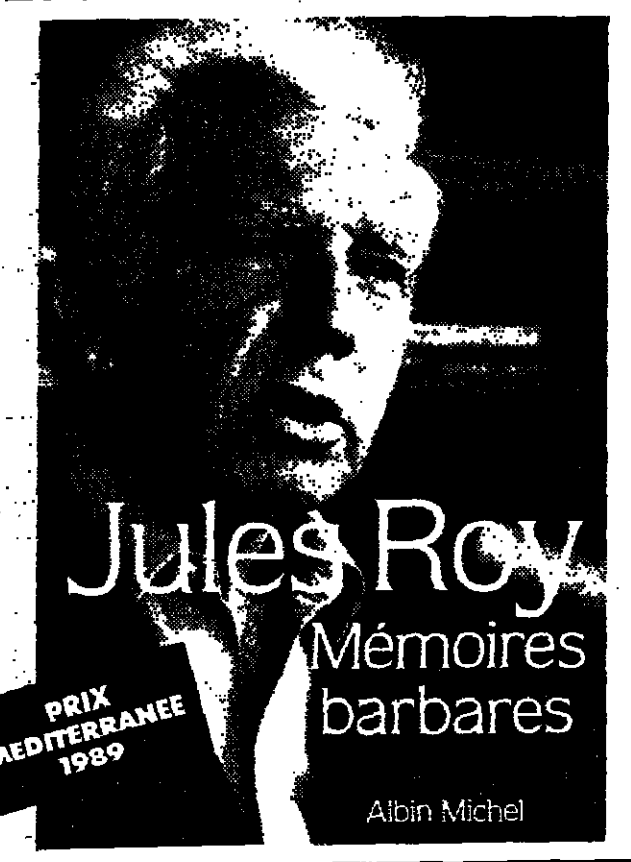
C'est à peu près vrai : l'ancien
numéro deux de l'ambassade des
Etats-Unis à Vienne est en « congé
administratif » depuis le 22 juin
dernier et, si son laissez-passer au
département d'Etat lui a été
retiré, aucune incrimination n'a été
prononcée, et il ne semble même
pas que le FBI ait été en mesure
de justifier une fouille de son
domicile, et donc d'y procéder.
C'est que remettre une mallette
au contenu non identifié à une
tierce personne — même si c'est
selon toute probabilité un agent

étranger — n'est pas un motif suf-
fisant de poursuite. Et M. Bloch a
subi sans se démonter l'épreuve
qui permet généralement au FBI
d'étayer « légalement » ses infor-
mations : la confrontation avec les
enquêteurs.

Les soupçons — pour employer
un euphémisme — semblent pour-
tant fort lourds, puisque le pré-
sident Bush, rompant avec le silence
de principe qu'il observe stricte-
ment d'habitude à propos de
toutes les questions ayant trait à
l'espionnage, a parlé d'une affaire
« très sérieuse ».

JAN KRAUZE.
(Lire la suite page 4.)

DEMAIN A APOSTROPHES.



PRIX
MEDITERRANEE
1989

Jules Roy
Mémoires
barbares

Albin Michel

Le Monde

LIVRES

La publication des « Versets sataniques » :
le dédale de Salman Rushdie

■ La littérature menacée, par Danielle Sallenave. ■ Hannah
Arendt et les aventures de l'expérience ; ■ Le feuilleton de Ber-
trand Poirot-Delpech : « Léon Bloy », de Maurice Bardèche.
■ La chronique de Nicole Zand : « Faisons les valises ».

Pages 11 à 16

IL Y A 50 ANS, LA GUERRE

1939 • 1940

L'ANNEE TERRIBLE

Les Allemands sont à Paris. Dans le petit jour du 14 juin, les premiers motocyclistes avec side-cars pénètrent dans une capitale déserte, du fait du couvre-feu. Le 23 juin, dans la ville pavoisée de croix gammées, Hitler effectue une visite « culturelle » (l'Opéra, la Madeleine, la Concorde, les Invalides...). Les Français s'interrogent sur l'avenir que le chancelier du Reich réserve à leur pays vaincu.

« P » RÉPAREZ un décret dans lequel j'ordonne la pleine reprise des constructions de Berlin... N'est-ce pas que Paris était beau ? Mais, Berlin doit devenir beaucoup plus beau. Je ne suis souvent descendu dans le passé s'il ne fallait pas détruire Paris. Mais, lorsque nous aurons terminé Berlin, Paris ne sera plus que son ombre. Alors, pourquoi la détruire ? Hitler tire là, froidement et calmement, au soir du 23 juin 1940, avec son architecte préféré, Albert Speer, la leçon du voyage-éclair qu'il avait accompli en sa compagnie, quasi inconnu, le matin même dans Paris occupé.

Neuf jours auparavant, les avant-gardes du général Kurt von Briesen pénétraient dans la capitale, l'arme à la bretelle : comme le plus souvent dans cette fâcheuse guerre, le haut-commandement français n'avait cessé de tergiverser sans décider si la capitale devait devenir un môle de résistance. Celui qui en était le gouverneur militaire depuis le 2 septembre 1939, le général Héring, un Alsacien énergique, était bien décidé à se battre devant et dans la capitale. Mais, ne disposant que de moyens réduits — 10 000 hommes, 200 canons, 30 chars, — il attendait des renforts qui ne vinrent jamais : Weygand ne disposait plus de réserves suffisantes. Et, quand il fut avéré que Rommel passait la Seine en amont, le généralissime, pour éviter des destructions préjudiciables et le massacre de population civile, tranchait : le 12 à midi, Paris était déclaré « ville ouverte ».

A cette date, la ville s'était largement vidée de ses habitants à cause des nouvelles du front, et encore plus du bombardement : 200 bombardiers protégés par 150 chasseurs de la Luftwaffe virent les aérodromes et les nœuds ferroviaires, mais aussi des usines, Citroën par exemple, avaient fait plus de 250 victimes civiles dans les quatrièmes et seizième arrondissements. Pourtant, il en restait encore un bon tiers, soit encore 1 100 000, et un peu moins de la moitié des banlieusards (soit 800 000). Une bonne partie de l'administration était encore à son poste, à commencer par le préfet de police Roger Lagueron et le préfet de la Seine, Vilely, avec le gros des policiers parisiens et des pompiers. Ils attendaient.

LES avant-gardes allemandes investissaient la proche banlieue nord dans la soirée du 13. En moins d'une heure, un protocole d'accord était conclu entre deux plénipotentiaires français et les Allemands : les Français s'engageaient à ne pas détruire les ponts, à assurer l'ordre entre les pillards, la population serait consignée chez elle pendant quarante-huit heures. Dans le petit jour du vendredi 14 juin, les premiers motocyclistes avec side-cars pénétraient dans Paris désert. Dans la journée, les vainqueurs contrôlaient toute la capitale, sans véritables incidents, même si une quinzaine de personnes en furent frappées au point de se suicider. Parmi elles, une personnalité du Tout-Paris, le fils de Gyp, cette femme écrivain des années 1900, Thierry de Martel, chirurgien-chef de l'Hôpital américain ; le 13 au soir, il écrivait à William Bullitt, l'ambassadeur des Etats-Unis, un de ses amis, à qui il avait assuré qu'il ne quitterait pas Paris : « En y restant vivant, c'est un chèque barré que je remets à mon adversaire. Si j'y reste mort, c'est un chèque sans provision. Adieu. »

Les services de Goebbels firent croire, en diffusant des reportages filmés où l'on voit des badauds en assez grand nombre



Paris, fin 1940. Un lieu touristique prisé par les officiers allemands.

IX - Adolf Hitler, le visiteur du matin

Par Jean-Pierre Azéma

assister aux parades des troupes allemandes ou entourant les soldats de la Wehrmacht, que les Parisiens et les Français s'étaient donnés dès le premier jour aux vainqueurs. En réalité, ces images sont postérieures, légèrement postérieures. Au contraire, lors de l'arrivée des Allemands, les habitants, qui, de surcroît, étaient tenus dans les premières heures de respecter le couvre-feu, s'étaient claquemurés. D'ailleurs, les Allemands ont été nombreux à témoigner qu'ils avaient traversé une « ville sans regard » (*Die Stadt ohne Blick*). Les badauds ne vinrent qu'ensuite aux nouvelles, avec le soulagement de voir qu'ils n'étaient pas investis par des hordes barbares. Car les consignes extrêmement strictes qu'avait reçues la troupe de se conduire de façon « correcte » ont été appliquées quasiment à la lettre. Il y a vraisemblablement du vrai dans la description que fit, postérieurement, Emmanuel d'Astier de la Vigerie de cette « correction » : « Ils paient, ne s'enivrent pas, se lèvent pour les femmes dans les transports en commun. Ce ne sont pas des soudards... C'est un viol tranquille, de belle tenue, devant des Français submergés. » Ce qui ne signifie pas pour autant que les Parisiens fussent prêts à une collaboration-réconciliation. Hitler en eut un aperçu en visitant l'Opéra ; il avait fallu réveiller un vieil ouvrier, à qui on demanda de mener la visite complète des lieux ; Hitler tint beaucoup à ce que lui fût donné un billet de 50 marks ; il refusa courtoisement, mais fermement.

Et, petit à petit, la vie reprit son cours, comme le souhaitaient d'ailleurs les autorités d'occupation, qui attachaient une grande importance à la relance de la vie culturelle ; le ravitaillement fut assuré ; les cafés ouvrirent bien vite leurs portes, le cinéma Pigalle reprenait ses projections dès le 15. Moyennant soumission à la censure allemande, la presse fut invitée à reparaître, et, dès le 18, sortait le *Matin* de Bunau-Varilla et la *Victoire* de Gustave Hervé, journaux, il est vrai, qui ne risquaient pas d'attaquer l'occupant. Evidemment, le drapeau français était dorénavant interdit, la croix gammée flottait sur la Chambre des députés, sur la tour Eiffel et sur bon nombre d'édifices publics et d'hôtels réquisitionnés (mais elle fut retirée, au

bout de quelques heures, de l'Arc de triomphe, par respect pour le Soldat inconnu). Dès le 14, également, les horloges furent arrêtées à une heure : Paris vivrait désormais à l'heure allemande.

C'est cette ville pavoisée de croix gammées qu'Adolf Hitler décidait de visiter, pour la première fois de sa vie, le dimanche 23 juin, le lendemain de la signature à Rethondes des préliminaires franco-allemands d'armistice. Le Führer s'offrait un jour de détente, qui n'avait rien de militaire : il s'agissait, il l'avait annoncé à son entourage, d'un voyage culturel.

C'EST pourquoi étaient de la fête à la fois Speer, l'architecte qui lui promettait monts et merveilles pour le nouveau Berlin, et son sculpteur préféré, Arno Breker, celui qui savait modeler des athlètes et guerriers assez virils pour évoquer le modèle aryen. Trois Mercedes découvertes venaient le chercher, au petit jour — 5 h 30 — à l'aérodrome du Bourget. Assis, comme à son habitude, à l'avant, près du chauffeur, botté, ganté, sanglé dans un manteau de cuir, le Führer donnait l'ordre de mettre le cap sur l'Opéra. Il s'y attarda longuement, lui qui en avait une connaissance livresque quasi parfaite ; tout ou presque au palais Garnier l'impressionnait fortement. Après quoi la Madeleine (un peu trop académique à son goût), la Concorde et les Champs-Élysées (qu'il admira), l'Arc de triomphe, le palais de Chaillot, la tour Eiffel (qui lui sembla allier heureusement la promesse technique et la « mobilisation d'une idée artistique de base », la chapelle des Invalides (avec méditation prolongée sur le sarcophage de l'Empereur), le Panthéon (dont les proportions l'impressionnèrent), la Sainte Chapelle, Notre-Dame, la place des Vosges, qui le laissa sans réaction, le Sacré-Cœur, enfin, qui ne lui plut pas.

La visite dans Paris à peine réveillée avait duré trois heures. Puis le touriste Hitler reprit son avion et survola une

dernière fois à basse altitude la capitale avant de regagner son Q. G. Pas ou peu de politique pendant cette visite. En quittant l'Arc de triomphe, il avait fait seulement remarquer qu'il aurait pu offenser les Français en organisant des Champs-Élysées à la Concorde un grand défilé triomphal. Il est vrai que Goering ne pouvait garantir que la RAF ne viendrait pas perturber la parade. Ce qui l'incitait à ne rien entreprendre pour l'heure, si l'on en croit Speer, c'est le sentiment qu'il n'avait encore franchi qu'une étape : « Je n'ai pas envie d'assister à un défilé célébrant la victoire ; nous ne sommes pas encore au bout. »

Que savaient les Français de la place que pouvait bien réserver Hitler à la France vaincue ? Pas grand-chose, car ils l'avaient peu vu, comme tout ce qui venait de l'étranger, et n'avaient pu imaginer pareille issue à un conflit que, de surcroît, ils avaient cherché à éviter. Pourtant Hitler avait, lui, des idées relativement précises sur la place qu'occuperait la France dans une Europe qu'il voulait remodeler de fond en comble. L'annulation du traité de Versailles de 1919 n'était qu'une étape dans sa géopolitique, mélange singulier de *Weltanschauung* raciale (l'échelle de valeurs des peuples se faisant en fonction de leur pureté raciale supposée) et d'une *Realpolitik* des plus classiques.

CAR la mission qui incombait à ses compatriotes était de dominer l'Europe continentale pour y conquérir pour la fin des siècles l'espace vital, le *Lebensraum*. Cet espace vital serait pris sur les Slaves, qui ne valaient pas grand-chose, à ses yeux, au plan racial. Mais il fallait éviter une guerre sur deux fronts, celle qui avait coûté si cher aux armées

23 juin 1940

impériales, et isoler la France, qui demeurerait un adversaire irréductible : il songea à s'allier à l'Italie et à la Grande-Bretagne, dont, jusque vers le milieu des années 30, il avait escompté la neutralité bienveillante. Devenu chancelier, Hitler offrait en public cet expansionnisme, et, à chaque amexion, se répandait au contraire en professions de foi pacifiques.

Mais nous disposons d'un document tout à fait explicite sur ses intentions : c'est le « protocole Hossbach », du nom d'un colonel qui fut chargé d'établir un compte rendu de la réunion qui regroupa, le 5 novembre 1937, les ministres de la guerre et des affaires étrangères avec les commandants en chef des trois armes de la Wehrmacht. Il y est dit que le « but de la politique allemande » était d'« assurer la sécurité et la subsistance de la masse populaire, ainsi que son accroissement ». Par là même, il s'agissait du « problème de l'espace » : comme celui du Reich est trop restreint, « l'unique remède, qui peut vous paraître chimérique, consiste dans l'acquisition d'un plus grand espace vital », un espace vital qui ne « peut être recherché qu'en Europe » et qui ne pourra « être réalisé qu'en brisant les résistances et en encourageant des risques ».

Dans les années 20, pour Hitler, « l'ennemi mortel du peuple allemand est et reste la France » (édition de *Mein Kampf* parue en 1927), car « la France a besoin de la balkanisation de l'Allemagne pour parvenir à l'hégémonie en Europe ». Dans les années 30, il y a une relative évolution de la stratégie de celui qui est devenu le Führer : la France est avant tout pensée en fonction de ce qui est désormais le but prioritaire, la conquête à venir de la « Russie ». Le risque étant réduit de voir la France prétendre à une hégémonie en Europe, elle est surtout une menace permanente si l'Allemagne s'engage à l'est. Le 9 octobre 1939, il avait rédigé un long mémorandum on ne peut plus explicite : « Le but de guerre allemand doit nécessairement être la liquidation militaire définitive de l'Ouest, ce qui veut dire ôter aux nations occidentales la force et la possibilité de s'opposer une fois encore à la consolidation de l'Etat allemand et au développement du peuple allemand en

Europe » ; le 23 novembre, il revenait à la charge : « Nous ne pouvons nous engager contre la Russie que si nous avons les mains libres à l'ouest ».

LA campagne de France avait-elle non seulement la destruction ou la mise hors de combat de l'armée française, mais aussi l'effondrement de la France. L'occasion était trop belle pour ne pas en profiter. Dans les semaines qui ont suivi la conclusion de l'armistice apparaissent divers projets de redécoupage territorial de la France ; la plupart prenaient pour base les frontières antérieures au traité de Westphalie en 1648 ; le plus achevé, celui du secrétaire d'Etat au ministère de l'Intérieur, Struckart, traçait la nouvelle frontière franco-allemande ; elle partait de la baie de Somme, épousait la limite nord du Bassin parisien et de la Champagne jusqu'à l'Argonne, glissait au sud-est en traversant la Bourgogne, passait à l'ouest de la Franche-Comté et rejoignait le lac de Genève. Un projet qui pouvait servir de base pour les futures négociations de paix.

Mais, dès juillet 1940, il n'était plus question de traité de paix, avant la reddition de la Grande-Bretagne, ou même la chute de l'URSS. Car Hitler, qui estimait la Wehrmacht invincible sur terre, prenait alors le risque de combattre sur deux fronts, la chute de Moscou devant obliger la Grande-Bretagne à négocier ; il pensait de surcroît que, si la paix était signée dans la foulée, il faudrait arbitrer entre tous ceux qui attendaient quelques reliefs des déportations françaises, et, d'abord, l'Italie et l'Espagne ; les Français pourraient cesser d'être dociles, et il faudrait de toute manière leur rendre le littoral atlantique et les côtes de la Manche, indispensables pour préparer l'invasion de la Grande-Bretagne. Toutes raisons qui militaient pour qu'on en reste à la convexion d'armistice, suffisamment drastique pour obtenir ce qu'on désirait des Français vaincus.

Est-ce à dire que, si les Français se conduisaient bien et collaboraient avec leurs vainqueurs, il y avait lieu de faire de ces nouveaux rapports franco-allemands un pivot de la politique du Reich ? La réponse est négative si on se fie à la directive n° 490 dictée par Hitler le 9 juillet 1940 : « L'Allemagne ne conclut pas avec la France une paix chevaleresque. L'Allemagne ne considère pas la France comme une alliée, mais comme un Etat avec lequel les comptes seront réglés lors du traité de paix. A l'avenir, la France jouera en Europe le rôle d'un Suisse agrandie et deviendra un pays de tourisme pouvant éventuellement assurer certaines productions dans le domaine de la mode. »

Soutenir les efforts du gouvernement français pour établir un régime autoritaire n'aurait aucun sens. Toute forme de gouvernement paraissant propre à restaurer les forces de la France se heurtera à l'opposition de l'Allemagne. En Europe, seule l'Allemagne commande. Elle n'a, en dehors de l'Italie, qu'un espace vital propre, aucun allié ni partenaire placé sur un pied d'égalité. Hitler, à quelques variantes près, ne dément pas de cette perspective. On conçoit alors ce qui attendait les Excellences vichystes qui investiraient dans la collaboration politique avec le Reich. Les mêmes commettront un autre contresens lourd de conséquences pour les Français : ils ne verront pas que, c'est l'URSS, et non pas la France, qui, plus que jamais, était au centre des préoccupations du Führer.

RÉPÈRES BIBLIOGRAPHIQUES

► Eberhard Jäckel, *La France dans l'Europe de Hitler*, Paris, Fayard, 1968, 554 p. Un ouvrage très solide.
► Les lecteurs qui voudraient en savoir plus sur l'ensemble de l'année 40, peuvent consulter quatre ouvrages d'un accès commode :
► Yves Durand, *La France dans la deuxième guerre mondiale, 1939-1945*, Paris, A. Colin, 1988, 192 p. Un livre destiné aux étudiants, fort bien fait.
► Jean-Baptiste Duroselle *L'Abîme, 1939-1945*, Paris, Imprimerie nationale, 1982, 611 p. Une somme.
► Robert O. Paxton, *La France de Vichy, 1940-1944*, Paris, Le Seuil, 1972, 375 p. La meilleure synthèse sur Vichy.
► Jean-Pierre Azéma *De Munich à la Libération*, Paris, Le Seuil, 1979, 412 p. Ouvrage que nous nous permettons de citer.

Demain : Publier au grand jour l'illégalité dans Paris occupée.

M. Rafsanjani
Un redoutable
Les bombardements
Cinq grands brûlés
seront soignés en France

مكتبة الناصر

IRAN : l'élection présidentielle

M. Rafsandsjani assuré de la victoire

Vingt-quatre millions d'électeurs (sur une population de cinquante-deux millions d'habitants) pour deux candidats : la République islamique doit se doter, vendredi 28 juillet, de son quatrième président depuis sa création, en 1979. Cette élection est considérée avec un réticentisme sur une réforme de la Constitution visant à concentrer désormais l'exécutif entre les mains du futur président.

Celui-ci devrait être l'actuel homme fort du pays, l'ayatollah Ali Akbar Hachémi Rafsandsjani, président du Parlement depuis 1980.

Il n'a, en effet, qu'un seul concurrent, très loin d'avoir sa stature et sa popularité. Il s'agit d'un médecin formé en France, M. Abbas Chehane, cinquante-huit ans, déjà candidat en 1981 et en 1985.

L'issue du scrutin étant déjà acquise, le régime a appelé à une « participation massive » des électeurs — dont les plus jeunes ont quinze ans — tant à l'élection présidentielle qu'à un référendum constitutionnel.

Un redoutable « animal politique »

L'une de la révolution islamique, gironette, du khoménisme, offrant le visage le mieux adapté aux circonstances du moment et sachant anticiper les bourgeoisies de la politique iranienne ? L'ayatollah Ali Akbar Hachémi Rafsandsjani, cinquante-cinq ans, est d'abord un politicien hors pair, un véritable « animal politique », possédant par la passion du pouvoir. Manœuvrier exemplaire, il est l'un des rares personnalités de premier plan à avoir survécu depuis l'instauration du régime islamique, en 1979, à toutes les vicissitudes d'une révolution qui — classiquement — s'est repue de nombre de ses fils.

Tout à tour classé parmi les tenants d'une ligne khoméniste sans concession ou, au contraire, considéré comme le chef de file des pragmatiques, il n'a cessé de déjouer par des volte-face spectaculaires, par un perpétuel double langage adapté à l'auditoire, par sa façon de voler de contradiction en contradiction avec lui-même. L'œil le plus souvent pétillant de malice, on l'a vu se sortir de situations délicates en se servant, avec une assurance exemplaire, de l'une de ses armes favorites, l'humour. Ainsi lorsqu'il dut traverser l'une de ces épreuves dont est assaillie sa vie politique, la plus dangereuse peut-être pour sa survie : l'« Irangate », ou l'affaire des ventes d'armes américaines à l'Iran.

Principal architecte de ce montage qui devait permettre, aux yeux de Washington, de « préparer l'après-Khomeiny », en établissant des contacts avec ceux des hommes politiques iraniens susceptibles d'être les plus réceptifs aux sirènes occidentales, tout en facilitant une éventuelle libération des otages américains du Liban, M. Rafsandsjani

n'a pas hésité, en novembre 1986, à faire lui-même d'importantes révélations sur la transaction.

Ce marché aurait pourtant coûté non seulement la place mais aussi la vie à plus d'un autre sujet de l'imam Khomeiny. Le président du Parlement a donné là un bel exemple de sa virtuosité dans l'art de retourner à son profit une situation qui apparaissait désespérée au départ. D'accusé, il s'est ainsi rapidement donné le bon rôle, celui d'avoir réussi à obtenir armes et pilotes détachés des Etats-Unis sans contrepartie et, de plus, en « roulant » le « Grand Satan ».

On pourrait accumuler les exemples de cette apparente versatilité depuis qu'il a été élu à la présidence du Parlement, il y a tout juste neuf ans, en juillet 1980, après avoir brièvement occupé le poste de ministre de l'Intérieur. Neuf ans au cours desquels il a évincé tous les candidats pour devenir le véritable homme fort de l'Iran. Neuf ans pendant lesquels on ne compte plus ses déclarations contradictoires. N'est-ce pas ce même homme, que certains ont pu présenter comme un modéré, qui a assuré, en décembre 1981, que « la révolution islamique n'a d'autre moyen que l'effusion violente et sanglante » ?

C'est toujours cet homme qui, passant pour le plus chaud partisan d'un rapprochement avec l'Occident, lance tout à coup un retentissant appel au meurtre d'Américains, de Britanniques et de Français (en mai dernier). C'est également M. Rafsandsjani qui, placé par l'imam à la tête des forces armées iraniennes, en juin 1987, pour redresser une situation militaire désastreuse, fait accepter un cessez-

le-feu par Khomeiny moins de deux mois plus tard — non sans avoir multiplié entre-temps les déclarations belliqueuses.

Des relations privilégiées avec Khomeiny

Il aura ainsi réussi la double gageure d'avoir supplanté tous ses rivaux — bien qu'on l'ait donné à maintes reprises battu par les « radicaux » — et d'avoir convaincu le terrible Khomeiny de faire la paix avec le régime baasiste de Bagdad, ce que l'imam a lui-même assimilé à l'absorption de « poison ». C'est qu'il a habilement sans pareille. M. Rafsandsjani a ajouté le bénéfice, tout au long de sa « carrière », de relations privilégiées avec le « guide de la révolution ». Cet attachement ne s'est jamais démenti et lui a permis, comme lors de l'« Irangate », de parer les coups de ses adversaires.

Les deux hommes se connaissent depuis la fin des années 50 lorsque, jeune étudiant en théologie issu d'une famille fortunée, M. Ali Akbar Hachémi Rafsandsjani a suivi, dans la ville sainte de Qom, les cours de Ruhollah Khomeiny. Plus tard, alors que celui-ci allait devenir « imam » et vésiculer du chaos fut chassé de son pays par le même empereur, M. Rafsandsjani mit ses talents d'homme d'affaires au service de la cause islamique — sans oublier ses propres intérêts, car il a amassé une fortune considérable. Plusieurs fois, il a connu les rigueurs des prisons impériales.

Jusqu'où ce « pragmatisme » et ce sens tactique peuvent-ils mener M. Rafsandsjani ? C'est sans l'ombre d'apparence, d'une hésitation et avec son aplomb habituel qu'il a joué le premier rôle dès la mort de



Khomeiny, le 3 juin dernier. Sans pratique oblige, il a, dès cet instant, fait de la reprise économique une priorité nationale, à l'heure où les difficultés dans ce domaine cristallisent le mécontentement de la population. Simple président du Parlement, il a occupé toute la scène politique, allant jusqu'à écarter le successeur de l'imam, l'ayatollah Ali Khamenei, celui-là même auquel il devrait succéder à la présidence de la République.

Cette présidence n'aura plus rien à voir avec la précédente. M. Rafsandsjani a pris soin de ne s'attaquer à ce poste — jusqu'à présent essentiellement honorifique — qu'après avoir obtenu que des réformes constitutionnelles lui attribuent de très larges pouvoirs (en fait, concentrant l'essentiel entre ses mains) fussent soumises à référendum. Déjà, c'est en véritable chef de l'Etat qu'il a été accueilli, fin juin, à Moscou, où il a signé d'importants accords économiques. Et ce, quelques jours seulement après que le testament de l'imam eut été rendu public, dans lequel Khomeiny appelait tous les musulmans à rejeter tant les Etats-Unis que l'Union soviétique.

Pour habile qu'il soit et pour forte que soit la propension des dignitaires religieux iraniens à « se serrer les coudes » face au monde extérieur, M. Rafsandsjani n'en reste pas moins exposé aux rivalités du sérail. Rien ne dit que certaines de ses manœuvres, comme sa tentative de court-circuiter les ambitions politiques du fils de l'imam, M. Ahmed Khomeiny, en soutenant sa candidature à la présidence d'un Parlement affaibli, ne se retourneront pas un jour contre lui.

YVES HELLER.

ISRAËL

M. Shamir s'explique sur ses rencontres « exploratoires » avec des Palestiniens

M. Yasser Arafat a proposé, dans des déclarations à la presse égyptienne, un projet de règlement du problème palestinien en quatre étapes : retrait partiel des troupes israéliennes des territoires occupés ; définition d'un calendrier pour le retrait total d'Israël de ces territoires, s'étendant sur une période de vingt-sept mois ; élections sous la supervision de l'ONU et retour des réfugiés ; fixation d'une date pour l'annonce de l'indépendance. Selon le chef de l'OLP, « ce plan est calqué sur le plan de règlement américain qui a été retenu dans le cas de la Namibie ». — (AFP.)

JERUSALEM
de notre correspondant

Face au flot d'informations sur les contacts secrets et les négociations, directes ou indirectes, entre Israël et l'OLP, le premier ministre, M. Itzhak Shamir, était appelé à s'expliquer et à mettre les choses au point. C'est ce qu'il a fait dans un entretien télévisé de plus d'une demi-heure, mercredi 26 juillet. Sur un ton ferme et parfois enjoué, M. Shamir, au mieux de sa forme, a réaffirmé de la manière la plus catégorique que l'OLP n'avait aucune place dans l'initiative de paix lancée par son gouvernement.

Le premier ministre a qualifié ces rencontres avec des Palestiniens de Cisjordanie et de Gaza d'« exploratoires ». « Nous sommes encore loin d'une véritable négociation [...]. L'objectif, à ce stade, est d'essayer de mettre sur pied un groupe d'interlocuteurs palestiniens avec lesquels nous discuterons jusqu'à ce qu'un accord intervienne sur sujet des élections ».

Ses interlocuteurs ne sont-ils pas mandatés par l'OLP ? M. Shamir ne veut pas le savoir. « Aucun Palestinien que j'ai rencontré n'avait demandé l'autorisation à l'OLP », affirme le chef du gouvernement, qui qualifie de « mensonges et pures allégations » tous les propos tenus à ce sujet par le chef de l'OLP. « Je n'attends rien de Yasser Arafat. Je ne peux imaginer à l'avance le moindre accord avec cet individu. Je ne le rencontrerai jamais, car je sais ce qu'il désire. C'est notre mort, à moi et à nous tous ».

A la question de savoir si l'on ne pouvait pas, malgré tout, parler de négociations indirectes entre Israël et l'OLP sur le projet d'élections en Cisjordanie et à Gaza, M. Shamir a soutenu que cela était totalement exclu par la plate-forme même du

gouvernement de coalition, qui rejette tout contact avec l'OLP et toute idée d'Etat palestinien indépendant.

Cet argument quelque peu formaliste prenait le contrepied d'une déclaration faite quelques heures auparavant par M. Yossi Beilin, le vice-ministre des finances (travailiste). Celui-ci avait fait sensation en affirmant que l'on pouvait bel et bien parler de négociations indirectes entre Israël et l'OLP.

Certes, ce n'est pas la première fois que M. Beilin, qui est le plus proche collaborateur du dirigeant du parti travailliste, M. Shimon Pérès, tient de tels propos. Mais cette fois, c'était à la tribune de la Knesset, en tant que vice-ministre des finances, ce qui donnait à ses propos un caractère officiel.

C'est pourquoi le porte-parole de la présidence du conseil s'est empressé de publier un communiqué expliquant que les déclarations de M. Beilin ne reflétaient en rien le point de vue officiel du gouvernement.

Celles-ci semblent pourtant parfaitement conformes à la réalité. Ce que M. Beilin a soutenu, c'est qu'il n'y avait pas de contact direct entre Israël et l'OLP. Et effectivement, toutes les informations au sujet de rencontres entre émissaires de M. Shamir et représentants de la centrale palestinienne, relèvent apparemment de la pure fantaisie.

En revanche, explique M. Beilin, depuis que le gouvernement a proposé son initiative de paix, on peut parler effectivement de négociations indirectes dont l'objectif est d'obtenir le feu vert de l'OLP au projet d'élections. Les intermédiaires dans ces négociations indirectes sont les Palestiniens de Cisjordanie et de Gaza, les Etats-Unis, l'Egypte et certains pays européens. — (Interim.)

LIBAN : après quatre jours de trêve

Les bombardements ont repris avec une intensité accrue

BEYROUTH
de notre correspondant

Soixante heures de bombardements, au moins vingt-cinq civils tués et quatre-vingt-deux blessés : la trêve qui régnait au Liban depuis quatre jours a volé en éclats, dans la nuit du mercredi 26 au jeudi 27 juillet, sous un déluge de feu. Les duels d'artillerie entre les troupes syriennes et les forces chrétiennes du général

Michel Aoun ont, cette fois-ci, largement débordé les deux secteurs de Beyrouth pour atteindre des villages du « réduit » chrétien comme de la montagne druze, ainsi que la Bekaa et le littoral du nord du pays. Vingt-deux des vingt-six victimes ont été tuées en secteur musulman, les quatre autres dans le camp chrétien.

Toute la presse libanaise relève que cette flambée de violence a coïncidé avec l'annonce d'une réu-

nion, samedi prochain à Rabat, des ministres algérien, marocain et saoudien des affaires étrangères concernant des affaires étrangères connues de la situation au Liban. Chacun des deux camps accuse l'autre de chercher à saboter la mission du comité tripartite de la Ligue arabe, dont les efforts n'ont eu, jusqu'à présent, d'autre résultat que la poursuite des bombardements et du durcissement du blocus naval imposé par la Syrie au « pays chrétien ».

L. G.

Le sort de M^{me} Jacqueline Valente

Les époux Métral cessent leur grève de la faim

Lyon. — M. et M^{me} Métral, le beau-frère de M^{me} Jacqueline Valente et son épouse, ont décidé de mettre fin jeudi à leur grève de la faim après avoir reçu un message du ministre des affaires étrangères qui les recevra lundi 31 juillet à 12 heures, a-t-on appris auprès des intéressés. Un responsable de la préfecture du Rhône est venu leur apporter ce message vers 12 h 30, ont-ils précisé.

L'entrevue d'André et Anne-Marie Métral avec M. Roland Dumas sera suivie d'une rencontre avec la presse, la radio et la télévision à laquelle participera le ministre d'Etat, indique le message. « Ce sera l'occasion d'affirmer devant la presse l'engagement du gouvernement français à déployer tous ses efforts pour obtenir la libération de Jacqueline Valente, retenue comme otage », précise le texte. « C'est un grand pas de franchi, ont souligné M. et M^{me} Métral, et un espoir qui naît pour Jacqueline Valente et ses enfants en captivité au Moyen-Orient ».

Les époux Métral, qui avaient entamé leur grève de la faim il y a dix-sept jours, vont être hospitalisés dès jeudi après-midi pour deux jours afin d'« apprendre à se réadapter normalement », ont précisé les médecins qui les ont suivis pendant leur épreuve.

Le directeur du cabinet du ministre des affaires étrangères, M. Jacques Andréani, s'était rendu à Lyon, mercredi 26 juillet, pour remettre à la famille de M^{me} Jacqueline Valente deux lettres et deux photographies de la jeune femme, enlevée en novembre 1987 par un groupe palestinien. Cette correspondance adressée à sa famille porte la date du 10 juin, mais elle ne serait parvenue que le 24 juillet au Quai d'Orsay, selon l'émissaire de M. Roland Dumas.

M^{me} Valente écrit qu'elle vit dans un appartement avec son compagnon, M. Fernand Houtouk, sa fille Sophie-Liberty et un petit garçon né il y a quelques mois. Elle déclare qu'ils sont bien traités.

A TRAVERS LE MONDE

Grande-Bretagne

Première visite d'un ministre soviétique de la défense

La ministre soviétique de la défense, le général Dmitri Iazov, devait s'achever, jeudi 27 juillet, un voyage de trois jours en Grande-Bretagne, le premier d'un ministre soviétique de la défense dans un pays de l'OTAN depuis la seconde guerre mondiale. Il a été invité, mercredi, à visiter une base aéronavale en Ecosse et à assister à des manœuvres sur le porte-avions HMS Invincible.

A son arrivée à Londres, mardi, M. Iazov avait été reçu par le premier ministre, M^{me} Thatcher. Il s'était entretenu avec le ministre sortant de la défense, M. Younger, et le nouveau ministre des affaires étrangères, M. John Major. Les discussions ont essentiellement porté sur les négociations en cours sur la réduction des armements conventionnels en Europe. Le ministre soviétique a estimé à ce propos que les forces britanniques et françaises stationnées en RFA devaient être prises en compte au même titre que les forces américaines pour la limitation des forces occidentales en Europe du centre. — (AFP.)

Maroc

226 prisonniers politiques

L'Organisation marocaine des droits de l'homme (OMDH) a recensé deux cent vingt-six prisonniers politiques au Maroc, selon un dossier rendu public, mercredi 26 juillet, par cette organisation, fondée en décembre 1988 et composée d'intellectuels, de juristes et d'universitaires, douze de ces deux cent vingt-six détenus ont été condamnés à mort et se trouvent à la prison centrale de Kénitra, à une quarantaine de kilomètres de Rabat.

URSS

L'histoire du Parti communiste revue dans les manuels

De nouveaux manuels présentant une version rénovée de l'histoire du Parti communiste de l'URSS doivent paraître pour la prochaine année scolaire, ont indiqué, mercredi 26 juillet, les Izvestia. La publication de ces nouveaux manuels vise à réconcilier les étudiants avec « les idées fondamentales du communisme », ajoute l'organe du gouvernement soviétique.

Le dernier manuel consacré au communisme, publié en 1985, ne comportait que peu de modifications par rapport à ceux qui avaient été publiés à l'époque de Staline, relève un professeur cité par le journal.

Selon celui-ci, le plupart des étudiants préfèrent se référer à la presse plutôt qu'aux manuels comme source d'information. A partir du 1^{er} septembre, les enseignants chargés de l'histoire du PC devront se recycler à l'université de Moscou pour remettre leurs cours à jour, ont précisé les Izvestia. — (AFP.)

● Moscou paie en dollars ses cotisations à l'ONU. — « L'URSS vient de payer 43 millions de dollars

pour le budget 1989 de l'ONU, qui s'ajoutent à un premier paiement effectué en mars. Nous avons donc versé 86,4 millions de dollars au total », a indiqué, au cours d'une conférence de presse à Moscou, un fonctionnaire du ministère des affaires étrangères. « La totalité de la somme a été payée en monnaie convertible, sans les déductions habituelles, et non en roubles, ce qui nous évitait jusque-là des critiques », a-t-il ajouté. — (AFP.)

Zaïre

Signature d'un accord avec la Belgique

La Belgique et le Zaïre ont signé, mercredi 26 juillet à Rabat, un accord mettant fin au différend qui les opposait depuis octobre dernier. Un texte, portant notamment sur l'annulation de près de 11 milliards de francs belges (275 millions de dollars) de la dette de Kinshasa à l'égard de Bruxelles et sur la normalisation des relations bilatérales, a été signé par le ministre belge des affaires étrangères, M. Mark Eyskens et son collègue zaïrois, M. Nguzi Kari-Bond. La cérémonie s'est déroulée au palais royal de Rabat en présence du président zaïrois, le maréchal Mobutu, du premier ministre belge, M. Wilfried Martens et du roi Hassan II, qui avait exercé sa médiation dans l'affaire. — (AFP.)

● SOUDAN : début des négociations de paix en août. — Le nouveau gouvernement militaire de Khartoum et les rebelles sudistes entameront des négociations de paix à Addis-Abeba au cours de la première semaine d'août, a annoncé, jeudi 27 juillet, l'homme fort du pays, le général Omar Hassan El Béchir. Au cours d'une conférence de presse donnée à son retour du sommet de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), le général Béchir a déclaré que le président égyptien Hosni Moubarak, nouveau président de l'OUA, avait joué un rôle clé dans la préparation des pourparlers. — (Reuters.)

Cinq grands brûlés libanais seront soignés en France

Cinq grands brûlés libanais sont arrivés, mercredi 26 juillet, à l'aéroport d'Orly. Ces victimes de bombardements, que les hôpitaux de Beyrouth ne sont pas en mesure de soigner, sont les premiers arrivants d'un nouveau groupe de blessés évacués sur la France. Cette opération est organisée par le secrétariat d'Etat chargé de l'aide humanitaire qui a sollicité pour la première fois le concours du secteur hospitalier privé. Le secrétaire d'Etat, M. Bernard Kouchner, attendait les blessés à l'aéroport.

Deux des patients, une petite fille de trois ans et un homme qui attendait depuis six mois son transfert à Paris, seront gratuitement pris en charge par une clinique de Châteaufort-Malabry (Hauts-de-Seine). Les trois autres personnes, une mère et ses deux enfants, brûlés à 80 % le 20 juillet par l'explosion d'un obus au phosphore dans leur abri, seront soignées dans un hôpital militaire parisien.

Une cinquantaine de blessés beyrouthins, chrétiens et musulmans, devraient bénéficier dans les semaines à venir d'une évacuation similaire.

Afrique

La fin du sommet de l'organisation panafricaine

M. Salim Ahmed Salim est élu secrétaire général de l'OUA

Le ministre tanzanien de la défense, M. Salim Ahmed Salim, a été élu mercredi 26 juillet secrétaire général de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) au troisième tour de scrutin, par trente-huit voix sur cinquante. Il a battu le secrétaire sortant, le Nigérien Idriss Oumarou. Il y a quatre ans.

Les chefs d'Etat et de gouvernement s'étaient mis d'accord pour que le scrutin ne s'éternise pas et qu'il n'y ait pas de risque de

division entre francophones et anglophones. Selon le compromis élaboré, celui qui obtenait le moins de voix au deuxième tour se désistait. Finalement, un troisième tour de scrutin a été organisé pour donner au vainqueur la majorité requise des deux tiers.

Environnement et droits de l'homme

Le nouveau secrétaire général de l'OUA s'est engagé, à la fin du sommet annuel des chefs d'Etat et

de gouvernement, à travailler au redressement économique de l'Afrique. « Nous devons travailler dur pour écarter de l'Afrique l'image de pauvreté qui lui est accolée », a-t-il dit. Il a évoqué la protection de l'environnement et les droits de l'homme, en soulignant que les abus en Afrique avaient besoin d'une attention nouvelle.

De son côté, le nouveau président en exercice de l'OUA, M. Hosni Moubarak, chef de l'Etat égyptien, a annoncé quatre décisions prises lors du sommet : un comité ad hoc des chefs d'Etat sur l'Afrique australe se réunira le 21 août à Harare, au Zimbabwe ; un comité ad hoc des chefs d'Etat sur le processus d'indépendance en Namibie ; un effort accru et intensifié sera fait pour aider le président gabonais, M. Omar Bongo, à résoudre le différend frontalier entre la Libye et le Tchad ; un comité dirigé par le président en exercice sera créé pour trouver

une solution à la crise qui a éclaté entre le Sénégal et la Mauritanie.

Ampravant, les chefs d'Etat et de gouvernement avaient adopté une résolution réclamant l'augmentation des effectifs des Nations unies stationnées en Namibie et réaffirmant leur soutien à l'Organisation du peuple du Sud-ouest africain (SWAPO).

Réformes à visage humain

Les participants au sommet ont demandé notamment la relance du dialogue Nord-Sud et un prix rémunérateur pour les matières premières. Ils ont plaidé pour des réformes économiques qui tiennent compte de la fragilité de leurs économies, insistant sur la nécessité d'instituer des plans d'ajustement structurel « à visage humain » pour éviter des retours sociaux et politiques, voire des émeutes de la faim.

EN BREF

● **MOZAMBIQUE** : le RENAMO accepte la médiation kenyane. — La Résistance nationale du Mozambique (RENAMO) a annoncé, mardi 25 juillet à Lisbonne, qu'elle acceptait la médiation du président kenyan, M. Daniel Arap Moi, dans le conflit qui l'oppose au gouvernement de Maputo. Dans un communiqué, le RENAMO se déclare favorable à la formation d'un groupe de chefs d'Etat africains qui pourrait contribuer à des pourparlers de paix au Mozambique (Le Monde du 25 juillet).

— (AFP.)

● **SOMALIE** : arrestation de deux ministres. — Deux ministres, le général de brigade Aden Abdoullahi Nour et le général de division Mohammed Abdoullahi Saadiah, ont été accusés d'attaques à la sûreté de l'Etat et arrêtés à Mogadiscio, a

annoncé le radio nationale, mardi 25 juillet. Ces généraux étaient tous deux ministres attachés à la présidence. — (AFP.)

● **ZIMBABWE** : prolongation de l'état d'urgence. — Le gouvernement zimbabwéen a fait approuver par le Parlement, mardi 25 juillet, le renouvellement pour six mois de l'état d'urgence, sous lequel vit le pays sans interruption depuis 1985. L'état d'urgence permet au gouvernement de passer outre les décisions de justice, notamment en l'autorisant à obtenir des personnes acquittées par les tribunaux. Le ministre zimbabwéen de l'intérieur, M. Mwenye Mahachi, a défendu ce renouvellement en décrivant « les menaces et l'agression flagrante » de l'Afrique du Sud. — (AFP.)

AFRIQUE DU SUD : la préparation des élections législatives

Le gouvernement craint une campagne de violences

JOHANNESBURG
de notre correspondant

La campagne pour les élections législatives du 6 septembre, qui, dans les faits, a débuté il y a plusieurs semaines, bat maintenant son plein. Depuis lundi, en effet, on sait combien de candidats se disputent les 166 sièges de l'Assemblée blanche, les 80 de la Chambre nationale et les 40 de la Chambre indienne. Pour ce qui concerne les élections « blanches », l'élément nouveau par rapport aux élections de 1987 est que les deux oppositions, celle d'extrême droite (Parti conservateur, CP) et celle de centre gauche (Parti démocratique, DP), ont décidé de présenter le plus grand nombre possible de candidats, au grand regret du Parti national (NP) au pouvoir, qui occupe maintenant le centre de l'échiquier politique.

Des trois partis, le NP a été le premier, en juin, à dévoiler son programme, en reprenant tel quel son manifeste de 1987, auquel il a ajouté un « plan d'action » de cinq ans. L'élément central de ces deux documents, qui se veulent réformistes, reste le concept de « groupe », synonyme du système d'apartheid. Quant au problème de la représentation politique des Noirs, le NP propose de négocier avec les dirigeants qui ont « pris l'engagement en faveur de solutions pacifiques », ce qui exclut pour l'instant le Congrès national africain (ANC).

Le manifeste du tout nouveau Parti démocrate propose l'abolition de l'apartheid et des négociations incluant les organisations interdites, dont l'ANC. Il prône aussi « un vote d'égalité valeur » pour tous les Sud-Africains, c'est-à-dire le suffrage universel direct, mais dans le cadre d'un Etat fédéral et afin d'éviter la « domination de la

majorité », autrement dit des Noirs. Quant aux conservateurs, qui rêvent de revenir à l'apartheid des années 60, ils ont présenté un programme sans surprise, axé autour de l'idée de « partition », c'est-à-dire la création d'un Etat ultra-blanc où les Noirs ne seraient tolérés que comme travailleurs immigrés.

Vieille tactique

Pour l'heure, la campagne met surtout aux prises le pouvoir et un adversaire qui n'est pourtant, en théorie, pas directement concerné par ce scrutin : l'opposition noire. Après l'expulsion de trois bombes, dimanche 23 juillet, dans la région du Cap, qui avait fait deux morts, le ministre de la loi et de l'ordre, M. Adrian Vlok, a accusé l'ANC d'avoir planifié, avec les mouvements d'opposition extra-parlementaire, une campagne de violence pour perturber le déroulement des élections, notamment par des attaques à la bombe contre certains candidats. Il a averti les dirigeants de ces mouvements qu'il déclencherait pas à sévir. Les dirigeants de ces organisations anti-apartheid ont rejeté les accusations de M. Vlok, affirmant qu'il s'agit là de « la vieille tactique usée consistant à susciter la paranoïa et la peur parmi l'électorat blanc ».

Un affrontement avec le pouvoir semble, toutefois, difficilement évitable, car ces opposants ont confirmé qu'ils comptent intensifier leur campagne de protestation contre l'apartheid en appelant leurs sympathisants à se rendre en masse, le 2 août, dans huit hôpitaux réservés aux Blancs pour s'y faire soigner. Le gouvernement a déjà averti qu'il se laisserait pas « les radicaux » perturber le fonctionnement des services de santé. — (Interim.)

Un vrai diplomate

Trapu, portant d'épaisses lunettes, bavard et affable, le nouveau secrétaire général de l'OUA, de confession musulmane, est né en janvier 1942, sur l'île de Pemba. Marié, diplômé de l'université Columbia à New-York, il a fait des études en Inde à l'université de Delhi. Il est docteur honoris causa de l'université des Philippines et de l'université de Maiduguri, au Nigeria.

M. Salim a derrière lui une longue carrière diplomatique. Nommé ambassadeur au Congo en 1984, il occupa ensuite les mêmes fonctions en Chine et en Inde. Puis il représenta, pendant environ dix ans, son pays aux Nations unies. Il y présida le comité spécial pour la décolonisation, puis l'Assemblée générale. En 1981, l'OUA proposa sa candidature à la succession de M. Kurt Waldheim, secrétaire général de l'ONU. Il lui manqua le soutien des Etats-Unis et de leurs alliés pour l'emporter.

Revenu en Tanzanie comme chef de la diplomatie, il est nommé premier ministre en avril 1984, après la mort accidentelle d'Edward Sokaia. Ce diplomate de carrière se présente comme

l'homme idéal pour appliquer à l'intérieur, grâce à sa compétence, un certain pragmatisme et pour solliciter à l'extérieur, grâce à son entourage, les concours dont son pays a besoin pour se relever.

M. Salim essaie de coller aux réalités d'un pays qu'il connaît mal — puisqu'il a passé le plus clair de sa carrière à l'étranger, — et qu'il sillonne donc en tous sens. Réaliste, il abandonne la charge aux affaires, lancée par son prédécesseur. Pragmatique, il s'emploie notamment à desserrer le contrôle des prix, à dégraisser les effectifs des entreprises publiques tout en redonnant confiance aux paysans.

Il occupait depuis 1985 les fonctions de vice-premier ministre et ministre de la défense. Par ailleurs, il était membre du comité central du Parti de la révolution, le parti unique au pouvoir. Mais il ne réussit pas, au départ de M. Julius Nyerere, à occuper le poste de secrétaire général. Un certain nombre de cagoches se méfient, en effet, de ce novice en politique qui n'a pas été élevé dans le sérail, de cet « étranger » qui ne se nourrit pas de chimères.

Amériques

HAITI : licenciement à Radio-Soleil

La hiérarchie catholique contre l'«Eglise des pauvres»

PORT-AU-PRINCE
de notre envoyé spécial

Nouvel épisode de l'affrontement entre la conférence épiscopale et l'Eglise populaire, la reprise en main de Radio-Soleil par la hiérarchie catholique est un coup pour les tenants du changement en Haïti. « Je suis parti pour la souffrance et la colère révoltée. Ils vont faire de Radio-Soleil un instrument de colonisation sous couvert d'évangélisation », commente le Père Jean-Bertrand Aristide, expulsé de l'ordre des salésiens en novembre dernier, en raison de son engagement à la tête de l'«Eglise des pauvres».

Créée en 1978 par la Conférence épiscopale haïtienne, Radio-Soleil était devenue, à partir de 1984, « la voix des sans-voix » sous l'impulsion de son directeur, le Père Hugo Triest. L'une des plus écoutées, la station avait joué un rôle important dans la chute de la dictature duvallériste.

C'est sur ses ondes que les « petits soldats » en rébellion diffusaient leurs communications. « Nous ne parlons pas de théologie de la libération, mais nos émissions étaient conscientisantes », explique M. Joseph Georges, l'ancien responsable des programmes, dont le licenciement, le 21 juin dernier, a précipité la crise. Motif du retrait : son peu d'empressement à diffuser le nouvel indicatif de la station, qui annonce sans ambages que Radio-Soleil est « la voix de l'Eglise catholique fondée par la conférence épiscopale ». Dans la foulée, onze autres journalistes et animateurs ont été révoqués. Toute l'équipe de l'émission « Ouf Respé » (honneur et respect), l'une des plus populaires, est mise à la porte. Ce programme permettait aux paysans d'exposer leurs problèmes, de faire connaître leurs revendications. Les évêques le jugeaient « subversif », ajoute M. Georges. La crise couvait depuis plusieurs mois. En janvier dernier, un grave conflit avait opposé le Père Hugo Triest au directeur technique M. Rameau Thy, considéré comme l'œil des évêques au sein de la station. M. Thy avait adressé une lettre d'injures au directeur de la radio, à la suite de la diffusion, par inadvertance, d'une chanson « Himnalya »

où il est question de « cul dans les nuages ».

Révoqué par le Père Hugo, le directeur technique a été réintégré par le nouveau directeur de la station, le Père Arnoux Chéry, qui vient de rentrer de Rome où il a obtenu un doctorat en droit canon. Plus grave encore aux yeux de l'équipe de Radio-Soleil, la nouvelle direction a fait appel, pour un poste administratif, à Georges Martin, qui fut longtemps comptable d'Ernest Bennet, le beau-père de Jean-Claude Duvalier. Georges Martin a aussi signé plusieurs articles au vitriol contre l'Eglise populaire dans le Petit Samedi Soir, un hebdomadaire investi par les duvalléristes.

Messages de solidarité

De l'association des journalistes haïtiens, qui appelle les évêques au dialogue « pour ne pas compromettre les esprits du 7 février (le départ de Jean-Claude Duvalier) en matière de liberté d'expression », aux associations de jeunes en passant par les partis de gauche, les messages de solidarité à l'égard de Radio-Soleil affluent. Pour nombre de religieux et de laïcs engagés dans la « TI Legliz » (les communautés de base), il ne fait pas de doute que « l'affaire de Radio-Soleil est la nouvelle phase d'un plan visant à détruire l'Eglise populaire ». « Après la fermeture, en avril 1988, de la mission d'alphabétisation, jugée trop politisée, puis l'offensive contre le Père Aristide, le nonce Paolo Romeo et les évêques se sont attaqués au dernier bastion Radio-Soleil », explique le Père Gilles Darroch, un dominicain originaire du sud de la France. « L'attaque contre l'Eglise populaire en Haïti n'est pas un fait isolé en Amérique latine », souligne de son côté le Père Aristide. « A l'approche de 1992 — le cinquantième anniversaire de la découverte et de l'évangélisation du Nouveau Monde — Rome veut freiner les expériences de rénovation de la foi qui s'efforcent de répondre au défi d'une Eglise pauvre parmi les pauvres, d'une Eglise proche du peuple », affirme « Titi », qui demeure l'une des personnalités les plus populaires dans les bidonvilles et les campagnes.

JEAN-MICHEL CARROT.

ÉTATS-UNIS : cours particuliers contre le racisme

Le Ku Klux Klan condamné au dialogue

NEW-YORK
de notre envoyée spéciale

Il aura fallu dix ans d'une furieuse bataille judiciaire, mais les participants d'une marche pour les droits civiques, qui avaient été attaqués par des membres de l'organisation raciste du Ku Klux Klan à Decatur (Alabama), en mai 1979, vont peut-être avoir le dernier mot, au propre comme au figuré.

En effet, d'après l'accord intervenu mardi 25 juillet entre les deux parties, les hommes encochés du KKK, dont six ont été reconnus coupables à y a quelques mois, seront condamnés, outre une solide amende, à suivre « des cours sur les droits civiques et les relations raciales », les professeurs n'étant autres que les dirigeants de la Southern Christian Leadership Conference (SCLC), mouvement non violent, créé par le

pasteur Luther King, qui avait organisé la marche du mois de mai 1979 destinée, à l'origine, à protester contre l'arrestation d'un Noir, accusé d'avoir tué un Blanc. Dans la mêlée et la fusillade, quatre participants étaient tombés, cinq policiers avaient été blessés.

Certes, le « Sud profond » en a vu d'autres, mais que les Noirs puissent faire officiellement le leçon aux « suprémacistes » blancs a laissé plus d'un commentateur perplexe. Ce n'est pas le cas des réseaux nationaux de télévision, sensibles à l'ironie de l'épisode, qui en ont fait leurs choux gras, expliquant à l'envi que les « cours », qui ne seront pas ouverts au public, se dérouleront en sessions de deux heures et consisteront en dialogue, forcé à défaut d'être spontané. « Il ne s'agit pas d'humilier les gens du Klan, mais de les éduquer, de leur faire accepter avec une satisfaction évidente le futur maître de confé-

rences, Joseph Lowry, actuel président de la SCLC. Pour la première fois, ceux qui sont à l'origine des violences raciales vont pouvoir s'asseoir avec leur victimes, entendre parler de fraternité et du message d'amour du docteur King ».

Les futurs élèves ayant pour l'instant choisi de rester cois, c'est James Ferrands, restaurateur à la ville mais « sorcier impérial » de l'empire invisible des chevaliers du KKK, pour les Noirs, qui a choisi de se faire leur porte-parole pour dénoncer cette « punition cruelle et insolite ». M. Ferrands, qui possède un petit talent de plume et exprime dans la revue nationale Klan's man de solides points de vue tels que « Les Noirs sont des êtres intello, des singes racisés », était, le soir même, invité par la chaîne de télévision CNN à rencontrer le Révérend Lowry. Accusant, dans une prestation plus vraie que nature, les leaders noirs de retour-

ner les lois à leur avantage, alors qu'ils ont été les rois de la désobéissance civile pendant des années, M. Ferrands a déclaré de colère dans son costume très classique s'être levé contre les « cours » imposés, les appelant des « camps de concentration destinés à opérer un lavage de cerveau » sur ses frères de cagoule. Et de proposer, pour finir, au Révérend Lowry, de lui donner des cours particuliers sur les buts profonds du KKK, à savoir « faire respecter à nouveau les droits des Blancs ». Offre qui fut prestement déclinée. Si l'on en croit les paroles du grand sorcier, l'ambiance en classe sera des plus animées. Encore faut-il que le tribunal de district d'Huntsville, en Alabama, auquel est accordé un peu particulier va être soumis, donne son avis. Un seul petit défaut : le texte ne précise pas si les élèves les moins dociles auront la possibilité de redoubler.

MARIE-CLAUDE DECAMPS.

Etrange affaire d'espionnage à Washington

Felix Bloch, casse-tête pour le FBI

(Suite de la première page.)

Les Etats-Unis auraient même mis en garde Moscou contre toute tentative d'« exfiltrer » M. Bloch vers l'URSS, selon certaines sources de l'administration que le département d'Etat n'a pas vraiment démenties.

Les enquêteurs disposaient, par ailleurs, selon la chaîne ABC, d'un enregistrement d'une conversation au cours de laquelle un soviétique prévenait M. Bloch : « Un mauvais virus est dans l'air, et nous pensons que vous avez été contaminé » — manière de le prévenir qu'il avait vraisemblablement été découvert.

Pourtant M. Felix Bloch, haute silhouette au crâne chauve et au regard désemparé, filmé par les caméras de télévision avec son escadron d'« accompagnateurs » du FBI alors qu'il se rendait au domicile de sa fille, semble tout à fait décidé à damer le pion, sur le terrain légal, au contre-espionnage américain. Il aurait commencé à réunir une équipe d'avocats de haut vol, comprenant en particulier un ancien « conseil » de l'Agence nationale de sécurité, le

plus secret des organismes de renseignement.

Sa tâche pourrait lui être facilitée par la répugnance qu'éprouvent traditionnellement les services secrets à révéler l'origine de leurs soupçons et leurs éléments de preuve. Et la très surprenante attitude des Soviétiques pourrait le conforter dans sa volonté de ne pas « céder ». N'a-t-on pas remarqué un véhicule occupé par des membres de l'ambassade d'URSS à Washington en train de suivre les agents du FBI qui eux-mêmes suivaient, ces jours derniers, M. Felix Bloch ?

Certains spécialistes américains se demandent même si les Soviétiques n'ont pas délibérément fait en sorte que l'affaire soit prématurément révélée au public (par l'intermédiaire de la chaîne ABC).

Pour l'heure, les fonctionnaires américains en sont apparemment réduits à tenter de compléter leur dossier. Ils ont en particulier demandé aux autorités autrichiennes de les aider à retrouver une femme, présumée être une call-girl, avec

laquelle le diplomate aurait été en relations pendant son séjour à Vienne, entre 1981 et 1987.

On continue aussi à s'interroger sur les motivations de M. Bloch, un diplomate émérite qui aurait très mal vécu sa situation de « numéro deux », soumis à l'autorité de deux ambassadeurs successifs qui étaient l'un et l'autre des « amateurs » : une ancienne secrétaire de M. Ronald Reagan, M^{me} Van Damm, et le fils de la richissime Estée Lauder, propriétaire de la marque de produits de beauté du même nom. Mais était-ce vraiment la une raison suffisante pour trahir ?

Si les enquêteurs arrivent en définitive au bout de leurs peines, et si cette trahison devait se confirmer, il resterait à épiloguer sur le zèle déployé, en ces temps de perestroïka, par le KGB et sur l'attitude presque défiante adoptée dans le « cas Bloch » par les Soviétiques.

Les officiels américains — et en particulier le directeur de la CIA, M. William Webster — affirment depuis quelque temps que les ser-

vices secrets soviétiques n'ont indubitablement réduit leurs activités extérieures, et continuent toujours une « menace sérieuse » pour les intérêts des Etats-Unis. Certains commentateurs américains soupçonnent même qu'en échange d'une attitude plus en retrait dans le domaine de la surveillance politique à l'intérieur, — le « Comité de la sécurité d'Etat » (KGB) et ses dépendances ont été encouragés à concentrer leurs efforts sur l'extérieur.

Mais après tout, qui sait à quelle date Felix Bloch a été recruté — s'il a vraiment été recruté ? La charge de la preuve revient au FBI, qui semble paradoxalement dans une situation plus inconfortable que sa victime potentielle. Et les services américains ont connu quelques mésaventures avec des suspects qu'ils cherchaient à confondre. Tel Edward Howard, un ancien agent de la CIA qui, en 1985, avait réussi à échapper à la surveillance et s'était rapidement retrouvé à Moscou, après un séjour par le Mexique.

JAN KRAUZE.

Politique

L'« apport » de M. Jospin et de ses amis à la préparation

« La société de partage est la condition de l'approfondissement

Dans son préambule, le texte de M. Jospin et de ses amis indique notamment :

« Nous voulons garder la culture de gouvernement, le réalisme, la capacité gestionnaire, qui ont fait de la présence socialiste au pouvoir non plus une expérience mais une évidence de la démocratie. Mais nous ne sommes pas seulement des gestionnaires, un parti d'en haut et qui gouverne. Nous voulons la transformation de la société (...).

« C'est la capacité des socialistes à débattre tout en préservant leur unité qui a été décisive depuis Epinay. Nous demeurons fidèles à cet héritage. C'est pourquoi il faut marquer notre volonté commune en continuant à construire le parti autour d'un axe majoritaire, qui ne peut être que le courant AB. Mais cet axe majoritaire, garant de la solidité du couple président-parti — essentiel depuis l'élection de François Mitterrand à la présidence de la République en 1981 dans les succès des socialistes — doit être lui-même un axe de rassemblement (...).

« La France, avec François Mitterrand, construit son propre modèle de société : fondé sur un socialisme de rassemblement, de responsabilité, mais qui doit être aussi un socialisme d'idées et d'espérance (...).

« Il nous faut poursuivre la recherche d'un nouvel équilibre, dans l'exercice du pouvoir, dans la gestion de l'économie, dans la vie en société, dans l'approche des relations internationales. Cela suppose de privilégier trois champs d'intervention : le partage, le socialisme

démocratique et la paix, les relations entre l'homme et la nature. Il nous faut aussi adapter la stratégie historique de notre parti et l'instrument politique qu'il représente. »

Voici les principaux extraits de chacun des trois principaux points ainsi soulignés :

Faire du partage notre loi

L'économie française est très dépendante des importations et n'a pas encore assez de spécialités fortes. Aussi n'est-elle pas à l'abri de déficits aux conséquences redoutables, le déséquilibre des finances publiques risquant d'entraîner celui des échanges extérieurs. Mais, si la rigueur est une méthode, elle ne saurait constituer une fin en soi.

« Beaucoup de Français s'impacitent, non sans raison. Ils ont consenti des efforts importants lorsque la situation extérieure l'exigeait. Alors que le taux de croissance atteindra, en 1989 comme en 1988, 3,5 %, se fait jour l'aspiration à une plus juste répartition des richesses et à une plus importante participation aux décisions économiques. Le parti socialiste ne peut rester sourd à ces aspirations. Si nous voulons redonner à la société française plus de justice sociale, réduire les inégalités de revenus, et notamment celles qui se sont creusées entre les revenus salariaux et les revenus non salariaux, il faut, tout en faisant effort pour améliorer le potentiel de la croissance française, accepter d'en partager les fruits ; nous devons partager sans

diminuer le dynamisme économique mais au contraire utiliser la réduction des inégalités et des tensions sociales comme facteur de renforcement de l'efficacité économique. Aller vers une économie de partage, vers une société solidaire, tel est donc l'objectif affirmé dans la Lettre à tous les Français et que nous avons fait nôtre.

« Le partage premier est celui des revenus. Toute politique économique socialiste doit tendre vers la réduction de l'éventail des revenus. Il faut redonner aux salaires une dynamique plus forte que celle des revenus non salariaux, surtout lorsque ces derniers ne sont pas orientés vers l'investissement productif. Cela, bien entendu, en veillant à ce que le niveau des salaires réels ne soit pas menacé dans le même temps par la hausse du coût des loyers, qui doivent être maîtrisés. Ne faut-il pas faire une place plus large à l'extension du salaire différé, par le recours aux fonds salariaux ? Une telle orientation ne peut se concevoir que si le monde du travail, dont le Parti socialiste doit rester l'interprète, est effectivement associé à la gestion de l'entreprise, à l'exercice du pouvoir en son sein. La conquête de la citoyenneté dans l'entreprise est, pour les socialistes, une question essentielle des années à venir.

« La société de partage est la condition de l'approfondissement de la démocratie en France. Elle ne se limite pas au champ de l'économie. On ne peut envisager une société réellement démocratique sans que les femmes, tous les droits des

M. Lionel Jospin a rendu public, mercredi 26 juillet, un document de seize pages qui se veut, dans la perspective du congrès du Parti socialiste, non une « contribution » proprement dite mais « un apport à la discussion » et « un appel au rassemblement » analogue, par sa nature, à l'appel pour le débat lancé, le 17 juillet, par le président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, M. Louis Mermier ; le président du groupe socialiste au Sénat, M. Claude Estier ; le ministre de l'Intérieur,

M. Pierre Joxe ; le secrétaire d'Etat à la formation professionnelle, M. André Laigné ; le secrétaire d'Etat à la consommation, M. Véronique Nélertz, et une trentaine d'autres signataires (le Monde du 18 juillet).

Le texte du ministre de l'éducation nationale, dont le contenu a été arrêté en tenant compte des débats organisés vendredi au Palais du Luxembourg avec la participation de près de deux cents militants mitterrandistes et non-

mmes y soient reconnus. La complexité plénière et entière de l'égalité pour elles est l'un des défis fondamentaux du monde moderne. Notre parti doit rester vigilant dans l'application et la défense des droits récemment acquis (IVG, formation, égalité professionnelle...). Il est, en outre, de sa vocation d'être à la pointe de toutes les initiatives pour permettre leur accès au partage réel des responsabilités. Il n'y a pas de démocratie sans partage du pouvoir : l'approfondissement de la décentralisation, notamment au niveau régional, une véritable maîtrise publique du foncier, la participation des immigrés aux élections locales devraient constituer des avancées significatives en ce sens. C'est aussi au sein de l'entreprise que devrait être mieux partagé le pouvoir.

« Le partage du savoir est sans aucun doute la condition première d'une véritable égalité des chances ; la priorité accordée à l'éducation par le président de la République ne se conçoit pas sans référence à cet objectif profondément socialiste de donner à chaque individu, à tout moment de sa vie, l'accès à la connaissance. Dans la société contemporaine, les moyens de transmission de l'information et de la culture jouent un rôle prédominant. Nous ne pouvons accepter une

culture confisquée par quelques-uns ni le développement sans contrôle d'un secteur audiovisuel dominé par les lois du marché et de la publicité, et dont le niveau ne cesse de baisser. C'est là l'enjeu d'un secteur public renoué.

« Mais il n'y aura pas de véritable partage de la richesse et du pouvoir sans rénovation et sans stabilisation des instruments de l'action publique, en France et en Europe. L'échéance du grand marché intérieur européen de 1992 et l'exigence de la stabilisation des prélèvements obligatoires contraignent durement nos finances publiques. Mais elles constituent aussi une chance à saisir pour conduire une grande réforme de notre fiscalité dans toutes ses dimensions : impôts directs et indirects, nationaux et locaux, fiscalité du capital et du travail, mode de perception de l'impôt. Il nous faut une fiscalité plus juste, touchant équitablement l'ensemble du revenu, plus décentralisée et qui ne décourage pas l'entreprise d'investir, d'innover et d'embaucher (...).

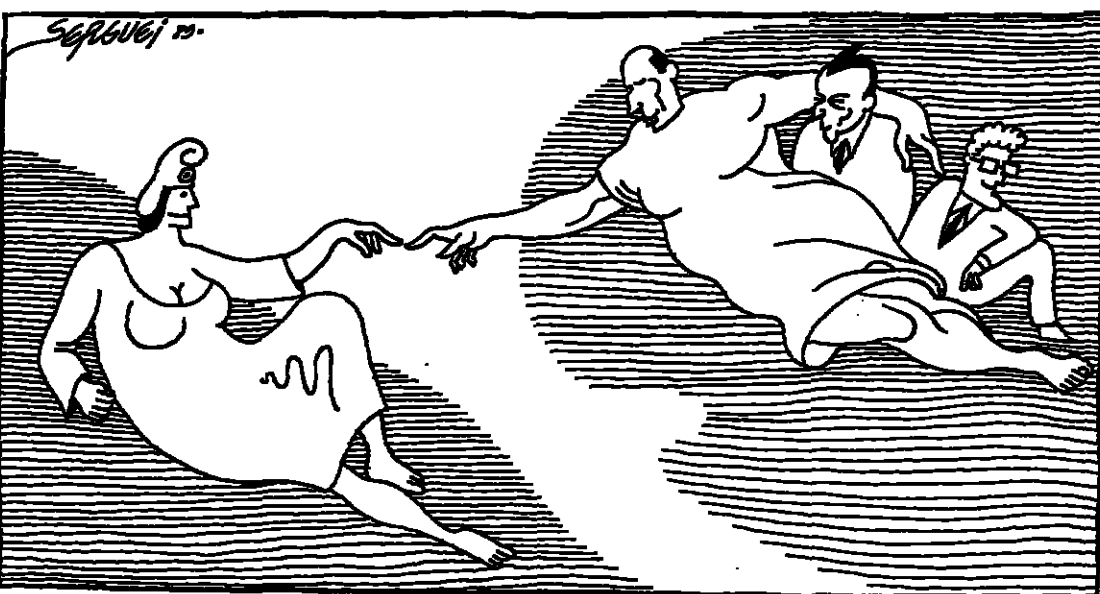
« Ce n'est pas le seul jeu du marché que nous pouvons attendre la résorption des déséquilibres économiques et sociaux actuels ; les socialistes ne renoncent pas à l'affirmation de la primauté de l'action collective au service des individus, seule susceptible de réduire les in-

galités. Comment ne pas voir que celle-ci passe d'abord par une régulation publique ? L'effort consenti en faveur des ZEP, l'investissement dans la recherche et l'enseignement supérieur, l'aide aux sites industriels en difficulté, la rénovation des quartiers en sont autant d'exemples. Ne faut-il pas, pour une meilleure programmation de l'action publique, relancer la planification ? La réduction du chômage ne saurait être le résultat spontané de la seule croissance. Ne faut-il pas, pour améliorer durablement et profondément la situation de l'emploi, envisager une nouvelle étape, significative, dans la réduction et la réorganisation du temps du travail ?

Agir pour la paix et le socialisme démocratique

De formidables bouleversements se produisent, en effet, notamment à l'est de l'Europe et en Asie, qui constituent pour nous un complet changement de perspectives. La crise du communisme totalitaire est patente et, pour la première fois, avouée en URSS, en Pologne et même en Chine (...).

« Les réformes sont d'une portée inégale : la brutalité de la répression en Chine, les contradictions que révèle la démarche de Gorbatchev, l'incertitude de la situation en Polo-



Les mitterrandistes, nouveaux « partageux »

(Suite de la première page.)

S'agit-il d'un effet secondaire des tambours du Bicentenaire de la Révolution ? En tout cas, M. Jospin et ses amis mettent beaucoup d'allégresse dans l'affirmation du maître-mot qui doit désormais inspirer, selon eux, tous les socialistes, à commencer, bien entendu, par le premier ministre : le « partage ». Dans la France d'aujourd'hui « qui construit son propre modèle de société », il faut tout mieux partager ! Il faut « faire du partage notre loi » !

Cela sonne comme un post-scriptum à la déclaration des droits de l'homme français. Et, conjugué par des personnalités aussi différentes que celles de MM. Lionel Jospin, Michel Delebarre, Henri Nallet, François Hollande, Henri Fassin, Alain Geismar, Jean-Christophe Cambadélis, Georges Frêche, cela donne un programme assez phénoménal : mieux partager la richesse nationale en réduisant l'éventail des revenus, en privilégiant les revenus salariaux par rapport aux revenus non salariaux, en veillant à ce que le niveau des salaires ne soit plus hypothéqué par la hausse des loyers ; mieux partager le travail en envisageant « une nouvelle étape significative dans la réduction et la réorganisation du temps de travail » ; mieux partager l'entreprise, en associant davantage le monde du travail « à la gestion » et à « l'exercice du pouvoir » dans les services et des ateliers ; mieux partager, partout, les responsabilités, en assurant enfin « la conquête de l'égalité » pour les femmes ; mieux partager aussi les impôts, dans la perspective du marché unique européen de 1993, par « une grande réforme de notre fiscalité dans toutes ses dimensions : impôts directs et indirects, nationaux et locaux, fiscalité du capital et du travail, mode de perception de l'impôt » ; mieux partager le savoir, etc.

Tout cela avait déjà été plus ou moins esquissé au cours des dernières réunions des instances du PS mais c'est la première fois qu'un document synthétise diverses réflexions individuelles sous une forme aussi précise et d'intérêt particulier de cette « pré-contribution » au congrès du PS tient en grande partie à la part prise dans sa teneur par les analyses personnelles de M. Mitterrand. Le thème du « mieux-partager » est cher au chef de l'Etat qui l'avait développé au printemps 1988 dans sa Lettre à tous les Français et repris notamment lors de ses vœux de nouvel an : « Il faut que la croissance de notre richesse nationale soit l'occasion de réduire les inégalités excessives », soulignait-il alors.

Des intentions aux actes

Selon M. Mitterrand, le moment est donc venu, sur le front social, de commencer à passer des intentions aux actes, si possible dès cet automne. Recevant à déjeuner un groupe de journalistes, samedi dernier, dans les Landes, le président de la République insistait sur cette nécessité : « Il ne faut pas seulement gérer, il faut réformer ».

L'analyse de M. Mitterrand, qui sous-tend le texte de M. Jospin, se fonde sur un constat et propose d'un calcul stratégique. Le constat est que la conjonction de l'amélioration de la situation économique générale et de la perspective d'une période de trois ans sans échéance électorale dégage une bonne marge de manœuvre pour ancrer la France dans la voie du « socialisme démocratique ».

Le calcul stratégique concerne l'avenir du PS : de l'avis de M. Mitterrand, c'est sur leur bilan social que les socialistes seront jugés par les Français et joueront

donc le maintien de leur présence au pouvoir au cours des prochaines années.

Le « mieux-partager » est ainsi appelé à devenir le leitmotiv des débats internes au PS et des relations entre le PS et le gouvernement. Voilà pourquoi la publication du texte du ministre de l'éducation nationale et de ses amis ne saurait être réduite à des aspects tactiques, qui sont au demeurant indubitables vis-à-vis de MM. Laurent Fabius, Louis Mermier, Pierre Joxe, Jean Poperen, fortement poussés à préparer un vrai « congrès d'idées ».

ALAIN ROLLAT.

Les principaux signataires

« Soixante-deux parlementaires :

MM. Allègre, député européen ; Aliouche, sénateur du Nord ; Anselin, député du Nord ; Balligand, député de l'Aisne ; Barande, député de la Gironde ; Bataille, député du Nord ; Bellon, député des Alpes-de-Haute-Provence ; Bialist, député du Nord ; Bois, député du Pas-de-Calais ; Bonnemaison, député de Seine-Saint-Denis ; M^{me} Buron, députée européenne ; M^{me} Cacheux, députée du Nord ; MM. Cambadélis, député du Nord ; Cambadélis, député de Paris ; Carat, sénateur du Val-de-Marne ; Carton, député du Nord ; Chervy, sénateur de la Creuse ; Cicolini, sénateur des Bouches-du-Rhône ; Clert, député des Deux-Sèvres.

MM. Delattre, député du Nord ; Darnava, député du Nord ; M^{me} Dany, députée européenne ; MM. Derocier, député du Nord ; Dessain, député de la Somme ; Dolez, député du Nord ; Ducout, député de Haute-Garonne ; Ducout, député de la Gironde ; M^{me} Ecochard, députée des Bouches-du-Rhône ; Emmanuel, député des Landes ; Estève, député des Pyrénées-orientales ; Fleury, député de la Somme ; Forni, député du Territoire de Belfort ; Frêche, député de l'Hérault ; Garrouste, député du Lot-et-

Garonne ; Gaud, sénateur de la Drôme ; Grazzini, député de l'Yonne ; Grimaldi, sénateur du Nord.

MM. Hervé, député d'Ille-et-Vilaine ; Hollande, député de la Corrèze ; Jourmet, député du Gard ; Labeyrie, sénateur des Landes ; Lamerque, député de Haute-Garonne ; Lambert, député de la Charente ; Lehoucq, député de la Haute-Vienne ; La Drian, député du Morbihan ; Le Foll, député de Seine-et-Marne ; Le Garrec, député du Nord ; Le Guen, député de Paris ; Lebreton, député suppléant des Côtes-du-Nord ; M^{me} Masseret, députée des Ardennes ; Masseret, sénateur de la Moselle ; Matras, sénateur des Bouches-du-Rhône ; Maccour, député de la Haute-Vienne ; Moreigne, sénateur de la Creuse.

MM. Pénicaud, député des Landes ; M^{me} Péry, députée européenne ; MM. Peyronnet, député de la Haute-Vienne ; Pezet, député des Bouches-du-Rhône ; Pic, sénateur de la Drôme ; Quennessen, député du Rhône ; Ramenay, sénateur de la Réunion ; Roger-Machart, député de Haute-Garonne ; Roemlin, député européen ; Roujas, sénateur de Haute-Garonne ; Rouquet, député du Val-de-Marne ; Sainte-Marie, député de la Gironde ; Sève, député du Val-de-Marne ; Sioré,

député des Pyrénées-Orientales ; Strauss-Kahn, député du Val-d'Oise ; Tardy, sénateur des Alpes-de-Haute-Provence ; Vailant, député de Paris ; Vidal, député des Bouches-du-Rhône.

« Trente-sept secrétaires fédéraux :

MM. Ballestracci (Val-d'Oise) ; Barras (Alpes-de-Haute-Provence) ; Bel (Ariège) ; Biepp (Gard) ; Bonet (France de l'étranger) ; Burille (Creuse) ; Carabouis (Calvados) ; Carrère (Landes) ; Caturail (Alpes-Maritimes) ; Demarlet (Haute-Vienne) ; M^{me} Denys (Charente-Maritime) ; M^{me} Deschamps (Rhône) ; Doucet (Loiret) ; Drèze (Seine-et-Marne) ; Du Châtelier (Ille-et-Vilaine) ; Encarnaz (Haute-Savoie) ; Fritsch (Bas-Rhin) ; Fruteau (Réunion) ; Guillaume (Drôme) ; Hourion (Vosges) ; Joiser (Puy-de-Dôme) ; Le Guen (Paris) ; Lemaçon (Hérault) ; Lutz (Marne) ; Mager (Toul) ; Marglin (Meurthe-et-Moselle) ; Mariani (Var) ; Masseret (Moselle) ; Panen (Deux-Sèvres) ; Praden (Gard) ; Raynaud (Pyrénées-Orientales) ; Rochowski-Moréau (Somme) ; MM. Roger (Seine-Saint-Denis) ; Roman (Nord) ; Sève (Val-de-Marne) ; Vidal (Bouches-du-Rhône) ; Yoyo (Martinique).

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

Édité par la SARL Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969)

Jacques Faure (1969-1982)

André Laurens (1982-1985)

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile « Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde.

Le Monde-Entreprises, MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général : Bernard Wauis.

Rédacteur en chef : Daniel Vermet.

Correspondant en chef : Claude Salas.

ABONNEMENTS PAR MINITEL

36-15 - Tapes LEMONDE

code d'accès ABO

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437

ISSN : 0395-2037

Reconnu d'intérêt public par la loi n° 105-1 du 10 mai 1985

Reconnu d'intérêt public par la loi n° 105-1 du 10 mai 1985

Reconnu d'intérêt public par la loi n° 105-1 du 10 mai 1985

Reconnu d'intérêt public par la loi n° 105-1 du 10 mai 1985

Reconnu d'intérêt public par la loi n° 105-1 du 10 mai 1985

Reconnu d'intérêt public par la loi n° 105-1 du 10 mai 1985

Reconnu d'intérêt public par la loi n° 105-1 du 10 mai 1985

Reconnu d'intérêt public par la loi n° 105-1 du 10 mai 1985

Reconnu d'intérêt public par la loi n° 105-1 du 10 mai 1985

Reconnu d'intérêt public par la loi n° 105-1 du 10 mai 1985

Reconnu d'intérêt public par la loi n° 105-1 du 10 mai 1985

Reconnu d'intérêt public par la loi n° 105-1 du 10 mai 1985

Reconnu d'intérêt public par la loi n° 105-1 du 10 mai 1985

Reconnu d'intérêt public par la loi n° 105-1 du 10 mai 1985

Reconnu d'intérêt public par la loi n° 105-1 du 10 mai 1985

Reconnu d'intérêt public par la loi n° 105-1 du 10 mai 1985

Reconnu d'intérêt public par la loi n° 105-1 du 10 mai 1985

Reconnu d'intérêt public par la loi n° 105-1 du 10 mai 1985

Reconnu d'intérêt public par la loi n° 105-1 du 10 mai 1985

Reconnu d'intérêt public par la loi n° 105-1 du 10 mai 1985

Reconnu d'intérêt public par la loi n° 105-1 du 10 mai 1985

Reconnu d'intérêt public par la loi n° 105-1 du 10 mai 1985

Reconnu d'intérêt public par la loi n° 105-1 du 10 mai 1985

Reconnu d'intérêt public par la loi n° 105-1 du 10 mai 1985

Reconnu d'intérêt public par la loi n° 105-1 du 10 mai 1985

Reconnu d'intérêt public par la loi n° 105-1 du 10 mai 1985

Reconnu d'intérêt public par la loi n° 105-1 du 10 mai 1985

Reconnu d'intérêt public par la loi n° 105-1 du 10 mai 1985

Reconnu d'intérêt public par la loi n° 105-1 du 10 mai 1985

Reconnu d'intérêt public par la loi n° 105-1 du 10 mai 1985

Reconnu d'intérêt public par la loi n° 105-1 du 10 mai 1985

Reconnu d'intérêt public par la loi n° 105-1 du 10 mai 1985

Reconnu d'intérêt public par la loi n° 105-1 du 10 mai 1985

Reconnu d'intérêt public par la loi n° 105-1 du 10 mai 1985

Reconnu d'intérêt public par la loi n° 105-1 du 10 mai 1985

Reconnu d'intérêt public par la loi n° 105-1 du 10 mai 1985

Reconnu d'intérêt public par la loi n° 105-1 du 10 mai 1985

Reconnu d'intérêt public par la loi n° 105-1 du 10 mai 1985

Reconnu d'intérêt public par la loi n° 105-1 du 10 mai 1985

Reconnu d'intérêt public par la loi n° 105-1 du 10 mai 1985

Reconnu d'intérêt public par la loi n° 105-1 du 10 mai 1985

Reconnu d'intérêt public par la loi n° 105-1 du 10 mai 1985

Reconnu d'intérêt public par la loi n° 105-1 du 10 mai 1985

Reconnu d'intérêt public par la loi n° 105-1 du 10 mai 1985

Reconnu d'intérêt public par la loi n° 105-1 du 10 mai 1985

Reconnu d'intérêt public par la loi n° 105-1 du 10 mai 1985

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE :

3 mois ☐

6 mois ☐

9 mois ☐

1 an ☐

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____

Pays : _____

Politique

du congrès du Parti socialiste de la démocratie en France

Appuyés, porte deux cent vingt-trois signatures, parmi lesquelles celles de deux autres ministres, MM. Michel Delebarre, et Henri Nallet, de soixante-deux parlementaires, trente-sept premiers secrétaires fédéraux et plusieurs maires de villes grandes ou moyennes. On y trouve, à côté de militants des courants A et B appartenant à la majorité du parti, quelques « transcommuns », tels MM. Jean-Yves Le Drian et François Hollande, un ancien membre du CERES, M. Ray-

mond Fornal, et d'anciens communistes, tels MM. Henri Fassin et Roger Fajnzylberg. M. Lionel Jospin et ses amis y expriment leur volonté d'agir « pour que le parti, dans son axe central, reste ouvert à gauche et conserve comme objectif la transformation de la société », en cherchant à favoriser l'avènement d'une « société de partage », condition, à leurs yeux, « de l'approfondissement de la démocratie en France ».

que son drame économique illustrent assez la fragilité de ces évolutions, qui ne peuvent être considérées comme irréversibles. Mais elles sont portées dès aujourd'hui d'importantes leçons historiques.

Elles montrent tout d'abord la primauté de la question démocratique, en cette année du Bicentenaire, et par là-même la nature universelle du message des droits de l'homme : celui qui, en 1917, avait été posé comme l'objectif de la « démocratie formelle » pour aller directement vers le « socialisme réel », devient aujourd'hui aborder, après « 1917 », et se pose la question du pluralisme politique et de la légitimité démocratique. Elles montrent ensuite que l'homme a eu raison en 1920 : il n'y a pas de socialisme sans démocratie. La seule réponse historique à l'évolution des sociétés modernes, ce n'est pas, à l'instar du retour au capitalisme et à l'« Ouest », son accentuation, c'est le socialisme démocratique. (...) Il est de la responsabilité de la France de contribuer à la réorption des intégrités entre le Nord et le Sud, en

tenant compte des disparités de plus en plus grandes au sein même du tiers-monde.

Réguler les relations entre l'homme et la nature

La question écologique est une question politique. La société industrielle, livrée au seul jeu des forces du marché, n'est pas parvenue à garantir la prospérité et l'emploi, et à assurer l'égalité. Il est maintenant aussi patent que l'homme menace la planète et que, par là même, il met en cause la survie de son espèce. L'enjeu pour la politique n'est pas de capitaliser le réveil d'une peur séculaire mais d'agir efficacement pour éviter la catastrophe, pour un meilleur équilibre dans les relations homme-nature. (...)

Les dangers sont multiples, à diverses échelles d'espace et de temps. Rien ne serait plus dangereux que de suivre les modes et de se focaliser sur un aspect en négligeant les autres. (...)

D'abord nous devons agir. Etant au gouvernement mais aussi en

charge de beaucoup de maires, nous devons montrer par nos actes que notre détermination à lutter pour un meilleur environnement est totale, en intégrant pleinement les impératifs écologiques dans l'économie.

La législation, ressentie comme une contrainte dans un premier temps, peut devenir source d'emploi, de technologies nouvelles, de richesses dès lors qu'on entretient dans son application. Politiques industrielles, équilibres régionaux, reconversions paysannes, développement urbain, politique des transports, politique de construction : tout doit être pensé en termes d'environnement et d'insertion dans le cadre naturel.

Mais compte tenu de l'importance des problèmes, de l'urgence, des difficultés pour les résoudre, nous devons nous engager dans une approche nouvelle avec débats publics, opérations portes ouvertes, élimination du secret, effort d'éducation, désacralisation des experts mais rigueur dans le raisonnement. Ce doit être pur nous l'occasion d'un véritable dialogue avec la jeunesse.

En ce qui concerne la stratégie du PS, ce texte souligne notamment :

« Certes, il n'y a plus d'alliance politique formelle à gauche, avec le parti communiste. Mais nous ne devons faire l'impasse ni sur l'existence du PC ni sur celle d'une sensibilité communiste. Nous devons en tenir compte au Parlement aujourd'hui, pour notre représentation parlementaire demain ; nous sommes le plus souvent associés à eux dans la gestion des collectivités locales. C'est pourquoi nous devons être capables de dialoguer, sans faiblesse, de façon ponctuelle, avec le PC, mais aussi d'intégrer, à l'intérieur même du PS, un courant historique de sensibilité communiste, qui nous rejoint. Car notre perspective historique est bien celle d'un grand parti socialiste, relevant sur la course issue du congrès de Tours, ouvert à de multiples sensibilités et rassemblant largement la gauche. (...) »

La question du centre doit être posée sans ambiguïté. L'expérience de l'ouverture était nécessaire, mais elle a aussi montré ses limites, dans la modestie du bénéfice électoral qu'elle nous a procuré et l'absence de soutien parlementaire. (...) »

Enfin, le rapport avec les écologistes doit procéder d'un débat sur le fond et non d'une discussion en termes d'alliance. S'ils sont attachés à la prise en compte de leurs idées, dans la réalité, à leur application dans les politiques publiques, s'ils défendent l'intérêt général et non des intérêts particuliers, les écologistes n'ont pas d'autre interlocuteur possible que les socialistes. Nul n'est prophète, en politique, de l'écologie.

Les réactions au plan Rocard sur la réorganisation de l'Ile-de-France

Réserves dans l'opposition, hostilité des communistes et des Verts

« Améliorer la vie quotidienne par tout ce qui n'est pas seulement le pouvoir d'achat » : M. Michel Rocard a résumé ainsi l'objectif visé par la réorganisation de la région parisienne. Le premier ministre, qui commentait mercredi 25 juillet au journal de 20 heures, sur Antenne 2, les mesures annoncées le jour même à l'issue du conseil

des ministres (le Monde du 27 juillet) a constaté que sur les dix millions d'habitants que compte l'agglomération parisienne, « neuf millions et demi ont peur de l'insécurité, passent dans les transports en commun ou dans les encombrements des défilés infernaux, et vivent dans des villes-dortoirs de

plus en plus mal desservies sur le plan scolaire et sanitaire ». La mise en route d'un nouveau schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme (SDAU) qu'il a donc lancé est, selon lui, « une manière de dire : où est-ce qu'on va mettre les bureaux, les logements, les usines, en essayant de les rapprocher ».

soit aujourd'hui amené à considérer qu'il faut en limiter l'application ».

Son prédecessor à la tête du conseil régional M. Michel Girard, député RPR du Val-de-Marne, « ne peut que souscrire aux intentions du premier ministre » de s'engager dans la concertation, dont il faudra toutefois « juger sur pièces la réalité et la sincérité ». M. Michel Girard attend de cette concertation qu'elle « conjugue la nouvelle autonomie des collectivités locales avec une volonté régionale assortie des moyens politiques et budgétaires nécessaires ».

Méfié, chez le maire RPR de Nanterre, M. Nicolas Sarkozy qui se déclare « très réservé » à l'égard d'une éventuelle taxe sur les bureaux, dont il redoute qu'elle ne pénalise la France face aux autres capitales. « Inadapté », c'est le verdict de M. Jean-Yves Le Gallou, président du groupe du Front national au conseil régional, sur le plan Rocard. Inadapté car « il manque de souffle et d'idée directrice. C'est un cataplasme sur une jambe de bois ».

Tout aussi sévère est l'appréciation de M. Guy Schumann, président du groupe communiste au conseil régional : « Il y a une volonté, dit-il, de s'en prendre aux élus locaux, et donc aux populations qu'ils représentent. Derrière ces regroupements de communes il y a la volonté d'imposer une tutelle pour imposer des équipements dont les populations ne veulent pas ».

Hostilité enfin de la part des Verts d'Ile-de-France. Une quinzaine d'entre eux s'étaient rassemblés devant l'Élysée pendant la réunion du conseil des ministres pour protester contre le fait que M. Michel Rocard n'ait pas répondu à leur lettre de demande d'audience. Ils estiment que les solutions proposées par le premier ministre « ne sont pas de nature à résoudre les problèmes de la région ». Leur porte-parole conclut dans un communiqué que « tenter de faire de la région Ile-de-France la première capitale de l'Europe n'est pas de nature à résoudre les problèmes de surpopulation, encore moins les problèmes de circulation ». « Il n'est pas sérieux de dire qu'il faut humaniser les cités dortoirs dans qu'on prévoit l'agrandissement des villes nouvelles, entraînant toujours plus de surpopulation et de mal vivre. Mais rien n'a été dit sur la protection de l'environnement (...), rien non plus sur les exclus sacrifiés sur l'autel de la croissance », ajoute le texte.

FRANÇOIS GROSCHARD.

Pusillanimité

COMME la plupart des observateurs s'y attendaient, et comme beaucoup le redoutaient, M. Michel Rocard, dans sa communication au conseil des ministres du mercredi 25 juillet sur la réorganisation de l'Ile-de-France, a adopté une méthode tout en douceur. La question de son exposé, le soir qu'il a mis à l'ordre du jour, a été traitée avec une certaine discrétion, sa prestation le soir à Antenne 2 sur la recherche, la préférence et l'amélioration de la vie quotidienne ne doit pas faire illusion. Le premier ministre répugne à prendre des mesures énergiques et générales, et cache les divergences gouvernementales et l'impréparation du dossier derrière des invitations répétées à la concertation avec les élus locaux.

Suggestions, réflexions, propositions, préparation, sont des opérations qui reviennent plus souvent sous sa plume que celles de décisions, d'engagements ou de choix. Bref, le gouvernement trace un cadre d'action à long terme plus qu'il ne présente un plan de bataille. La peur de déclencher une fronde généralisée chez les élus de l'opposition, très influents en Ile-de-France, le risque de trahir l'esprit de la décentralisation ou de détourner les promoteurs et financiers internationaux vers Bruxelles, Londres ou Milan, ont conduit le gouvernement à émettre beaucoup de monde et à présenter un mini-programme et un inventaire en définitive assez décousus. Pourtant, les ministres disposent depuis six mois au moins d'un diagnostic complet assorti de plusieurs scénarios préparés et mis à jour par la DATAR et par le préfet de région, M. Olivier Philip.

Un exemple de cette pusillanimité gouvernementale ? A propos

du problème délicat de la répartition des ressources fiscales, M. Rocard se borne à demander à MM. Bérégovoy et Joxe de faire pour la fin septembre « des propositions sur les orientations à retenir ». Expression ambiguë, façon indirecte de demander une expertise d'urgence de repousser en cascade des décisions qui impliqueraient du courage politique.

Au chapitre des transports, alors que le contrat de plan Etat-région a été signé il y a juste quelques semaines (après des mois de négociations épuisantes), voici que le premier ministre semble vouloir ouvrir une nouvelle discussion avec les élus. « Le programme 1989-1993 sera élargi, explique-t-il, grâce à des moyens de financement complémentaires, extérieurs au budget de l'Etat, et fera l'objet des mises au point nécessaires ». Mais rien n'est dit sur l'origine des ressources escomptées, ni sur leur montant. On peut être sûr, en tout cas, que les « mises au point nécessaires » prendront beaucoup de temps.

Ambiguïté

Quant au schéma d'aménagement et d'urbanisme (SDAU), sa révision est programmée sur dix-huit mois au moins, avec, en hors-d'œuvre, un Livre blanc. Encore, donc, des études et des rapports. Mais il faudra ensuite soumettre ce « projet de schéma » à l'avis des collectivités et à l'approbation du gouvernement, ce qui demandera encore de longs délais avant qu'il ait force juridique.

Enfin — et c'est peut-être le plus inquiétant — le premier ministre entretient ostensiblement l'ambi-

guïté sur le champ géographique du chantier qu'il vient d'ouvrir. Sa communication concerne « l'agglomération parisienne » (sic) et non l'Ile-de-France dans sa configuration administrative et politique actuelle. Veut-il limiter ses réflexions au Grand Paris, à la capitale et à sa proche banlieue ? Méfiance-t-il l'hypothèse avancée par certains socialistes de créer un jour une structure d'agglomération nouvelle englobant l'ancien département de la Seine ?

En procédant par affirmations sans annoncer de mesures concrètes et significatives (sauf pour les logements sociaux et pour la limitation par décret des hausses de loyer, une mesure d'ailleurs inscrite dans la loi du 6 juillet 1989 et relativement inefficace étant donné le niveau déjà démesuré de ceux-ci), en rappelant aux divers ministres des évidences sur ce qu'ils ont à faire d'ici l'automne et qu'ils ont déjà abondamment préparé, M. Rocard cherche à réaffirmer son autorité sur le gouvernement et, à l'égard des élus locaux, à arguer de sa bonne foi et de son goût pour la concertation.

A sa décharge, son mini-plan s'explique par une raison supplémentaire : l'Élysée ne s'est guère investi sur un dossier qui, si vrai, ne concerne à première vue qu'un Français sur cinq, mais pourtant le quart de la richesse nationale. Et, au conseil des ministres, le président de la République n'a pas prononcé un mot après l'exposé de M. Rocard, ni sur l'envoie des loyers, ni sur l'asphyxie des transports en commun, ni sur les exclus sociaux.

La suite du contentieux législatif

Le Conseil constitutionnel entérine la présidence commune d'Antenne 2 et de FR 3

Le Conseil constitutionnel a déclaré mercredi 26 juillet conforme à la Constitution la loi qui institue une présidence commune pour Antenne 2 et FR 3 et prévoit que le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) désignera, dans le mois suivant la publication de la loi, pour une durée de trois ans, le président des deux chaînes. Le Conseil constitutionnel n'a mis en cause ni l'objectif de cette réforme ni son effet, qui est d'interrompre avant terme le mandat des actuels présidents d'Antenne 2 et de FR 3.

La décision

Le Conseil constitutionnel indique d'abord que « s'il est à tout moment loisible au législateur, statuant dans le domaine qui lui est réservé par l'article 34 de la Constitution, de modifier des textes antérieurs ou d'abroger ceux-ci en leur substituant, le cas échéant, d'autres dispositions, c'est à la condition que l'exercice de ce pouvoir n'aboutisse pas à priver de garanties légales des exigences de caractère constitutionnel ».

« (...) Sous cette réserve, poursuit la décision, le législateur a le pouvoir de modifier, comme il le juge le plus utile à l'intérêt général, le mode d'organisation des sociétés nationales du secteur public de la communication audiovisuelle ».

« (...) Afin d'assurer l'indépendance des sociétés nationales de programme chargées de la conception et de la programmation d'émissions de radiodiffusion sonore ou de télévision et de concourir ainsi à la mise en œuvre de la liberté de communication proclamée par l'article 11 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, la loi (...) du 30 septembre 1986 dispose que les présidents de ces sociétés sont nommés, pour une durée de trois ans, par une autorité administrative indépendante ».

« La loi présentement soumise à l'examen du Conseil constitutionnel modifie, dans son article premier, l'article 47 de la loi du 30 septembre 1986 en vue de doter d'un président commun les deux sociétés nationales de programme de télévision ; (...) à cette fin, il est prévu que le Conseil supérieur de l'audiovisuel nomme, au titre des personnalités qualifiées, un administrateur commun à ces deux sociétés pour remplir les fonctions de président ; (...) il ressort de l'exposé

des motifs du projet dont est issue la loi, comme des débats parlementaires, que ces dispositions visent à promouvoir une complémentarité entre les deux chaînes de télévision du secteur public ; (...) dans le même but, est envisagée la mise en commun de certains moyens ; (...) en conséquence de la création d'une présidence commune aux deux sociétés nationales de programme de télévision, l'article 2 de la loi dispose que son titulaire sera désigné par le Conseil supérieur de l'audiovisuel dans le mois suivant la publication de cette loi ».

« (...) Les modifications ainsi apportées à la loi du 30 septembre 1986 n'affectent pas le mode de désignation des présidents des sociétés nationales de programme ; (...) leur nomination relève toujours d'une autorité administrative indépendante, et la durée de leur mandat reste fixée à trois ans ; (...) ces modifications n'aboutissent donc pas à priver de garanties légales des exigences de caractère constitutionnel ».

« (...) Si, par l'effet de la création d'une présidence commune, il est mis fin de façon anticipée au mandat du président de chacune des deux sociétés nationales de programme intéressées, cette situation est la conséquence d'une modification apportée par le législateur à l'organisation du secteur public de la communication audiovisuelle, qui n'est en elle-même contraire à aucune exigence constitutionnelle ; (...) ainsi, et bien que l'activité des sociétés nationales de programme touche à l'exercice des libertés publiques, les dispositions de l'article 2 de la loi déferée ne méconnaissent aucun principe non plus qu'aucune règle de valeur constitutionnelle ».

Vite !

VITE. Pas d'arrêt sur image. Le paysage audiovisuel français, en incessante recherche d'une nouvelle harmonie ou de rapports de force clairement établis peut recommencer, côté télévision publique, la course folle où il s'épuise depuis quelques années, avant peut-être de se stabiliser.

Le Conseil constitutionnel n'a pas fait obstacle à la présidence unique pour Antenne 2 et FR 3. Le Conseil supérieur de l'audiovisuel, qui se préparait dans la coulisse, entre en scène : audition au cours de la première semaine du mois d'août et nomination du nouveau président unique attendu aux alentours du 15 du même mois.

Les députés de l'opposition avaient essayé, sans trop y croire, de glisser un coin entre l'objectif général : un président unique pour une synergie inédite entre deux chaînes fragilisées et l'effet mécanique de cette option nouvelle : les présidents actuels d'Antenne 2 et de FR 3, qui étaient en fonctions jusqu'au 3 décembre, verront leur mandat abrégé d'un trimestre au profit du nouveau président unique.

Le Conseil n'est pas entré dans la logique de cette dichotomie entre l'objectif et l'effet. Calé sur des principes bien rodés depuis les recours contre les lois élaborées avant et surtout pendant la cohabitation, il a lui aussi, sa « grille » de critères. Le législateur fait ce qu'il veut (lire le gouvernement des juges) en matière d'audiovisuel public, dès lors qu'il ne grignote pas les « garanties légales des exigences de caractère constitutionnel » attachées à la liberté de communication.

Les phases du raisonnement s'enchaînent facilement : une réelle volonté de réforme dont tout suggère la constance, pas de grignotage des garanties telles qu'elles s'incarnent dans le mode de désignation du président (nommé pour trois ans par le CSA).

Restait l'effet, qui entre quand même en contradiction avec la pureté du principe. Effet secondaire

et sans conséquence, dit le Conseil constitutionnel, et qui ne saurait être confondu avec une intrusion directe et condamnable du pouvoir pour évincer tel ou tel des présidents. Avec un argument incident qui renvoie de nouveau au spectre du gouvernement des juges : le législateur ne peut être bridé et sommé d'attendre (trois mois, une ou plusieurs années...) pour appliquer les réformes qu'il élabore.

De cette vérité en pointillé, on peut ainsi dire conditionnelle, on peut au gré des options politiques retenir les pleurs ou les trêves. Le trait sera pleinement dessiné si les années à venir ne voient pas fleurir des rafales de réformes structurelles destinées à habiliter des considérations personnelles plus triviales. Le trait s'effacerait dans le cas contraire et il faudrait bien alors se pencher sur la pratique ainsi codifiée d'atteinte indirecte à la liberté audiovisuelle.

A chaque jour suffit sa peine. Celle d'aujourd'hui, ou plutôt des semaines qui viennent, est de jeter les bases (nominations, mesures d'urgence, conception du long terme) du nouveau binôme Antenne 2-FR 3. Car, rapidement aussi, il faudra bien quelques signes qui permettent de mesurer si toute cette agitation n'a pas fini par faire oublier — excusez du peu — les télépectateurs.

MICHEL KAJMAN.

ISTH
INSTITUT SUPÉRIEUR DE TECHNOLOGIE HUMAINE

Pour vous aider à réussir :

- Cours de C.F.P.A.
- Préparation complète des matières de l'U.C.I.T. de 10 semaines.
- Notes de synthèse - Préparations complètes, fiches et notes.

ANTHUR
6, rue Hémery 75018 Paris - 01.46.10.17.2

Politique

Le communiqué du conseil des ministres

Le président de la République a réuni le conseil des ministres au palais de l'Élysée, mercredi 26 juillet. Nous publions des extraits du communiqué diffusé à l'issue des délibérations :

CONVENTION INTERNATIONALE

Le ministre délégué auprès du ministre d'État, ministre des affaires étrangères a présenté au conseil des ministres un projet de loi autorisant la ratification de la convention internationale du travail n° 138 concernant l'âge minimum d'admission à l'emploi.

Cet âge minimum ne peut être inférieur à l'âge auquel cesse l'obligation scolaire. Il doit, dans tous les cas, être supérieur à quinze ans. Des exceptions sont cependant prévues.

L'AGGLOMÉRATION PARISIENNE

Le premier ministre a présenté une communication sur l'agglomération parisienne dont les déséquilibres affectent fortement les conditions de vie des habitants : pénurie de logements et forte augmentation des loyers, asphyxie des moyens de transport, exclusions sociales.

Dans le cadre et dans l'esprit des lois de décentralisation, il invite les

collectivités locales à s'associer à ce « grand chantier », qui sera placé sous l'autorité directe et personnelle du premier ministre.

Trois objectifs guideront cette démarche : améliorer la vie quotidienne des habitants, amener la région parisienne à contribuer davantage à l'aménagement équilibré et solidaire du pays, affirmer la place de Paris comme première capitale européenne.

1) Un programme d'actions immédiates.

La première mesure concerne les loyers : le décret prévu par la loi du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et qui sera publié dans les prochains jours portera un coup d'arrêt à des hausses excessives.

Le ministre chargé de l'équipement préparera pour la fin du mois de septembre un programme d'actions dans quatre domaines : le logement, la maîtrise des sols, les transports et la correction des déséquilibres géographiques entre lieux de résidence et lieux de travail.

La construction de logements et d'abords de logements sociaux sera fortement accélérée, de même que le réaménagement des quartiers dégradés et la réhabilitation du patrimoine ancien.

La construction de réserves foncières et la création de zones d'aménagement différé destinées à contrebalancer la spéculation seront renforcées. L'offre de terrains constructibles dans le centre de l'agglomération sera accrue, notamment par l'utilisation de terrains appartenant à l'État et aux entreprises et établissements publics.

Le contrat de plan État-région comprend un important programme d'infrastructures de transport pour la période 1989-1993. Ce programme sera élargi grâce à des moyens de financement complémentaires extérieurs au budget de l'État et fera l'objet des mises au point nécessaires, notamment en ce qui concerne le choix entre les projets BOLE et METEOR de la SNCF et de la RATP pour remédier à la saturation de la ligne A du RER.

Des mesures seront prises pour faire en sorte que les constructions de bureaux, qui tendent actuellement à se concentrer dans certains secteurs de l'ouest parisien, soient accompagnées des logements nécessaires correspondants.

2) L'élaboration d'un nouveau schéma directeur.

Le schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme adopté en 1976 est aujourd'hui dépassé. Un nouveau schéma directeur doit être élaboré.

L'État associera étroitement les collectivités locales, et particulièrement la région Ile-de-France, à sa préparation.

Un groupe de travail technique, réunissant toutes les parties intéressées à l'aménagement de l'Ile-de-France, établira un Livre blanc pour la fin de l'année. Ce Livre blanc servira de base à l'élaboration d'un projet de schéma qui sera arrêté fin 1990 avant d'être soumis à l'avis des collectivités locales et à l'approbation du gouvernement.

Le renforcement des effets juridiques du schéma directeur sera proposé au Parlement.

Le ministre délégué chargé de l'aménagement du territoire veillera tout particulièrement à la cohérence des options retenues pour l'Ile-de-France avec la politique nationale d'aménagement du territoire.

3) Des réformes institutionnelles et fiscales pour renforcer les solidarités.

La situation de l'agglomération appelle une plus grande solidarité, dans les ressources comme dans les décisions.

Des réformes financières visent à la fois à réduire les inégalités entre les communes d'Ile-de-France et à dégager les moyens financiers indispensables à l'action qui sera

conduite. Plusieurs suggestions ont été avancées : péréquation de la taxe professionnelle, contribution des collectivités les plus riches à un fonds régional d'aménagement, taxe sur les bureaux existants. Le ministre de l'économie et des finances et le ministre de l'intérieur feront à la fin du mois de septembre des propositions sur les orientations à retenir.

Une réflexion sur les institutions est également nécessaire :

— Les conditions d'intervention de l'État, de la région et des départements dans la région Ile-de-France doivent être précisées et, s'il le faut, adaptées, tout particulièrement dans le domaine des transports ;

— La coopération entre les communes doit être renforcée, notamment dans les secteurs géographiques stratégiques pour l'aménagement régional, où de nouvelles structures intercommunales sont indispensables.

PLAN « ARMÉES 2000 »

(Lire page 9.)

ACTION EXTÉRIEURE DE LA FRANCE DANS LE DOMAINE DE LA TÉLÉVISION

(Lire page 26.)

Nominations individuelles

Le conseil des ministres a adopté les mesures individuelles suivantes :

— Sur proposition du ministre d'État, ministre de l'économie, des finances et du budget, M. Bertrand de Galie, administrateur civil, est renouvelé en qualité de président-directeur général de la Société d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes (SEITA) ; M. Jean-Louis Berthet, conseiller référendaire de première classe, est nommé conseiller maître en service ordinaire à la Cour des comptes ; M. Michel David, inspecteur général de l'administration, M. Pierre Vajda, ancien président de banque, M. Pierre Blondel, préfet hors cadre, et M. Claude Bernet, ingénieur civil de l'aéronautique, sont nommés conseillers maîtres en service extraordinaire à la Cour des comptes.

— Sur proposition du ministre de la défense, le général de corps d'armée Jacques Codet et le général de division Jean Roue sont nommés membres du Conseil supérieur de l'armée de terre pour 1989 ; l'amiral Michel Merveilleux du Vignaux est nommé membre du Conseil supérieur de la marine pour 1989 ; les généraux d'armée aérienne Jean Fleury et Vincent Lamare et les généraux de corps aérien Claude Larigau et François Vallier sont nommés membres du Conseil supérieur de l'armée de l'air pour 1989.

— Sur proposition du ministre de l'agriculture et de la forêt, M. Daniel Dumont, ingénieur en chef du génie rural des eaux et forêts, est nommé directeur général de l'enseignement et de la recherche ; M. André Lachaux, conseiller maître à la Cour des comptes, est nommé président du conseil d'administration du Centre national pour l'aménagement des structures des exploitations agricoles (CNASEA).

— Sur proposition du ministre des postes, des télécommunications et de l'espace, M. Alain Chénard est nommé inspecteur général des postes et télécommunications.

Mouvement préfectoral

Le conseil des ministres a également décidé, mercredi 26 juillet, le mouvement préfectoral suivant :

DROME :

M. François Lépine, préfet de la Mayenne, est nommé préfet de la Drôme, en remplacement de M. Daniel Constantin, nommé préfet de la Réunion.

[Né le 29 décembre 1937 à Neuilly-sur-Seine (Hauts-de-Seine), ancien élève de l'ENA, M. François Lépine a été successivement sous-préfet de Toul, secrétaire général de la Dordogne et directeur de cabinet du préfet de la région d'Alsace. En 1976, il est chargé de mission au cabinet de M. Pierre-Christian Taittinger, successivement secrétaire d'État à l'intérieur et aux affaires étrangères. En 1978, M. Lépine est nommé secrétaire général du Bar-Rhin et, en juin 1986, préfet de la Mayenne. Il est le fils du professeur Pierre Lépine, décédé le 30 mars 1989.]

EURE :

M. Michel Mathien, préfet, secrétaire général pour l'administration de la police de Paris, est nommé préfet de l'Eure, en remplacement de M. Bernard Augustin, admis, sur sa

demande, au bénéfice du congé spécial.

[Né le 25 juillet 1944 à Montpellier (Hérault), M. Michel Mathien est licencié en droit et diplômé de l'ENA (promotion François-Rabelais). Administrateur civil, il est chargé de mission auprès du haut-commissaire de la République en Nouvelle-Calédonie en 1974 et devient chef de la subdivision administrative de la côte est de la Nouvelle-Calédonie en 1975.

Nommé sous-préfet de Briançon (Hautes-Alpes) en 1977, il devient sous-préfet de Cognac (Charente) en 1979. Secrétaire général de la Corse-du-Sud en 1981, il devient directeur de cabinet du directeur général de la police nationale au ministère de l'intérieur et de la décentralisation en février 1983. Nommé secrétaire général de la préfecture de l'Aube en septembre 1985, il est titularisé préfet et nommé secrétaire général du secrétariat général de l'administration de la police (SGAP).]

LOZÈRE :

M. Jean Aribaud, sous-directeur au ministère de l'intérieur, est nommé préfet de la Lozère, en remplacement de M. Hubert Perrot, nommé préfet hors cadre. [Né le 30 novembre 1943 à Carcassonne (Aude), M. Jean Aribaud,

diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris, ancien élève de l'ENA (promotion Thomas-More), administrateur civil, était depuis 1985 directeur adjoint au directeur général des collectivités locales au secrétariat d'État chargé des collectivités locales. Il était auparavant sous-directeur des affaires sociales et culturelles au secrétariat d'État aux DOM-TOM, où il avait été nommé en 1980, après avoir occupé diverses responsabilités dans plusieurs cabinets ministériels, en particulier au secrétariat d'État à la jeunesse et aux sports, en 1977, au secrétariat d'État aux universités, en 1978, et au cabinet du secrétaire d'État aux DOM-TOM, d'avril 1978 à mai 1981.]

MAINE-ET-LOIRE :

M. Jean Anciaux, préfet de la Réunion, est nommé préfet de Maine-et-Loire, en remplacement de M. Henri Courty, admis, sur sa demande, au bénéfice du congé spécial.

[Né en 1930 à Paris, ancien élève de l'ENA M. Anciaux, après avoir été inspecteur des impôts, devient, en 1960, chef de cabinet du préfet de Tlemcen (Algérie). Sous-préfet de Saint-Jean-d'Angély, secrétaire général des Landes, il est nommé en 1969 secrétaire général de la Guadeloupe et en 1971 chargé de

mission auprès du préfet de la région Pays de la Loire. Secrétaire général du Haut-Rhin en 1972, il est nommé en 1976 sous-préfet de Saint-Nazaire, avant de devenir préfet des Landes en novembre 1978. Nommé hors cadre en juillet 1981, il était préfet de la Réunion depuis avril 1984.]

LA RÉUNION :

M. Daniel Constantin, préfet de la Drôme, est nommé préfet de la Réunion, en remplacement de M. Jean Anciaux, nommé préfet de Maine-et-Loire.

[Né le 8 septembre 1940, à Thonon-les-Bains (Haute-Savoie), M. Constantin est licencié en droit et ancien élève de l'ENA. Il a été successivement au ministère de l'agriculture, puis à celui des DOM-TOM. De 1972 à 1975, M. Constantin est chef de la subdivision administrative Sud (La Foa) de la Nouvelle-Calédonie et dépendances. En 1975, il devient directeur de cabinet du haut-commissaire de la République dans l'Océan Pacifique et aux Nouvelles-Hébrides. Secrétaire général de Loir-et-Cher en 1979, secrétaire général pour les affaires régionales Nord-Pas-de-Calais en 1983, commissaire de la République du Cantal en 1986, il était préfet de la Drôme depuis septembre 1987.]

ADMINISTRATION DE LA POLICE A PARIS :

M. Jacques Laisné

M. Jacques Laisné, conseiller référendaire à la Cour des comptes, sous-directeur au ministère de l'intérieur, est nommé préfet, secrétaire général pour l'administration de la police de Paris.

[Né le 16 février 1948 à Paris, licencié en droit, diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris, ancien élève de l'ENA (promotion François-Rabelais), M. Jacques Laisné était sous-directeur de l'équipement à la direction de la logistique de la police au ministère de l'intérieur depuis février 1984. Il avait été auparavant chargé de mission au service régional et urbain du commissariat général du Plan en 1977, conseiller technique au cabinet du secrétaire d'État au logement d'avril à septembre 1978, conseiller technique au cabinet du ministre de l'environnement et du cadre de vie de 1978 à 1981, enfin, sous-directeur des affaires financières au ministère de l'intérieur et de la décentralisation de 1982 à 1986.]

Par ailleurs, M. Armand Delamont, sous-préfet d'Aix-en-Provence, a été nommé préfet en mission de service public.

Le Carnet du Monde

Naissances

— Patricia GRUND et Pierre DONNADIEU ont la joie d'annoncer la naissance de leur fils

Hadrien, à Paris, le 19 juillet 1989.

3, rue du Sommerard, 75005 Paris.

Décès

— M. et M^{me} Jacques Anizon, M. et M^{me} Paul Ouzier, M. et M^{me} Michel Anizon, M. et M^{me} Amédée-Noël Gonzalez de Linars,

M. et M^{me} Jean-Pierre Furet, M^{me} Marie-Claude Anizon, M. et M^{me} Didier Anizon, M. et M^{me} Guy Anizon, M. et M^{me} Xavier de La Fouchardière,

M. Daniel Anizon et M^{me} Pierrette Girard, M. et M^{me} Alain Demouster, ont le deuil de faire part du décès de leur fils, frère et beau-frère,

M. Alain ANIZON, diplômé de l'Institut des sciences politiques de Paris.

survécu le 21 juillet 1989.

La cérémonie religieuse a été célébrée dans l'intimité familiale en l'église Notre-Dame-de-Bon-Port à Nantes.

Priens pour lui.

— M^{me} Henri Brunschwig, son épouse, Ses enfants, Ses petits-enfants, ont le chagrin de faire part du décès subit de

Henri BRUNSCHWIG, directeur d'études à l'École pratique des hautes études,

survécu le 20 juillet 1989, dans sa quatre-vingt-neuvième année.

L'inhumation a eu lieu dans l'intimité à Thun (Suisse).

— M. et M^{me} Gérard Franck et leurs enfants, M. et M^{me} Claude Franck et leurs enfants, M. et M^{me} Didier Demy et leurs enfants, M. et M^{me} Ian Mac Moran et leurs enfants,

Nicolas, Jennifer, Josiah, Et toute la famille, ont la très grande tristesse de faire part du décès de leur mère, grand-mère et arrière-grand-mère,

M^{me} Georges FRANCE, née Cabanis,

survécue à Paris, le 24 juillet 1989, dans sa quatre-vingt-troisième année.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

La famille regrette de ne pas recevoir. Cet avis tient lieu de faire-part.

— M^{me} Pierre Gazut, née Jacqueline Anzy, Ses quatre enfants, Ses trois petits-enfants, ont la très grande tristesse d'annoncer le décès de

Pierre GAZUT, chevalier de l'ordre national du Mérite, ancien inspecteur général des services de la préfecture de Paris,

survécue le 17 juillet 1989, dans sa soixante-seizième année.

Le défunt avait fait don de son corps à la science. Une inhumation à l'hôpital et une messe à l'église furent célébrées les 18 et 19 juillet dans la stricte intimité familiale.

19, rue Camille, 75005 Paris.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

— M^{me} Georges Hardy, M. et M^{me} Henri Bonnet, M^{me} Paul Hardy, Le docteur et M^{me} Pierre Crochet, Le docteur et M^{me} Victor Musard, Et toute la famille,

ont la grande tristesse de faire part du décès de

M. Georges HARDY, chevalier de la Légion d'honneur, croix de guerre,

survécue, à l'âge de quatre-vingt-quatre ans, le 21 juillet 1989.

La cérémonie religieuse aura lieu le vendredi 28 juillet, à 14 h 30, en l'église de Saint-Antoine au Puy, suivie de l'inhumation dans le caveau de famille, à Vale-près-Le Puy.

14, rue Laplace, 75018 Paris.

Bel Air, 3, rue de l'École-Normale, entrée C, 43750 Vale-près-Le Puy.

— La Ligue nationale française contre le cancer (service Eco-cancer), Et l'association Vivre comme avant, ont la tristesse de faire part du décès de

M^{me} André HUBAC, née Aulita Gella, agrégée de l'Université, chevalier de la Légion d'honneur, médaillée de la Résistance,

survécue à Paris, le 23 juillet 1989.

Ses obsèques seront lieu le 31 juillet, à 17 heures, à Meyreux.

— M. et M^{me} Jean-Robert Jonet et leurs enfants, M^{me} Madeleine Jonet, ont la tristesse de faire part du décès de

M^{me} Pierre JOUET, née Delgère,

survécue dans sa quatre-vingt-dixième année, le 22 juillet 1989, à Saint-Quay-Fortrieux.

— On nous prie d'annoncer le décès de

Jacques Henri JUILLET, écrivain,

le 11 juillet 1989.

« Paris ce n'est pas mourir. L'éternel. Les mots sont les meilleurs d'une chaîne d'amour invisible et je saurais tisser autour de vous ce voile insaisissable des images heureuses qui ne meurent jamais. »

De la part de M^{me} Poillet, Stéphane et Maya-Gaëlle Pétillat, Et tous ses proches.

Marsat-d'Artois, Agnès Canaries, 46, avenue du Général-Michel-Blinet, 75012 Paris.

— M^{me} Hugonnet Similowski, sa fille, M. Roger Lecomte, son fils, Thomas, Kathy et Michel, ses petits-enfants, ont le deuil de faire part du décès de

M. Albert LISTAMBERT, commandeur de la Légion d'honneur, croix de guerre,

survécue le 19 juillet 1989, dans sa quatre-vingt-septième année.

L'inhumation a eu lieu dans la plus stricte intimité au cimetière parisien de Pantin.

26, rue Gaivani, 75017 Paris.

— Le président, Le conseil d'administration, Le personnel du Syndicat général de l'enseignement et de la décoration, ont le regret de faire part du décès, le 19 juillet 1989, de

M. Albert LISTAMBERT, président d'honneur du SGAD, commandeur de la Légion d'honneur, commandeur du Mérite national, ancien vice-président de la CCIP, ancien conseiller de Paris.

104, rue La Fayette, 75010 Paris.

— « Louanges à Dieu l'Unique. Rien n'est éternel excepté son règne. »

M^{me} Marion, Son fils, Bernard Marion, Sa fille, Annick Marion, Ses petits-enfants, Jean-Philippe et Jean-Laurent Lechat, ont le deuil de faire part du décès de

docteur Jacques MARTON.

L'inhumation a eu lieu le 21 juillet 1989, dans la plus stricte intimité, à Périgueux.

— On nous prie d'annoncer le décès de

M^{me} Michèle NAUWELAERS, maître des requêtes au Conseil d'État.

Pas d'obsèques. Elle vous demande d'écouter l'Opéra de K. 477 de Mozart, à sa mémoire.

De la part de M. et M^{me} Marc Défourneaux Et leurs enfants.

M. Albert LISTAMBERT, commandeur de la Légion d'honneur, croix de guerre,

survécue le 19 juillet 1989, dans sa quatre-vingt-septième année.

— M. et M^{me} André Noël, ses parents, Le docteur Agnès Lacassie-Dechosal, M^{me} Hélène Dechosal, M. Nicolas Dechosal, ses enfants, M. Serge Lacassie, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Gilbert DECHOSAL, née Nicole Noël,

survécue le 19 juillet 1989.

Les obsèques ont été célébrées le mardi 25 juillet, en l'église Saint-Pierre de Bondy (Seine-Saint-Denis).

— M^{me} Marthe Robert, son épouse, Le lieutenant-colonel et M^{me} Gilles Robert, M. Michel Robert, M. et M^{me} Alain Robert, Le capitaine et M^{me} Philippe Robert, ses enfants, Ses petits-enfants, Son frère, Ses beaux-frères, belles-sœurs, neveux et nièces, Et toute leur famille, ont la tristesse de faire part du décès de

général (r.) Jean ROBERT, commandeur de la Légion d'honneur,

survécue le 25 juillet 1989.

12 A, allée de Rivassolou, 35400 Saint-Malo.

— M^{me} Dora Stamboul, Pierre Stamboul, Josephine Stamboul et leurs enfants, ont le deuil de faire part du décès de

Jacques STAMBUL, ancien résistant, ancien député de Buchenwald, officier de la Légion d'honneur,

survécue le 26 juillet 1989, à l'âge de soixante et onze ans.

L'inhumation aura lieu le vendredi 28 juillet, à 10 h 15, au cimetière de Fresnes.

5, allée Charles-Chaplin, 94260 Fresnes.

— M. et M^{me} Jean-Robert Jonet et leurs enfants, M^{me} Madeleine Jonet, ont la tristesse de faire part du décès de

M^{me} Pierre JOUET, née Delgère,

survécue dans sa quatre-vingt-dixième année, le 22 juillet 1989, à Saint-Quay-Fortrieux.

— On nous prie d'annoncer le décès de

Jacques Henri JUILLET, écrivain,

le 11 juillet 1989.

« Paris ce n'est pas mourir. L'éternel. Les mots sont les meilleurs d'une chaîne d'amour invisible et je saurais tisser autour de vous ce voile insaisissable des images heureuses qui ne meurent jamais. »

EDUCATION

Sports record au

MÉDECINE

ARCHÉOLOGIE

Deux

Ber

ÉDUCATION

72,9 % d'admis, 39,9 % de la classe d'âge

Succès record au baccalauréat

72,9 % d'admis au baccalauréat contre 71,9 % l'an dernier : la cote 1989 est la meilleure jamais enregistrée, si l'on excepte les résultats exceptionnels de 1968. Et pour la première fois cette année, on frôle la barre de 40 % d'une génération titulaire du baccalauréat (39,9 % exactement, alors que l'on était encore à 31,1 % en 1986 et à 10 % en 1960).

Les résultats montrent que, toutes sections confondues, le total des bacheliers 1989 a augmenté de plus de 10 % par rapport à l'an dernier : 344 113 jeunes ont été admis cette année contre 311 900 l'an dernier. Ce flux supplémentaire de plus de 33 000 bacheliers résulte à la fois de l'augmentation du taux de réussite mais également de la montée régulière du nombre de candidats : cette année, 471 792 élèves de classes terminales se sont présentés, soit 9,1 % de plus qu'en 1988.

Le taux de réussite et l'augmentation du nombre de bacheliers sont particulièrement sensibles au baccalauréat général puisque l'on atteint cette année 75,5 % de succès. Avec près de 85 % d'admis, la série C (mathématiques) progresse encore et l'on se rapproche des 50 000 bacheliers scientifiques par an. Le taux de succès augmente dans toutes les séries scolaires, en particulier pour la série B qui dépasse pour la première fois 70 % de succès.

Les candidats au baccalauréat technologique ont été plus nombreux cette année, et, le taux de

réussite dans ces séries F et G étant en légère augmentation (67,8 % contre 67,1 % l'an dernier), l'on dépasse pour la première fois le nombre de 100 000 bacheliers technologiques (105 612). Dans les sections industrielles, l'élévation du taux de réussite est particulièrement nette en F4 (génie civil) et F1 (construction mécanique). Dans les sections tertiaires, le taux de succès en G1 (techniques administratives) se redresse nettement cette année.

Enfin, les baccalauréats professionnels marquent un certain tassement par rapport à l'an dernier pour leur taux de réussite, avec 74,2 % pour les bacs du secteur secondaire et 72,2 % dans le secteur tertiaire. Mais le nombre de candidats étant en très forte augmentation, l'on a cette année pour l'ensemble des bacs professionnels 13 618 admis contre 7 555 l'an dernier.

M. Claude Pair recteur de l'Académie de Lille

M. Claude Pair a été nommé par le conseil des ministres le mercredi 26 juillet recteur de l'Académie de Lille, en remplacement de M. Claude Dischamps.

Né le 21 juin 1934, M. Claude Pair est ancien élève de l'École normale supérieure. Agrégé de mathématiques (1956), docteur en sciences (1965), il a enseigné aux lycées de Metz et Nancy (1956-1963), puis a été maître assistant et maître de conférences à la faculté des sciences de Nancy (1964-1969). Professeur à l'université de Nancy et à l'Institut national polytechnique de Lorraine, puis président de cet institut, M. Claude Pair a été directeur des lycées au ministère de l'Éducation entre 1981 et 1985. Depuis 1988, il était chargé de mission auprès de M. Robert Chagny, secrétaire d'État chargé de l'enseignement technique.

La numérosité croissante pour les études médicales. — Le nombre des étudiants admis à poursuivre des études médicales, pharmaceutiques et odontologiques (dentaires) au-delà de la première année a été fixé, pour les trois années universitaires à venir, respectivement à quatre mille, deux mille deux cent cinquante et huit cent cinquante, ont annoncé, mercredi 26 juillet, les ministères de l'éducation nationale et de la santé. Ces chiffres correspondent, par rapport à l'année universitaire 1987-1988, à une baisse de cent étudiants en médecine, à une hausse de cinquante en pharmacie et à une stagnation en dentaire. « En médecine, expliquent les deux ministères, il est nécessaire d'éviter une offre professionnelle excessive génératrice de sous-emploi au début du siècle prochain, mais il faut aussi prévoir une baisse ultérieure trop brutale du nombre des médecins. »

MÉDECINE

Canada : une victoire pour les adversaires de l'avortement. — Les mouvements « pro-life » viennent de remporter une nouvelle victoire au Canada où, depuis janvier 1988, on attend la promulgation d'une loi sur l'avortement. La cour d'appel du Québec, en effet, confirmant, mercredi 26 juillet, son précédent jugement qui interdisait à M^{me} Chantal Daigle, âgée de vingt et un ans, de se faire avorter contre la volonté du père de l'enfant à naître. Sans écarter le droit à l'avortement, le jugement de la cour d'appel précise que M^{me} Daigle, qui est aujourd'hui enceinte de six mois, n'a pas invoqué de motifs suffisamment sérieux pour priver l'enfant conçu du droit d'être porté à terme et de naître. — (AFP, Reuters.)

Le vaccin ROR remboursé par la Sécurité sociale. — Le triple vaccin ROR (rougeole, oreillons, rubéole) sera bientôt remboursé par la Sécurité sociale. Le nouveau prix de ce vaccin, fabriqué par les Laboratoires Mérieux, est en cours de négociations. Cette mesure, annoncée mercredi 26 juillet par la direction générale de la santé, s'inscrit dans une campagne nationale de vaccination contre ces trois maladies qui sera lancée dès l'automne prochain.

DÉFENSE

Avec le plan Armées 2000

M. Chevènement redessine la carte militaire de la France

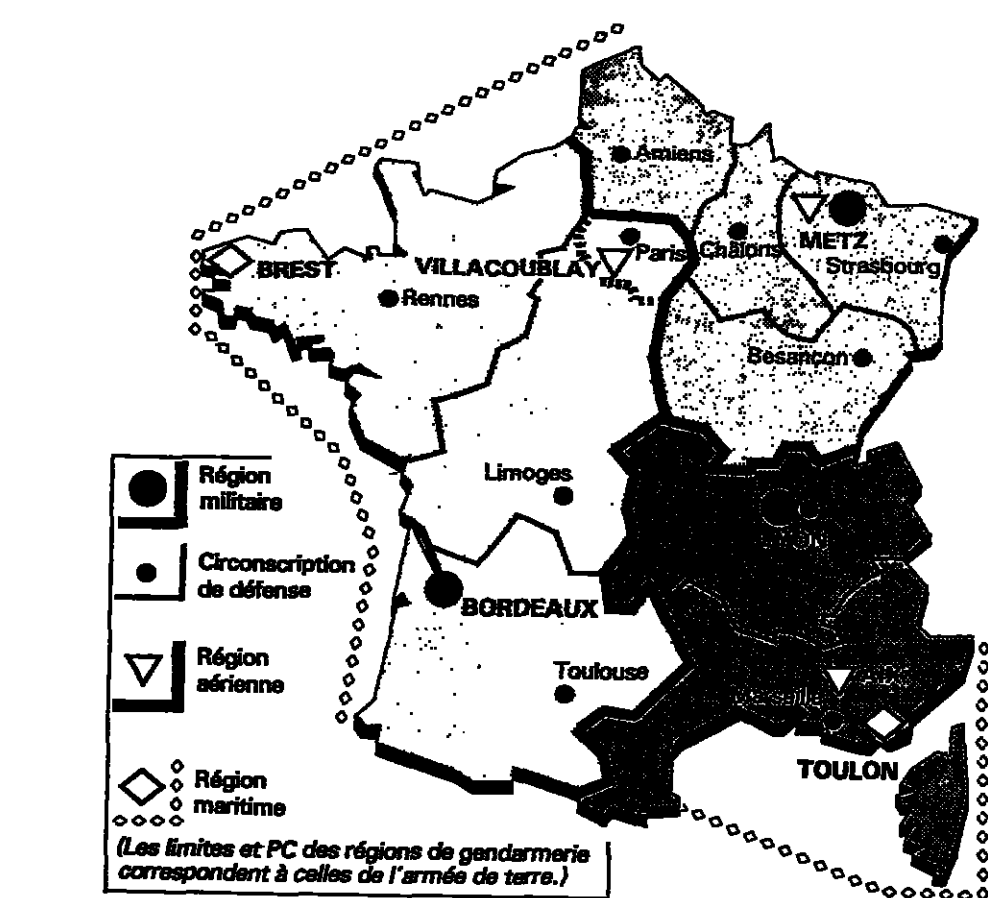
Le ministre de la Défense, M. Jean-Pierre Chevènement, a fait adopter par le conseil des ministres du mercredi 26 juillet son plan Armées 2000, qui consiste à redessiner la carte militaire de la France selon un nouveau découpage des commandements territoriaux et une nouvelle organisation des forces opérationnelles. Ce plan Armées 2000 était déjà connu dans ses grandes lignes (Le Monde des 21 avril, 22 juin et 14 juillet). Mais des précisions supplémentaires ont été données, jeudi matin 27 juillet, à la presse.

An total, le plan Armées 2000 supprime ou allège vingt-trois états-majors territoriaux des trois armées et de la gendarmerie (trois états-majors régionaux de l'armée de terre, trois états-majors régionaux de la gendarmerie, un état-major de région aérienne, deux états-majors de division militaire territoriale et trois états-majors de légion de gendarmerie) et il dissout un état-major de corps d'armée dans l'armée de terre.

Cette initiative de M. Chevènement a officiellement pour but d'améliorer l'efficacité opérationnelle des forces armées, en économisant des personnels sur les états-majors et les services de soutien (matériel, commissariat, génie, santé, essence, etc.) qui les accompagnent. À l'heure actuelle, cependant, la diminution des effectifs concernés n'a pas été évaluée, dans la mesure où cette réorganisation conduit, d'autre part, à instituer d'autres structures, comme, par exemple, la création d'un commandement unique de la défense du territoire qui sera allégé par rapport à l'inspection, existante, de la défense opérationnelle du territoire. De même, si la préfecture maritime de Cherbourg est remplacée par un état-major d'arrondissement maritime, comme il en existe déjà à Lorient, les responsables en place à Cherbourg continueront d'avoir les responsabilités de la préfecture maritime en matière de surveillance de la Manche.

Un corps d'armée en moins

Du côté des forces opérationnelles, le plan Armées 2000 consiste principalement à la dissolution, annoncée précédemment, de l'état-major du corps d'armée de Metz et la constitution d'une première armée composée désormais de deux corps d'armée (à Baden, en Allemagne fédérale, et à Lille) et d'une Force d'action rapide (FAR) à Malsau-Laffitte (Yvelines). Le PC de cette première armée est transféré de Strasbourg à Metz.



C'est l'organisation territoriale des armées et de la gendarmerie qui subit les changements les plus significatifs. À la différence de la hiérarchie opérationnelle, qui a la charge de l'emploi des forces, l'organisation militaire territoriale est responsable de tout ce qui concerne l'administration, la vie courante et la situation des réserves.

Ainsi, l'armée de terre se regroupe autour de trois états-majors de région militaire (au lieu de six, précédemment), à Metz, Bordeaux et Lyon. Les régions de gendarmerie observent le même découpage. Le PC de la région de Metz, dite zone du Nord-Est, est la zone arrière (par rapport aux forces françaises en Allemagne fédérale) orientée vers une manœuvre éventuelle en Centre-Europe. Le PC de la région de Bordeaux, dite zone Atlantique, est orienté vers la préservation de la liberté des approvisionnements océaniques de la France et la sûreté des sous-marins nucléaires stratégiques. Le PC de la région de Lyon, dite zone Méditerranée et sillon rhodanien, est tourné vers les risques de déstabilisation au sud.

Les vingt-deux divisions militaires territoriales (DMT), qui correspondaient aux limites des collectivités locales régionales de l'administration civile, disparaissent pour laisser la place à dix circonscriptions de

défense. Quatre (dont les PC sont à Amiens, Châlons-sur-Marne, Strasbourg et Besançon) sont implantées dans la zone Nord-Est. Trois (à Rennes, Limoges et Toulouse) sont dans la zone Atlantique. Deux (dont les PC sont à Marseille et Lyon) sont situées dans la zone Méditerranée. La capitale, en raison de l'importance de son éventuelle défense face à une menace extérieure, est érigée en circonscription autonome pour l'armée de terre et la gendarmerie, avec un gouverneur militaire.

Une nouvelle administration civile

L'armée de l'air, de son côté, perd un état-major de région aérienne, pour ne conserver que trois PC de région, à Villacoublay (avec une « antenne » à Bordeaux), à Aix-en-Provence et à Metz. La marine, pour sa part, dispose de deux préfectures maritimes, à Brest et à Toulon, avec un arrondissement maritime créé à l'ex-préfecture de Cherbourg. Enfin, la gendarmerie aura trois PC de région (au lieu de six, précédemment) qui auront les mêmes délimitations que les trois régions de l'armée de terre, et elle ne conservera que dix-neuf de ses vingt-deux régions (sur le modèle des collectivités locales régionales de l'administration civile) par fusion de trois

d'entre elles (Alsace et Lorraine, Poitou-Charente et Limousin, Haute et Basse Normandie).

Ce plan Armées 2000 nécessitera une harmonisation des structures militaires nouvelles dessinées avec les structures civiles qui, jusqu'à présent, avaient été superposées. En effet, l'ordonnance du 7 janvier 1959 sur l'organisation de la défense et les textes réglementaires qui ont suivi prévoient des correspondances entre les deux administrations et des passerelles entre chacune de leurs hiérarchies propres. Ces équivalences ont été instituées dans la perspective où le gouvernement déciderait, devant des risques de guerre, de subordonner le pouvoir civil à l'autorité militaire.

J. L.

● Barcelonnette veut garder ses chasseurs alpins. — Environ deux cents commerçants et habitants de la vallée de l'Ubaye (Alpes-de-Haute-Provence) ont assiégré pendant plusieurs heures, mercredi 26 juillet, la sous-préfecture de Barcelonnette. Motivés de leur mécontentement : la décision du ministre de la Défense de déplacer les militaires du 2^e bataillon de chasseurs alpins qui casernaient à Barcelonnette depuis la fin de la dernière guerre. Des banderoles et des affiches hostiles à M. Jean-Pierre Chevènement, ministre de la Défense, ont été accrochées aux arbres de la vallée.

ARCHÉOLOGIE

Deux expositions, à Paris et à Lyon

Beautés utiles

Les métaux, que l'homme a commencé à utiliser, au moins au Proche-Orient et en Égypte, dès le cinquième millénaire avant Jésus-Christ, ont de multiples usages : parures, objets d'art, monnaies et aussi armes, ustensiles de cuisine, outils.

La première catégorie de ces usages a, bien évidemment, donné naissance à des choses d'une grande beauté. Mais la seconde a aussi incité à fabriquer des objets qui, bien qu'utilitaires, ne sont pas forcément inesthétiques. Pour s'en rendre compte, il faut aller voir deux expositions : au Muséum national d'histoire naturelle de Paris, « Métal, hommes et dieux » ; au Musée de la civilisation gallo-romaine de Lyon, « Trésor d'orfèvrerie gallo-romaine ».

L'exposition du Muséum est d'une extrême diversité. On y voit aussi bien d'énormes cloches sumériennes de fondation en bronze, des bagues égyptiennes, des figurines incas, mayas ou javanaises que de l'orfèvrerie sévérienne, des boîtes à bétel indiennes, des boucles ou cam-bodgiennes, un polignard d'apparat congolais, une patère (1,7 kilo d'or massif) romaine,

une reliure d'évangélaire, des casques (la bouquignotte à la chimère française du seizième siècle et le casque en or d'Agria cette du quatrième siècle avant notre ère).

Et ce bref échantillonnage ne représente qu'une toute petite partie des objets présentés.

Orfèvreries

Très différente est l'exposition de Lyon (qui, d'ailleurs, a été montrée de février à avril dernier au Musée du Luxembourg de Paris). Là, en effet, il ne s'agit que de l'orfèvrerie gallo-romaine. Mais il n'y a aucun effet de monotonie : les formes des pièces d'orfèvrerie sont très variées et, surtout, les objets, petits et grands, frappent par leur beauté et leur perfection.

Certaines coupes, celles d'Hildesheim, de Graincourt-lès-Avincourt, de Cheouse, notamment, sont d'une simplicité qui les fait paraître modernes alors qu'une autre coupe d'Hildesheim et celle d'Alise-Sainte-Reine ont l'air d'avoir été faites en 1900 et que la coupe des Joux iséthmiques, ou le broc (les spécialistes

disent « oenochoé ») de Berthouville, surchargées, sont d'une complication très kitsch.

Certaines sont énormes : tels le « bouclier d'Hannibal » (73 centimètres de diamètre et plus de 10 kilos d'argent) trouvé en 1714 au Passage (Isère) ou le plat de Kaiseraugst (80 centimètres de diamètre, 4,6 kilos d'argent). Même les objets utilitaires, comme les passeroles, les cuillers ou les casseroles, sont beaux.

Prêtés par de nombreux musées français et étrangers, tous ces objets ne seront pas réunis à nouveau de si tôt.

YVONNE REBEYROL.

★ Muséum national d'histoire naturelle de Paris. Jardin des plantes, galerie de minéralogie, 36, rue Geoffroy-Saint-Hilaire, 75005 Paris. Ouvert tous les jours sauf le mardi, de 10 heures à 17 heures. Entrée : 25 F. Jusqu'au 31 décembre.

★ Musée de la civilisation gallo-romaine, 17, rue Clerberg, 69005 Lyon. Ouvert tous les jours, sauf le lundi et le mardi, de 9 h 30 à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Entrée gratuite. Jusqu'au 27 août. La même exposition a été présentée au Musée du Luxembourg de Paris, du 8 février au 23 avril.

En l'église des Invalides, à Paris

Le gouvernement a rendu un dernier hommage exceptionnel à Marie-Madeleine Fourcade

Les obsèques de Marie-Madeleine Fourcade, décédée jeudi dernier (Le Monde du 21 juillet), ont eu lieu, le mercredi 26 juillet, en l'église Saint-Louis des Invalides, à Paris. La nef comblée de drapeaux était comble en cette fin juillet pour l'adieu à celle qui fut dès 1941 le chef du réseau de renseignements « Alliance ».

D'anciens camarades des réseaux de Résistance, la poitrine barrée de décorations, étaient venus nombreux rendre un dernier hommage à celle qui portait le nom de code de « Hérison » au sein d'un groupe qui alimentait précédemment les Anglais en renseignements. M. André Marie, secrétaire d'État aux anciens combattants représentait le chef de l'État. M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères et ami de la famille était également présent. Le général Simon, grand chancelier de l'Ordre de la Libération, était assis à côté du maire de Paris, M. Jacques Chirac. M. Jacques Chaban-Delmas avait également tenu à être là, tout comme d'autres députés, MM. Raymond Marcellin, Jacques Tonbon, Patrick Ollier, Jean Tiberi. Plusieurs ambassadeurs ont assisté à cette cérémonie très recueillie. Parmi eux, Sir Ewen Ferguson, ambassadeur de Grande-Bretagne, représentant personnellement la reine mère.

La messe a été célébrée par l'aumônier des Invalides, le Père Decogné. Dans son homélie, le

Révérend-Père Riquet a exalté l'esprit de la Résistance, celui de 39-45, qui « avait uni les Français de la gauche à la droite », mais également celui qui anime aujourd'hui « les Libanais face aux Syriens » pour que Marie-Madeleine Fourcade militait activement. Il a rappelé que plus de six cents compagnons de combat avaient succombé dans leur lutte contre les nazis.

Le fait que les obsèques de Marie-Madeleine Fourcade aient eu lieu aux Invalides revêt un caractère tout à fait exceptionnel. Ne pouvant en effet en bénéficier d'ordinaire que les officiers généraux, les militaires tués en service, les blessés et les pensionnaires des Invalides. Le gouverneur des Invalides, le général de Gaulle, avait donc fait savoir au ministre de la Défense, M. Jean-Pierre Chevènement, saisi par M. Roland Dumas, que l'ancien chef du réseau « Alliance », au vu du règlement, ne pouvait avoir droit à la sépulture aux Invalides. M. Chevènement, compte tenu de la personnalité et des services exceptionnels rendus à son pays par cette femme étonnante, a, par mesure d'égards, autorisé que la cérémonie ait lieu aux Invalides, ce qui correspondait au vœu secret de Marie-Madeleine Fourcade. D'autres personnes ont fait l'objet par le passé de telles mesures, comme Marcel Dassault et Georges Besse, mais c'est la première femme dont la mémoire est ainsi solennellement honorée par la République.

M. Roland Dumas, qui n'a pas ménagé ses efforts pour que les obs-

tales soient levés, nous a déclaré : « Marie-Madeleine Fourcade a eu un rôle éminent pendant la guerre, son action l'a placée au premier rang des héros de la Résistance. J'ai cru devoir saisir le cabinet de M. Jean-Pierre Chevènement pour que la cérémonie de ses funérailles soit une occasion de manifester la reconnaissance du pays. »

PIERRE SERVANT.

CATASTROPHES

Un DC10 sud-coréen s'écrase sur l'aéroport de Tripoli. — Un DC10 sud-coréen transportant 182 passagers s'est écrasé jeudi 27 juillet à 7 heures 30 (5 h 30 GMT) sur l'aéroport de Tripoli en Libye. Selon l'agence de presse officielle Jena, quatre-vingts à cent personnes auraient survécu. Toujours selon Jena, l'appareil qui effectuait la liaison Séoud-Tripoli a manqué la piste d'atterrissage, heurtant deux maisons situées aux abords de l'aéroport et bousillant plusieurs voitures en train de circuler.

Quatre personnes auraient été tuées dans l'une de ces habitations. Le pilote de l'appareil ferait partie des survivants. Des sociétés sud-coréennes qui ont engagé plusieurs grands travaux en Libye entretenaient des liaisons aériennes régulières avec Tripoli. La plupart des victimes seraient d'origine sud-coréenne. — (AFP, Reuters.)

Société

JUSTICE

Un projet pour garantir l'indépendance des magistrats

(Suite de la première page.)

Réactivée, la commission permanente d'études, qui avait été très productive sous Robert Badinter puis mise en sommeil sous Alain Chalon, se remettrait donc au travail sous de bons auspices. Mais préalable à toute réforme du CSM sera l'accord du président de la République.

Pafos boulenes - L'Union syndicale des magistrats (majoritaire) a claqué la porte au printemps dernier faute d'avoir obtenu de M. Mitterrand qu'il s'engage dans la voie d'une réforme constitutionnelle - les élections de cette commission ne sont pas pour rien.

Réforme constitutionnelle ou loi organique

Pour réformer le CSM, deux voies sont possibles : il faut une réforme constitutionnelle si l'on veut augmenter le nombre des membres du Conseil et les faire désigner par d'autres que le président de la République, comme les présidents des assemblées. Dans ce cas, si l'on choisit non pas le référendum populaire mais la voie parlementaire, la révision de la Constitution suppose un vote en termes identiques de l'Assemblée nationale, du Sénat, puis un second vote par le Parlement réuni en Congrès à la majorité des trois cinquièmes des suffrages exprimés. Il s'agit d'une procédure très lourde. Mais le président de la République a annoncé, le 14 juillet, qu'il envisageait d'y recourir pour modifier la saisine du Conseil constitutionnel. Dès lors, rien n'empêcherait que des réformes dans d'autres domaines soient dans le même temps soumises à cette procédure.

L'autre voie est celle de la loi organique. Les lois organiques, elles, ne sont pas soumises à la procédure d'adoption spécifique. Les projets et propositions de lois organiques ne peuvent être soumis à la première assemblée chargée de les examiner - indifféremment l'Assemblée nationale ou le Sénat - qu'au terme d'un délai de quinze jours après leur dépôt. En cas de désaccord entre les deux assemblées, un texte de loi organique ne peut être adopté en dernière lecture par l'Assemblée nationale qu'à la majorité absolue de ses membres. Ces lois ne peuvent être promulguées qu'après déclaration par le Conseil constitutionnel de leur conformité à la Constitution.

claires a établi une liste très précise de propositions transmises, récemment, au garde des sceaux. En voici les axes principaux :

Composition du CSM.

Le poids de la Cour de cassation étant jugé « excessif par rapport au reste du corps judiciaire », les six magistrats qui siègent au CSM pourraient être deux membres de la Cour de cassation choisis à partir d'une liste établie par l'Assemblée générale de la Cour suprême ; un premier président de cour d'appel choisi sur une liste de trois noms établie par un collège des premiers présidents ; trois magistrats des cours et tribunaux du premier ou deuxième degré à partir d'une liste élaborée par les membres élus de la commission d'avancement et non par le collège des magistrats par crainte d'un « risque de politisation ». Pour les trois autres membres, le texte rejette l'idée qu'ils puissent être proposés par les présidents de l'Assemblée nationale et du Sénat, mais suggère que l'un d'eux soit obligatoirement un professeur de droit.

Nominations des magistrats du siège.

Le CSM donne un avis - dont le président de la République peut ne pas tenir compte - sur ces nominations. Le texte propose que cet avis soit « conforme », c'est-à-dire non susceptible de modification. En matière disciplinaire, le CSM, qui est aujourd'hui saisi par le garde des sceaux, pourrait soit se saisir d'office, soit être à la requête d'un chef de cour, soit à la requête « du magistrat intéressé ». Les débats - qui se déroulent à huis clos, - pourraient être publics à la demande des parties, et avec l'accord du CSM.

Le CSM pourrait désigner des « missions d'information » auprès de la Cour de cassation, des cours et tribunaux et de l'École nationale de la magistrature. Des missions communes avec l'inspection générale des services judiciaires sont envisagées.

Le président de la République pourrait consulter le CSM « sur toutes questions et notamment sur tout projet de loi concernant l'autorité judiciaire ». Enfin, le CSM établirait chaque année un rapport.

Quant au statut des magistrats, il pourrait être réformé en modifiant le rôle et la composition de la commission d'avancement. C'est elle qui établit la liste des magistrats du siège et du parquet proposés pour une promotion (onze de ses membres sont deux directeurs du ministère et neuf hauts magistrats, les dix autres sont des magistrats élus par l'ensemble du corps). La procédure actuelle est jugée « incontestablement longue, coûteuse, complexe et inadaptable ». Le texte propose une plus grande transparence des listes

de candidats et une meilleure représentation des magistrats de base. On pourrait aussi modifier le système très paternaliste et contraignant de la notation : communiquer intégralement son dossier à l'intéressé et appliquer aux magistrats la loi de 1983 intervenant de faire figurer dans les dossiers des fonctionnaires leurs « opinions et activités politiques, syndicales, religieuses et philosophiques ».

Quant aux magistrats du parquet, qui relèvent sur le plan disciplinaire d'une commission particulière saisie exclusivement par le ministre de la justice, ils pourraient bénéficier d'un système plus libéral et plus proche de celui appliqué aux magistrats du siège. Ils pourraient introduire des recours devant le Conseil d'Etat, contre d'éventuelles sanctions. Pour garantir l'indépendance des chefs de juridiction, on envisage de limiter à une durée de cinq ans non renouvelable dans la même juridiction leur maintien dans leur fonction.

Ce document, qui n'a pas encore été commenté par le ministre de la justice, ni examiné par les organisations syndicales, pourrait, sur le plan

technique, être rapidement transformé en projet de loi. Il faudrait pour cela, à la fois qu'il emporte l'adhésion des magistrats et de leurs représentants, et que le pouvoir politique, qui s'y est à maintes reprises engagé, décide que l'indépendance de la magistrature, sans cesse mise en cause, vaut bien une refonte de textes jugés insuffisants et obsolètes.

AGATHE LOGEART.

(1) Saisie par M. Chalon, la commission de discipline du parquet émettait, au mois d'octobre 1987, un avis de relance à l'égard du procureur de la République de Valence, M. Georges Appa, à qui l'on reprochait un discours sur la délinquance de la drogue. Préféré par M. Appaillange, alors procureur général de la Cour de cassation, la commission avait affirmé que l'indépendance des magistrats du parquet est égale à celle des juges du siège. Un mois plus tard, M. Appaillange, dans un discours éloquent, a affirmé que ce que les juges « en sont réduits au rôle des bouffons de la République », tentait en vain de s'opposer à la suspension de l'instruction de « l'affaire Michel Droit », confiée au juge Claude Grelier.

La désignation des membres du Conseil Le choix du président de la République

Cité de voûte de l'institution judiciaire, le Conseil supérieur des magistrats (CSM) est, à la fois, l'organe disciplinaire des magistrats du siège - c'est lui qui se voit par exemple lorsque des magistrats parisiens prient le greffe du tribunal pour une caverne d'Ali Baba ou lorsqu'un de leurs collègues entretient des prostituées - il nomme les hauts magistrats, ceux de la Cour de cassation et les premiers présidents de cour d'appel. Il donne également son avis sur les nominations ou les mutations des magistrats du siège : un millier par an en moyenne.

Avant même la suppression de la peine de mort et celle des juridictions d'exception, la réforme du CSM était l'une des cent une propositions du candidat Mitterrand en 1981. Des projets en ce sens élaborés sous Robert Badinter, l'ancien garde des sceaux, les quelques six mille magistrats français s'étaient pourtant déclarés à 67 % favorables à une réforme constitutionnelle et, à défaut, à 51 % favorables à une réforme moins vaste instituée par une loi organique. Aux termes de l'article 65 de la Constitution,

Ce CSM comprend onze membres : le président de la République, qui le préside, le ministre de la justice et neuf membres, tous désignés pour quatre ans par le président de la République (1). Les sept membres du CSM sont MM. Jean Faut, Henri Eon, Jean-Louis Leca, Claude Zambaux, conseiller à la Cour de cassation, Thierry Catala, conseiller à la Cour de cassation, M. Colette Mame, conseiller d'Etat, MM. Gérard Combes, premier président à la cour d'appel de Dijon, Pierre Garbit, président de la cour d'appel de Caen, M. François Cuny, premier juge au tribunal de grande instance de Lille, M. Pierre Dabouis, premier juge au tribunal de droit de Paris-L. M. Danielle Burghard, juge au tribunal de grande instance de Paris, est secrétaire générale.

désignés pour quatre ans par le président de la République (1). Les sept membres du CSM sont MM. Jean Faut, Henri Eon, Jean-Louis Leca, Claude Zambaux, conseiller à la Cour de cassation, Thierry Catala, conseiller à la Cour de cassation, M. Colette Mame, conseiller d'Etat, MM. Gérard Combes, premier président à la cour d'appel de Dijon, Pierre Garbit, président de la cour d'appel de Caen, M. François Cuny, premier juge au tribunal de grande instance de Lille, M. Pierre Dabouis, premier juge au tribunal de droit de Paris-L. M. Danielle Burghard, juge au tribunal de grande instance de Paris, est secrétaire générale.

Le paradoxe, flagrant, est qu'un organe de contrôle qui a pour fonction première de garantir l'indépendance des magistrats soit entièrement composé par des hommes ou des femmes choisis par le chef de l'Etat.

Ag. L.

(1) Les sept membres du CSM sont MM. Jean Faut, Henri Eon, Jean-Louis Leca, Claude Zambaux, conseiller à la Cour de cassation, Thierry Catala, conseiller à la Cour de cassation, M. Colette Mame, conseiller d'Etat, MM. Gérard Combes, premier président à la cour d'appel de Dijon, Pierre Garbit, président de la cour d'appel de Caen, M. François Cuny, premier juge au tribunal de grande instance de Lille, M. Pierre Dabouis, premier juge au tribunal de droit de Paris-L. M. Danielle Burghard, juge au tribunal de grande instance de Paris, est secrétaire générale.

La fermeture des prisons vétustes Plusieurs réactions d'hostilité

Après l'annonce par le ministère de la justice de la fermeture de vingt-cinq prisons vétustes (le Monde daté 23-24 juillet), M. Jacques Viollet, secrétaire général du syndicat FO des personnels pénitentiaires, a estimé, le 26 juillet, au cours d'une visite à la maison d'arrêt de Nîmes touchée par cette destruction, que « si la négociation n'aboutissait pas avec le garde des sceaux, l'ensemble du personnel se retrouverait au coude à coude. Le garde des sceaux a eu le toupet de déclarer (...) ces prisons indignes d'accueillir des détenus. C'est un mensonge. La moitié est dans un état parfait, répond à toutes les normes de millions depuis quatre ans. On ferme ces établissements par mesure politique ».

M. Pascal Clément, député UDF de la Loire, où se trouve la prison de Roanne, menacée de fermeture, estime que « Pierre Appaillange ne connaît pas la population carcérale ».

Le conseil municipal de Briey (Meurthe-et-Moselle), dans une motion adoptée en réunion extraordinaire, exprime sa « stupeur » devant cette décision qui « porte un nouveau coup au pays haut ». Le conseil municipal demande que le ministre, « induit en erreur », reconsidère le dossier.

tats en seraient communiqués à la direction de la centrale, et qu'en attendant on ne pouvait pas se prononcer sur la nature du décès, consécutif, selon la rumeur circulant dans la population carcérale, au sida contracté par le prévenu.

Depuis plusieurs mois, la vieille centrale, qui abrite des condamnés à de longues peines, connaît des tensions. Le 11 avril, six gardiens étaient pris en otage par deux cent cinquante détenus qui protestaient contre la mise au « mitard » d'un de leurs. En mai, trois de ces mutins ont été condamnés par le tribunal de Versailles à des peines de douze à dix-huit mois de prison (le Monde du 12 mai). Le 16 juin, deux cents détenus avaient refusé de rejoindre leurs cellules pendant une heure pour protester contre l'insuffisance des grâces et de l'amnistie accordées à l'occasion du 14 juillet.

Les événements du 26 juillet peuvent apparaître comme un prolongement des précédents, la centrale venant résister encore plus difficilement aux conditions de détention. La demande de suppression des quartiers d'isolement survient aussi dans une période où il a été beaucoup question de ce type de régime pénitentiaire, notamment autour des inculpés du groupe Action directe.

BRUNO CAUSSE.

Après le décès d'un détenu

Nouvelle agitation à la centrale de Poissy

Deux cent soixante-quatre détenus de la centrale de Poissy, dans les Yvelines, ont refusé, mercredi 26 juillet en début d'après-midi, de regagner leurs cellules, certains occupant le toit d'un bâtiment. Les forces de police intervenaient à 17 h 15 pour rétablir l'ordre. Au cours de cette intervention, un détenu avait été blessé. En début de soirée, la situation était redevenue normale dans cet établissement pénitentiaire où des incidents se succèdent depuis plusieurs mois. Huit détenus qui avaient animé le mouvement ont été transférés jeudi dans différents établissements de la région parisienne.

La rue du Précheur, qui borde la centrale de Poissy (Yvelines), a été une nouvelle fois barrée par les forces de police, mercredi 26 juillet, en début d'après-midi. Derrière le mur, sur le toit d'un bâtiment de la centrale, une quinzaine de détenus, un crêpe noir autour du bras, tenaient deux calicots de fortune : « L'humanité pour les détenus » et « J.-J. Bénéame, victime de la répression de la direction ». Avec un micro relié à un petit amplificateur de guitare, ces prisonniers expliquaient leur mouvement aux habitants postés aux balcons des immeubles voisins. « On réclame la vérité sur la mort de notre camarade. Il était depuis trois semaines à l'isolement. Dites-le ».

La veille, ces détenus avaient appris par une information parvenue au parloir que Jean-Jacques Bénéame était décédé, le 17 juillet à l'hôpital Antoine-Béchère de Clamart, des suites d'une maladie. Cent cinquante d'entre eux avaient alors refusé de rentrer de prison. Le préfet des Yvelines, M. Jean-Pierre Delport, et un représentant du parquet de Versailles étaient venus sur

EN BREF

Une note de M. Appaillange aux procureurs généraux sur les meurtres d'enfants. — Dans une note adressée aux procureurs généraux par la direction des affaires criminelles et des grâces, le ministre de la justice, M. Pierre Appaillange, a demandé, mercredi 26 juillet, à l'Assemblée des magistrats du parquet que les enquêtes concernant les meurtres et les vols d'enfants soient menées « avec la plus grande célérité ».

Cette note fait suite notamment à la découverte, lundi 24 juillet, dans un parking de Saint-Denis (Seine-Saint-Denis) du corps d'une petite Malienne de cinq ans, Aminata Fumano, qui avait été étranglée (le Monde du 26 juillet).

Livraison de whisky aux Baumettes : un gardien arrêté. — A la prison des Baumettes, un gar-

dien, Patrick Mourier, trente-cinq ans, a été surpris, récemment, par ses collègues alors qu'il s'apprêtait à livrer du whisky à un détenu. Le surveillant, qui travaillait dans l'établissement depuis plus de trois ans, a affirmé que c'était la première fois qu'il vendait ainsi de l'alcool à un détenu. Placé en garde à vue, le gardien devrait être inculpé de corruption et pourrait également subir des sanctions administratives.

ESPACE

Avant le troisième vol habité franco-soviétique

Discussions sur le prix du « ticket spatial »

Existe-t-il un « accord secret » franco-soviétique autour du vol d'un astronaute français dans la station spatiale soviétique Mir, prévu pour 1992 et annoncé lors de la visite de M. Mikhaïl Gorbatchev à Paris (le Monde du 6 juillet) ?

La revue spécialisée Aviation Week and Space Technology affirme dans son édition de cette semaine. Citant « des officiels du programme spatial soviétique », l'hebdomadaire américain - généralement très bien informé - précise que cet accord est le résultat d'un compromis sur le prix payé par la France. « Il n'a pas été divulgué à la demande des Soviétiques, qui mènent actuellement des discussions similaires avec la RFA », ajoute la revue américaine.

Au CNES (Centre national d'études spatiales), on dément. Les négociations se poursuivent entre les deux pays pour la mise au point de l'accord sur le plan de coopération spatiale sur dix ans dont les grandes lignes ont été annoncées début juillet, affirme M. Jean-Marie Luton, directeur général du CNES. « Il est vrai que les Soviétiques nous ont demandé une participation de

16,5 millions de dollars (105 millions de francs) et que nous en avons proposé cinq (comme l'affirme Aviation Week and Space Technology). Mais », ajoute M. Jean-Marie Luton, les modalités financières de ce vol ne sont pas réglées, et il n'y a pas d'accord secret. Etant donné que les négociations se poursuivent, nous ne pouvons citer aucun chiffre définitif ».

Curieuse polémique qui témoigne, en tout cas, de l'importance des négociations. Les deux premiers vols communs franco-soviétiques s'étaient déroulés sur la base du troc, un échange équitable de technologie et de savoir-faire. Mais, conséquence de la perestroïka, l'agence Glavcosmos, qui a confié l'Intercomos (l'équivalent soviétique du CNES), raisonne désormais en termes commerciaux et tente d'imposer systématiquement le paiement d'un « ticket de vol » pour tous les astronautes étrangers invités sur la station Mir. Face à ces exigences, les Européens ont évidemment tendance - même s'ils s'en défendent - à faire front commun. Les Soviétiques pourraient-ils les défaire ?

JEAN-PAUL DUFOUR.

M. Michel Aubert coordinateur français pour Euriska. — M. Michel Aubert a été nommé, le 18 juillet, coordinateur national français pour le programme de recherche européen Euriska. Il remplace à ce poste M. Yves Sillard, aujourd'hui délégué à l'armement, dont il était l'adjoint. Physicien de formation, M. Aubert avait, auparavant, été chargé des questions internationales au Centre national d'études spatiales (CNES), puis à l'Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer (IFREMER).

Lancements de la navette et d'Ariane les 8 et 9 août. — La navette américaine Columbia et la fusée européenne Ariane vont, sauf problème technique de dernière minute, décoller à un jour d'intervalle, les 8 et 9 août prochains. La première partira avec un équipage de cinq hommes et un engin de recon-

naissance militaire. La seconde mettra sur orbite le satellite de télécommunications allemand TVSAT-2, et Hipparcos, un satellite astronomique de l'Agence spatiale européenne.

L'avion hypersonique américain sauvé par M. Bush. — Le président George Bush a donné, mercredi 26 juillet, le feu vert à la poursuite du programme d'avion hypersonique américain NASP (National Aero-space plane), compromis entre la navette spatiale et l'avion supersonique, capable de joindre les Etats-Unis au Japon en deux heures. Le département de la défense, qui cofinance les études avec la NASA, voulait se libérer totalement de cette charge financière. M. Bush a rejeté cette proposition et qualifié le projet NASP d'« effort national à haute priorité ».

RELIGIONS

Pour la première fois de son histoire

Le Conseil œcuménique des Eglises s'est réuni à Moscou

MOSCOU de notre correspondant

La quarantième session du comité central du Conseil œcuménique des Eglises s'est tenue cette année pour la première fois à Moscou, en réponse à l'invitation de l'Eglise orthodoxe russe et de toutes les Eglises membres du Conseil œcuménique en URSS, du 16 au 26 juillet.

Fait sans précédent, les cent cinquante délégués des trois cent sept Eglises qui composent le Conseil œcuménique ont été reçus au Kremlin par le président du conseil des ministres de l'URSS, M. Nicolas Ryzkov, et par le nouveau ministre des affaires religieuses, M. Youri Khristianov. « Votre présence dans ce lieu est un des signes des grands changements qui prennent place dans notre société », a déclaré le premier ministre. Les relations entre les Eglises et l'Etat se normalisent progressivement... La future loi sur la liberté de conscience assurera juridiquement aux croyants la possibilité de participer à la vie de la société et à sa reconstruction ».

Dans sa réponse, le pasteur uruguayen Emilio Castro, secrétaire général du Conseil œcuménique des Eglises, s'est réjoui « de la récupération de milliers d'églises en URSS, donnant ainsi aux chrétiens la possibilité d'exprimer leur spiritualité ». Au cours de ses travaux, le CCEJ a évoqué la situation en Liban, en Chine et l'apartheid en Afrique du Sud, contre lequel les Eglises chrétiennes sont mobilisées depuis longtemps.

Il s'est réjoui des progrès qui ont marqué la coopération entre l'Eglise catholique romaine et les Eglises membres du CCEJ, qui « se manifestent ».

SPORTS

TENNIS : Tournoi de Washington. — Yannick Noah s'est qualifié, mercredi 26 juillet, pour le troisième tour du Tournoi de Washington, doté de 415 000 dollars, en battant l' Australien Mark Kratzmann, un joueur de vingt-trois ans qui se situe dans les cent cinquantièmes places mondiales (8-7 [4-7], 7-6 [8-6], 7-5). Il s'agit du premier match en simple que Noah dispute depuis son élimination prématurée aux Internationaux de France, puisque dans ce Tournoi de Washington le joueur français était exempt du premier tour.

de manière remarquable à travers la participation croissante des catholiques romains à plusieurs conseils d'Eglise. Mais le comité central a réaffirmé son espoir de voir bientôt l'Eglise catholique configurer officiellement sa participation au rassemblement mondial sur le thème « Justice, paix et sauvegarde de la création », qui se tiendra à Séoul en 1990.

Ce comité central a été « sans grande surprise. Seul « incident » à signaler : la manifestation silencieuse de quatre-vingt-dix catholiques ukrainiens réclamant la libération de leur Eglise en Ukraine. Mais on n'est bien gardé d'en parler en séance, pour préserver, au nom de l'œcuménisme, les bonnes relations avec l'Eglise orthodoxe russe. — (Thérim.)

FAITS DIVERS

A Cannes

Deux faux policiers dérobent un important lot de bijoux

Deux hommes se faisaient passer pour des policiers en civil ont réussi à dérober, sous la menace de leurs armes, un important lot de bijoux exposés en vitrine de la boutique Van Cleef and Arpels sur la croquette à Cannes (Alpes-Maritimes). Les deux malfaiteurs, agissant à visage découvert, s'étaient introduits, mercredi 26 juillet en début d'après-midi, dans la célèbre bijouterie. Là, ils ont présenté des cartes de police barrées de tricolores, prétendant une enquête sur quatre malfaiteurs dont ils présentaient les photos.

Les deux faux policiers devaient ensuite sortir d'un attaché-case plusieurs armes de poing et contraindre les huit personnes présentes, cinq employés, le directeur de la boutique et son épouse, ainsi qu'une cliente, à s'allonger sur le sol. L'un des deux hommes franchissant sept vitrines intérieures et d'autres extérieures, raflant l'ensemble des bijoux exposés. Les deux gangsters prenaient ensuite la fuite, à bord d'une voiture avec un lupon qui, selon les premières estimations, atteindraient plusieurs dizaines de millions de francs.

Le dédale de Salman R

L'homme est pas le monde Vers les antiques. L'Etat est le centre de cette frange orientale à l'étranger.

E

Le dédale de Salman R

Le dédale de Salman R

Le dédale de Salman R

Le dédale de Salman R

Le dédale de Salman R

Le dédale de Salman R

Le Monde DES LIVRES



Salman Rushdie à propos d'un de ses personnages : « Il recherche délibérément une confrontation définitive avec les religieux sectaires, en sachant qu'il ne peut pas gagner, qu'il va être mis en petits morceaux. »

La littérature menacée

A l'heure où une ombre plane sur toutes les littératures, l'autoflagellation n'est pas de mise.

Si le déclin de l'Europe il y a, et décadence de sa culture, c'est d'abord dans l'esprit des Européens eux-mêmes, qui, depuis des décennies, ne cessent d'argumenter ce thème avec une complaisance douteuse et un masochisme suicidaire. Que le *Wall Street Journal* évoque — et ce fut le cas, on s'en souvient, il y a quelques années — la thèse d'un effondrement de la culture française et de sa littérature, nous nous empressons de la faire nôtre, et d'en nourrir l'étrange haine de soi (la *Selbsthass*) que porte en son cœur l'intellectuel européen. Une bonne volée de bois vert — susurre-t-on dans les dîners en ville — tout à fait entre nous, n'est-elle pas méritée ?

Or voici qu'une nouvelle occasion se présente de ranimer notre *Selbsthass*. Un article de Fritz J. Raddatz publié dans le supplément conjoint du *Monde* et de *Die Zeit*, à l'occasion du Salon du livre de Paris (le *Monde* du 19 mai), nous trompette non sans arrogance et mauvaise foi la triste nouvelle : la littérature française contemporaine n'exerce plus aucune influence sur les écrivains allemands contemporains, ni peut-être sur toute la culture allemande.

Une confiance exagérée dans les sciences

Qu'on ne s'attende pas à me voir opposer à cette condamnation hâtive de notre production littéraire une célébration de la littérature française contemporaine, ou au désintérêt de nos confrères allemands l'intérêt que quelques-uns d'entre nous portent à leurs œuvres. Mon premier mouvement, du reste, ne me porte guère, en matière de littérature, vers des considérations nationales ou même nationales : je préfère m'en tenir sur ce point au concept goethéen de *Weltliteratur*, qui semble ici et là bien oublié. Je voudrais donc pouvoir me contenter de dire : oublions tout cela, qui ne mérite pas une heure de peine.

Mais je ne le peux pas. Car une ombre plane aujourd'hui sur toutes les littératures, quelle que soit leur forme, quels que soient l'état et la fécondité de la création littéraire en ce moment de leur histoire. Une ombre, et une menace que je désignerai d'abord comme la perte d'influence de la littérature, la perte de son prestige, son retrait progressif hors du champ social ; sa délégitimation.

Tout nous montre que, désormais, ce n'est plus à la littérature, progressivement déposée de son rôle social, de sa fonction publique et privée, que l'on demande de comprendre le monde, l'existence et la vie. Et il est à craindre que la littérature ne cesse, jusque dans l'image qu'on a d'elle, d'être considérée comme le garant de l'universalité du sens, comme le lieu où se fonde et se garde l'humanité de l'homme.

Appuyée depuis la Renaissance sur le mouvement par lequel la culture s'était détachée de la sphère du politique et du religieux, la littérature européenne s'était donné progressivement pour sujet le destin problématique de l'individu dans le monde, et le jeu de ses fictions élaborait inépuissamment les modèles imaginaires d'une saine existence.

Né sommes-nous pas en train de compromettre ce puissant élan d'arrachement et de liberté par la confiance exagérée que nous portons aujourd'hui aux sciences positives, sciences humaines et sciences sociales, nous déchargeant sur elles du soin de penser, de comprendre et de traduire en lois la condition de l'homme ? Car il faut se garder de confondre la vie de l'homme en société et l'existence du sujet mortel, jeté au monde, qui excède toute loi. Seules la fiction littéraire et la poésie savent trouver le chemin pour dire ce qui est unique et veut être saisi comme tel.

Il y a autre chose. La littérature est menacée : non pas dans tel pays ou dans tel autre, mais en tant que *Weltliteratur*, parce qu'il est à craindre qu'elle ne rencontre plus en face d'elle un monde qui puisse l'accueillir, qu'elle puisse habiter.

Comment la littérature serait-elle encore possible si elle cessait d'être admise ce sur quoi elle fonde son plus secret dessein, si vient à lui manquer son sol le plus nécessaire ? La littérature exige le secret, le silence, un espace de retrait et de méditation pour éclore et pour être lue. Mieux, elle en suggère le modèle, elle en propose une image, elle offre l'idée d'un monde où la quête du sens se fait dans le retour sur soi, dans le détour d'une réflexion solitaire, dans un colloque silencieux entre l'existence vivante et la parole secrète des livres.

DANIELE SALLENAVE.
(Lire la suite page 16.)

Le dédale de Salman Rushdie

L'islam n'est pas la seule cible des Versets sataniques. L'Inde et l'immigration sont au cœur de cette fresque anglo-orientale à l'écriture incandescente.

Et si l'on revenait au livre ? Un livre qui se veut et est, avant tout, un roman, une fresque anglo-indo-pakistanaise, un dédale oriental. Il n'est point, encore qu'il recèle quelques bribes de ces deux genres, un essai irrévérencieux sur Mahomet ou un traité de philosophie critique sur l'islam, comme on a pu le croire en entendant tant d'éloges ou de malédictions de personnes ayant candidement qu'elles n'avaient même pas ouvert l'ouvrage. « Les Versets sataniques sont le plus célèbre de tous les livres du monde sans que personne l'ait lu », devait souligner Jean-Edder Hallier dans l'introduction à son édition pirate parue il y a deux mois.

Ce livre, c'est d'abord un style d'écriture reconnaissable à la sorte de rage qui l'anime, comme dans les œuvres précédentes de Salman Rushdie, mais cette fois porté à l'incandescence. Un style à gros bouillons, grouillant comme Karachi, Bombay ou Londres aux heures de pointe ; une crue permanente où les mots, affolés à l'idée de se noyer, se moient les uns sur les autres, se mordent ou s'embrassent sans un seul instant de répit, tout au long de près de six cents pages.

Ceux qui pensent que l'art d'écrire consiste plutôt à enlever des mots qu'à en ajouter se hâtent de regagner la rive. On ne peut pourtant pas parler de « longueurs », même si l'ouvrage est, à proprement parler, interminable. Cela peut être étonnant ou exaltant, selon ses goûts ou son humeur, comme une navigation sur des flots troubles tourbillonnant sans cesse.

La traduction ne pouvait que rendre imparfaitement cette remuante anarchie qui exploite

sans retenue tous les registres : l'anglais indien, l'anglais indien snob, l'américain, le langage des immigrés, celui des fonctionnaires... ainsi que le notait l'angliciste Ann Thomson (le *Monde* du 10 mars). Au sein d'un même paragraphe, d'une même phrase, on passe sans crier gare, dans la version originale, du *pure classic english* au *pekenish*, avec un détour par des facettes collégiennes (Rushdie est ancien élève de Cambridge) dont certaines sont miraculeusement retombées sur leurs pattes en français : *Je t'ai Allah-bonne* ; *Le Bang-la-dèche* ; *Delhi-quescent* ; *Grâce-Kali*, etc.

Dépaysement sémantique

Le résultat global est, certes, une violence faite à l'anglais, mais il est aussi une sérieuse injection de sève comparable aux effets sur le français, déjà anciens mais durablement robotisés, de *Nedjma*, de Kateb Yacine (1), de *La République*, de Rachid Boudjedra (2), ou de ce roman malien aussi puissamment nouveau hier qu'oublié aujourd'hui, *Le Devoir de violence*, de Yambo Ouologuem (prix Renaudot 1969) (3).

Ce dépaysement sémantique est sans doute du type de celui procuré en son temps par Céline, dont Rushdie a, de toute façon, le côté Jean-Foutre. C'est quelquefois irritant pour le lecteur moyen, qui doit se « dépatouiller » tout seul avec des termes naturellement absents des dictionnaires courants : *manticore*, *hénocéphale*, *feem*, *takhi*, *bhanga*, *tsimmi*, *simurgh*, quand ce n'est pas *zenana* (gynécée indo-pakistanaise) ou *padyatra*,

employé au milieu du roman et expliqué... page 525 : pèlerinage pédestre antislamique, etc.

Les traducteurs n'ont pas fait, quant à eux, le minuscule effort qui aurait consisté, comme on transcrit *London* en « Londres », à faciliter l'identification de l'archange Gabriel (resté Gibréel dans la version française), du patriarche Abraham (Ibrahim), ou du calife Omar (Umar), etc.

L'intrigue, comme le style, est résolument de notre époque et dans notre époque ; les plongées historiques sont, quant à elles, amenées par la rêverie, le rêve, le rêve dans le rêve (on s'y perd à plusieurs reprises) ou le cinéma.

Deux Indiens musulmans dans la force de l'âge, donc, l'un ex-gigolo promu star du septième art à Bombay, Gabriel-Gibréel ; l'autre, ex-fils à papa bombayite devenu pilier de la radio britannique, Saladin-Salahudin, se rencontrent dans un avion objet d'un attentat aérien, dont ils réchappent dans des conditions totalement magiques.

LE FEUILLETON DE BERTRAND POIROT-DELPECH de l'Académie française

Léon Bloy, de Maurice Bardèche

Violence du croyant

CRIOIRE rend violent. Certains intégrismes orientaux ne font que confirmer cette tendance, vieille comme la foi, et dont l'Occident est mal venu de s'indigner.

Les polémistes qui passent les bornes, qui s'en prennent à la personne de l'adversaire pour déconsidérer ses idées, qui n'hésitent devant aucun amalgame, aucune intolérance, aucun nom d'oiseau, vous pouvez être sûr que c'est du haut d'une certitude, d'un dogme. On l'a vu chez les procureurs marxistes et, avec une ressemblance regrettable, chez nos catholiques, depuis plus d'un siècle. Pour ces convaincus de choc, cheminer par la persuasion revient à pactiser avec l'ennemi, à retarder lâchement le dessèchement général, à barguigner. Que brille l'unique vérité, nom d'une pipe, avec l'éclat du glaive que brandissait le disciple trop prompt du Jardin des oliviers !...

Qu'ont en commun Maurice Clavel, Pierre Boutang, le Père Bruckberger, François Mauriac et Georges Bernanos, tous bretteurs devant l'Eternel, sinon cet Eternel, justement, dont les préceptes de charité ont avivé l'ardeur combative au lieu de la tempérer ? Leur modèle à tous aura été Léon Bloy (1846-1917), champion d'un christianisme totalitaire et ennemi juré de l'esprit du siècle, réputé satanique.

L'essai de Maurice Bardèche prolonge une actualité de Bloy qui s'était estompée après la biographie de Joseph Ballery, en 1947, et la publication des *Œuvres complètes* (Mercure

de France, 1984, 1975), et qui a connu un net regain ces derniers mois, notamment depuis le *Cahier de l'Herne* de 1988.

Comme pour ses travaux sur Balzac, Stendhal, Flaubert, Proust ou le cinéma, et malgré une plus grande proximité idéologique avec le sujet traité, le chercheur Bardèche n'est à aucun moment débordé par le militant d'extrême droite resté fidèle aux positions de son beau-frère Robert Brasillach pendant l'Occupation, et pour qui, par exemple, les lois contre l'incitation à la haine raciale sont autant d'entraves à la liberté d'expression.

TOUT est prétexte à s'estimer agressé, quand on a de la fureur à revendre. Bloy cherche et provoque les raisons de fulminer. Enfant, il manie le couteau. Ses aïeux petits-bourgeois, il les change en ouvriers miséreux pour assouvir ses besoins de vengeance sociale. Le désir de poésie et de gloire, il l'éprouve comme une torture atroce. Il se croit possédé du diable. Auprès de Barbey d'Aurevilly, il prend des leçons de hargne, et il parachève celles d'antirépublicanisme puisées dans Joseph de Maistre.

Les intellectuels ont besoin de romancer leurs rapports avec la divinité : une conversion subite et spectaculaire leur paraît plus digne de leur état qu'une simple fidélité aux enseignements familiaux. Bloy, comme Claudel et Clavel, connaît son illumination, en juin 1889. De la religion, il retient ce qui fritte ses goûts de visionnaire et de rebelle.

(Lire la suite page 14.)

JEAN-PIERRE PÉRONCEL-HUGOZ

(Lire la suite page 16.)

- (1) Seuil, 1975.
- (2) Denoël, 1969 (épais).
- (3) Seuil, 1969 (épais).
- (4) Stock, 1987.

QUAI VOLTAIRE
Roger Stéphane
TOUT EST BIEN

Des mots, des roseries, des histoires drôles, des anecdotes à en pincer, il y en a tant qu'on veut dans ce gros livre plein de légèreté.

Francis Crozier/Figaro Magazine

Ce livre devrait être l'un des best-sellers de la saison.

Angèle Rinaldi/L'Express

Un livre qu'on ne peut pas commencer sans le terminer.

Jacques Chancel/Radioscopie

A LA VITRINE DU LIBRAIRE

ESSAIS

La culture

des dirigeants

Bruno Lussato continue son combat. Au contact permanent des hommes d'affaires, il s'est rendu compte il y a déjà quelques années (1) du fossé qui sépare les activités professionnelles et la culture. Il revient à l'essai parce qu'il perçoit aujourd'hui que, sauf rares exceptions, la réussite du dirigeant ne tient plus à sa spécialité mais à sa faculté d'intégrer un « humanisme » pour notre temps.

Son nouveau livre se veut plus insistant et plus pédagogique. Les qualités requises d'un manager : flexibilité, discernement, esprit de synthèse, sens de l'autre, tolérance, concentration, esprit critique, ne peuvent se développer sans la fréquentation des grandes œuvres engendrées par l'esprit humain aussi bien en littérature que dans les arts plastiques ou la musique.

Les carences de l'éducation et de la formation sont patentées : hyper-spécialisation, mauvaise gestion du temps, prédominance de l'économisme abstrait, adhésion à la civilisation du « comment » et évacuation du « pourquoi ». Seule, la culture (il distingue bien celle de l'anthropologie de celle de l'humanisme) permet de remédier à ces tares d'un système trop exclusivement tourné vers le rendement.

L'originalité du livre est de donner à des hommes qui se croient pressés la manière d'accéder à des activités qu'ils ont considérées comme un luxe. La perception des valeurs qui conduisent au plaisir esthétique est à la portée de qui veut bien se donner d'abord un peu de peine.

Un ouvrage roboratif, à considérer d'autant plus que Bruno Lussato a expérimenté lui-même, depuis plusieurs années et avec succès, ses idées lors de séminaires d'une dizaine de jours ouverts à des hauts cadres d'entreprises.

PIERRE DROUIN.

★ LE DÉFI CULTUREL, de Bruno Lussato, Ed. Nathan, 184 p., 99 F.

(1) Le Défi informatique. Ed. Fayard (1981); Basile de culture. Ed. Robert Laffont (1986).

Une histoire

de la preuve judiciaire

« L'aveu est la tentation du coupable », estimait Georges Bataille. Pourtant, jusqu'au seizième siècle, la torture fut l'auxiliaire privilégié de la justice en France; preuve, si besoin en était, que toute tentation a besoin d'un petit encouragement. Aujourd'hui, nul n'oserait prétendre que, parfois, la mise en condition psychologique d'un suspect facilite ses aveux.

Le Crime transparent, de Ronald Nossintchouk complète en quelque sorte le Dictionnaire des assassins, de René Rieuven (1). Le ton un peu trop professoral de l'auteur est heureusement estompé par la narration de quelques faits divers. S'il faut attendre 1910 « pour qu'une sentence fût prononcée sur des bases scientifiques exclusives », la police et la justice s'inspirent désormais des travaux les plus récents des sciences. Ainsi, grâce au laser, la moindre empreinte ou trace sur une dépouille est repérée et analysée.

A en croire Ronald Nossintchouk, qui ne nous laisse aucun espoir d'impunité, tout dans notre corps nous trahit : empreintes, salive, sueur, urine, sperme, cheveux, peau, etc. Et une seule de nos dents suffit à déterminer notre sexe, notre âge et notre groupe sanguin.

Un regret tout de même : l'étrange pudeur de l'auteur vis-à-vis des erreurs judiciaires.

PIERRE DRACHLINE.

★ LE CRIME TRANSPARENT, de Ronald Nossintchouk, Olivier Orban, 299 p., 140 F.

(1) Desol, 1986.

HISTOIRE

L'invention de l'Orient

Les religions orientales : flûtes et tambours, cortèges extravagants et luxueux, rituels effrénés... C'est pour les sujets de l'Empire romain une promesse d'émotions fortes, prélude à la conquête de



l'âme et au bonheur matériel. Les groupes qui propagent aujourd'hui des credo bouddhistes ou hindouistes dans notre société ne donnent qu'une pâle idée des puissantes congrégations antiques d'adorateurs de la Grande Mère, d'Isis la bonne déesse, de Mithra et du Soleil invincible. De ces croyances enchevêtrées, les deux seuls qui subsistent aujourd'hui, le judaïsme et le christianisme, paissent alors pour des formes d'athéisme aux yeux de fidèles avides de dieux protecteurs et initiateurs, d'amulettes et de repas sacrés.

Cette liturgie religieuse n'avait pas fait l'objet de synthèse en français depuis un livre fameux de Frantz Cumont (1905, revu en 1929). Sur la déesse Cybèle, si importante et mystérieuse, on se réfère toujours à la thèse d'Henri Graillet (1912). C'est dire si le livre de Robert Tuck, abondamment de trente ans d'études sur le sujet, aussi bien à travers les images que les textes, répond à un besoin. Qu'est-ce au juste qu'une bacchante? Pourquoi les dévots de Cybèle descendant-ils dans une fosse se faire asperger par le sang d'un taureau? A qui rimant les repas mithraïques, servis

dans des grottes (ou des caveaux) par des diacres portant masque de corbeau, parmi des officiants vêtus les uns d'écorces, les autres de gris argenté ou de jaune vif, selon une « pédagogie audiovisuelle » où le blanc et le rouge dominent parmi les jeux d'ombre et de lumière? Ce monde foisonnant de sacré a légué aux millénaires suivants les trois figures de l'astrologue, de l'alchimiste et du magicien. Et aussi, au christianisme, plus d'un détail rituel (le costume noir des prêtres était déjà porté dans le culte d'Isis) et quelques saints suspects.

Ces dévots hornis des Romains traditionalistes étaient parfois des Orientaux venus en Italie, en Gaule ou ailleurs au long des routes militaires et commerciales de l'Empire. Mais ils ont conquis un large public autochtone. Leurs dieux n'eussent rien été sans l'attente de ces fidèles-là. En ce sens, les « cultes orientaux » sont bien une invention de l'Occident romain. Même ceux qui sont attestés, à l'identique, dans leur pays d'origine, ne peuvent y avoir eu le même caractère. Car alors ils ne répondraient plus à la part, dans notre âme, qui a besoin de l'étranger pour se révéler.

PIERRE CHUVIN.

★ LES CULTES ORIENTAUX DANS LE MONDE ROMAÏN, de Robert Tuck, Les Belles Lettres, 400 p., 160 F.

LETTRES

ÉTRANGÈRES

Humour écologique

à la finlandaise

Avec son Livre de Vatanen qui fait, dit-on, figure de classique dans les pays du Nord, Arto Paasilinna aurait-il inventé un genre nouveau : le « roman d'humour écologique »? Cynique et pince-sans-rire — parfois proche de l'absurde, le livre de ce Finlandais a la vivacité de son héros, Vatanen, journaliste frôlant la quarantaine, « marié, trompé, déçu, avec un début d'ulcère à l'estomac et bien d'autres soucis quotidiens ». Comme dans une farce, ou comme Alice à la suite du Lapin Blanc, Vatanen disparaît un jour dans la forêt, sur les traces d'un livre blesé, en laissant derrière lui femme, travail et civilisation.

Vatanen et le livre entreprennent un voyage symbolique vers les solitudes primitives du Grand Nord. Fuyant les villes, se moquant des convenances, bravant les pratiques sociales, et toujours se heurtant à l'incompréhension du monde, Vatanen, en faux naïf, recherche un art de « cultiver son jardin » dans l'intimité de la nature.

Un dîner officiel en pleine forêt, les extravagances d'un pasteur fou, une chasse à l'ours ou une nuit dans un commissariat : chaque épisode, chaque rencontre insolite, est l'occasion rêvée pour Paasilinna de s'interroger ironiquement sur le monde qui l'entoure. Politique, information, religion, mode de vie, rien ne lui échappe. Le Livre de Vatanen prend alors des allures de conte satirique et philosophique, drôle, enlevé, enjoué, comme une rafraîchissante lecture d'été.

FLORENCE NOVILLE.

★ LE LIVRE DE VATANEN, d'Arto Paasilinna, traduit du finnois par Anne Colla du Terrail, Denoël, 204 p., 89 F.

Qui était

la véritable

Bouboulina ?

Un destin double de courtisane et d'agent secret, une existence tumultueuse et passionnée, une nature « rare et volcanique » : Adeline Guiter, dite Madame Hortense, est un personnage de roman. Pourtant, elle a bien existé, et Nikos Campanis raconte l'histoire de celle qui inspira à Kazantzakis le personnage de la Bouboulina dans *Aléxis Zorba*.

Toulon, 1874. Adeline, apprentie modiste, s'éprend d'un jeune officier de marine, mais s'en voit bientôt écartée à cause de ses origines sociales. Humiliée, elle jure de se venger en ayant un jour « la marine à ses pieds ».

De la mansarde de Montmartre aux premiers pas de french-canon, de la prostitution jusqu'au départ pour la Crète, où elle ouvrira une maison de tolérance et de renseignements, le lecteur découvrira une à une les péripéties souvent invraisemblables d'une vie tout entière vouée à l'érotisme, l'espionnage et la politique.

Parallèlement s'esquisse, en toile de fond du roman, une peinture sociale colorée de ce début de siècle où les scènes de la vie ouvrière et militaire alternent avec celles du monde que l'on dit bas.

Campanis maintient le rythme de son roman en relançant fréquemment les intrigues qui s'y enchevêtrent et en ménageant quelques repères historiques — projets d'annexion de la Crète par les grandes puissances occidentales au début du siècle, rattachement à la Grèce en 1913, première guerre mondiale — qui permettent, sans sortir du cadre romanesque, de se replonger agréablement dans cette période de l'histoire de l'île.

Madame Hortense est morte en Crète en 1938. Entre-temps, le gouvernement français l'y avait nommée vice-consul, en remerciement des « services rendus à la patrie pendant tant d'années ». Et, si l'on en croit Nikos Campanis, le pope qui lui donna l'extrême-onction est toujours en vie et répète à qui veut l'entendre qu'Hortense vécut ses dernières années « comme une sainte » — les chemins de la sainteté sont parfois sinués.

Bref, en Crète, le soir devant les portes, on évoque volontiers le souvenir de Madame Hortense. C'est là l'un des charmes de ce livre : plus qu'un roman, c'est une légende vraie.

FI. N.

★ MADAME HORTENSE, de Nikos Campanis, traduit du grec par Michèle Métoudi, Actes Sud, 288 p., 129 F.

LINGUISTIQUE

Cohue

lexicale

La Révolution française, intarissable discoureuse, ne pouvait manquer de provoquer un assez joli renouveau-ménage au sein de la langue — celle de la politique, mais aussi des lettres, des sciences, des arts et métiers.

Les Mots sans-culottes, d'Henriette Walter, guide aussi vivement trousse que doctement conçu, aide à se retrouver dans cette cohue lexicale : l'auteur sépare les créations éphémères (académifié, culoté, créatif, nouveau, vélocifère...) de celles qui ont survécu à la tempête (aménagement, aristocrate, centraliser, majorité, nihiliste, vandisme, etc.).

De précieux encadrés font voir de loin les cercles savants où, par exemple, Lavoisier suit changer l'« acide marin déphlogistiqué » en « chlore » et le « sel d'yeux d'écrevisse » en « acétate de calcium ».

On jettera, au passage, un regard sur le Musée de la Terreur, qui abrite la « guillotine, louisette ou décapot ».

GÉRALD ANTOINE.

★ DES MOTS SANS-CULOTTES, d'Henriette Walter, Ed. Robert Laffont, 244 p., 85 F.

— Signalons également le Dictionnaire des mots incantatoires, d'Aristote et Nicolas Nicolaïdis. Une tentative pour créer de « nouveaux mots opérationnels ». (Ed. Métropolis, 96 p., 54 F.)

NOUVELLES

Les prodiges

naturels

de Claude

Pujade-Renaud

Il y a deux façons de lire un recueil de nouvelles : en désaccord, au hasard des titres, ou méthodiquement, comme s'il s'agissait d'une même histoire dispersée en archipel. Le Si joli petit livre de Claude Pujade-Renaud gagne à être traversé de façon continue : les nouvelles, au-delà du jeu d'alternances et de ruptures de tons, poursuivent sans relation apparente, s'enrichissent les unes les autres, se prolongent, rebondissent, chacune contribuant à définir un univers unique de plus en plus familier.

Entre les histoires légères et celles, plus lyriques, qui tracent un cheminement intérieur vergeté d'un fil persiste : celui de la sensualité, de la réactivité la plus pleine aux objets, aux corps, aux paysages. Fiévreux, ou soigneusement savoureux, les mots sont les premiers à être mis à l'épreuve des sens.

Le Louve est sans doute la plus réussie de ces nouvelles où le sentiment, toujours associé aux sensations, engendre la confusion des êtres et des choses, leur métamorphose selon la perception tactile que l'on en a. « On peut changer de sexe et de forme, rien n'est définitif. La forêt recèle la profusion des mystères grecs, les prodiges sont naturels et le monde baigne avec simplicité dans la magie des enchantements. La nuit, les contes se prolongent sans rupture dans les songes ».

On ne perd jamais pied dans ce foisonnement d'images sinuées et déconcertantes : il y a toujours, pesante, la conscience des limites, de ce qui ne pourra pas avoir lieu ; elle ramène la magie à la réalité.

M. V. R.

★ UN SI JOLI PETIT LIVRE, de Claude Pujade-Renaud, éd. Actes Sud, 180 p., 79 F.

SCIENCES

Le terreau

du cancer

Par l'un des meilleurs spécialistes des diverses circonstances conduisant à l'écllosion des cancers, et une anthropologue du Centre national de la recherche scientifique, un tour d'horizon, ou plutôt un tour du monde des divers cancers et de ce qu'on sait aujourd'hui des circonstances favorisant leur apparition.

La génétique, d'abord, non sous la forme où l'entend le public, de l'hérédité (sauf très rares exceptions) mais du réveil de gènes dormants, ou « gènes du cancer », ou « oncogènes » qui déclenchent la multiplication anarchique des cellules caractérisant la malignité.

Le hasard, ensuite, hasard d'un métier à risque, de la vie sur un sol riche (ou pauvre) en éléments cancérigènes, ou encore facteur mystérieux que, dans l'ignorance actuelle, on classe sous ce terme vague autant qu'indéfini de « hasard ».

Enfin, et surtout, le mode de vie, facteur majeur sur lequel nous avons tous des moyens d'action, fort bien connus pour certains, moins pour d'autres, mais de mieux en mieux précisés.

Il en est ainsi du rôle essentiel que joue le tabac dans l'écllosion des cancers pulmonaires, de la gorge et de la vessie notamment. Du rôle non moins important de l'alcool absorbé en excès et qui explique la prééminence considérable de la mortalité masculine par cancer chez les Français.

De l'alimentation enfin, par ses excès de graisses et de sucre, par sa pléthore, par l'insuffisance d'absorption des fibres, végétaux et céréales complètes notamment.

Après un tableau planétaire de la malignité, les auteurs donnent non la recette magique mais des conseils judicieux pour éviter ce que l'Occident tient encore pour le mal absolu.

Dr. E. J. L.

★ MODES DE VIE ET CANCERS, de Guy de Thé et Annie Hubert, éd. Robert Laffont, 258 p., 89 F.

EN POCHE

● Succès international, la biographie de Sartre (1905-1980) par Annie Cohen-Solal est reprise en « Folio Essais ». « On croit connaître, on croit savoir, et puis, soudain, un document imprévu vous bouscule, vous surprend et vous oblige à recommencer encore. » C'est ce qui est à l'origine de presque mille pages de récit, nourries de documents, témoignages, lettres. Sartre retrouvé s'écartera d'une légende figée (n° 116).

● Le Livre de poche publie *Vie et mort à Shanghai* de Nien Cheng, ou comment survivre dans la Chine des persécutions lorsque l'on cumule instruction, vision politique pénétrante et intégrité. (Traduit de l'anglais [États-Unis] par Dominique Dill, n° 6625.)

● Dans la même collection, *Au fil du temps*, récit autobiographique d'Arthur Miller, à la fois confidence du dramaturge et traversée des mythes américains. (Traduit de l'anglais [États-Unis] par Dominique Rueff et Marie-Caroline Aubert, n° 6620.)

● « L'absurde personnage central appartient au monde absurde qui l'entoure, mais, pathétiquement et tragiquement, il essaie d'en sortir pour accéder à un monde d'humains — et il meurt de désespoir. » A la suite du célèbre texte de *Le Métamorphose*, de Kafka, réédité dans une nouvelle traduction, au Livre de poche également, Vladimir Nabokov propose son éclairage de l'univers kafkaien. Traduction de Brigitte Vargne-Cain et Gérard Rudent (n° 6633).

● Toujours au Livre de poche, *La Figure du dehors*, de Kenneth White, « explore des pensées occultes (...) et exotiques ». L'auteur mine dans ce livre une réflexion simultanée sur la philosophie européenne et la pensée asiatique (« Biblio Essais », n° 410.)

● Deux personnages, deux vies, qui prennent chacune racine dans les lieux mêmes où elles se sont toujours épanouies. L'échange est-il possible ou le désaccord demeure-t-il ? C'est ce qui nourrit le récit de Carlo Cassola dans *Le Chasseur*, traduit de l'italien par Philippe Jaccottet et publié dans la collection « Points Seuil » (n° R 365).

● Dans la même collection, *La Nuit sacrée*, de Tahar Ben Jelloun (Prix Goncourt 1987), dévoile le second visage de l'Enfant de sable (n° R 364). Toujours dans « Points Seuil », *L'Amant sans domicile fixe*, de Fruttero et Lucentini, conte avec ironie l'aventure vénitienne, personnage énigmatique. Traduit de l'italien par François Rosso (n° R 355).

ÉPOQUE

revue éditée par le Club
« Citoyenneté et intégration »

Nouvelle série
Citoyenneté et Révolution française
Les juifs et la Révolution française.
A l'origine du libéralisme au XVIII^e siècle.
89-82 : quand tire, c'est faire.
Le numéro : 35 F
50, rue Diderot, 92600 Asnières

EN BREF

● Les sixièmes Rencontres internationales de poésie contemporaine se tiendront du 4 au 7 août à Tarrascon. Comme les années précédentes, une exposition, des débats, des spectacles, seront organisés. Mais les Rencontres proposeront également, cette année, deux manifestations nouvelles : les tables rondes, chaque matin, pendant lesquelles des poètes liront des travaux en cours d'élaboration et en débattront avec le public présent ; le « micro ouvert », l'après-midi, qui permettra aux revues de poésie d'organiser débats et lectures publiques. Rendez-vous à l'Office du tourisme, 59, rue des Halles, 13150 Tarrascon, tél. : 90-91-03-52.

● MARGUERITE YOURCENAR à Villeneuve-sur-Lot. C'est désormais à Villeneuve-sur-Lot dans le très beau cadre scénariste de la tour de Paris, que l'on peut découvrir *Le dernier voyage* de Marguerite Yourcenar. Prés de cent mille personnes ont visité cette exposition présentée au Centre Pompidou en février et mars derniers. Trente et une photos réalisées par le photographe brésilien Carlos Freire, et que viennent rythmer des citations et fragments de l'œuvre — dévoilent en toute simplicité le visage tout à tour fascieux, réfléchi ou bienveillant de la grande voyageuse en 1987, à Paris, à Londres et dans sa maison de Maine. (47300 Villeneuve-sur-Lot, jusqu'au 20 août, tél. : 53-70-83-54.)

● Au cinquième Salon du livre maritime de Concarneau, qui réunissait plus de deux cent cinquante éditeurs, le jury, présidé par l'écrivain Paul Guimard, a décerné le Grand Prix du livre maritime à Jean-Michel Barraut pour son roman, *Le Sacre et la Peasée* (Seghers). L'auteur raconte les tribulations du capitaine et poète Jean Ango sur la route des Indes en 1529, de Dieppe à Sumatra.

● Précision : dans la « Petite bibliothèque du Bicentenaire » (« le Monde des Livres » du 14 juillet), nous avons omis de préciser que l'ouvrage de Richard Cobb est paru aux éditions Presses Pocket. *La Protestation populaire en France, 1789-1820* est traduit de l'anglais par Marie-France de Paloméra.

كتاب النجلى

● ROMANS

Robert Merle face au « primate parvenu »

Le Propre de l'homme, une nouvelle fable sur un vieux rêve : faire parler les animaux.

ROBERT MERLE aime les fables pédagogiques. Dans *Un animal doué de raison*, il mettrait en scène un couple de dauphins qui réussissent à apprendre l'anglais. Aujourd'hui, dans le *Propre de l'homme*, un anthropologue, Edmund Dale, et sa femme, adoptent à sa naissance une chimpanzé qu'ils appellent Chloé et finissent comme un bébé humain. Ils lui enseignent l'anglais, un langage général utilisé aux États-Unis par les sourds et les muets.

L'intelligence de Chloé se développe grâce à l'anglais. Elle en fait même, parfois, un usage créatif, surprenant et drôle. Elle imagine des surnoms pour son entourage et s'intègre à sa nouvelle famille en nouant des rapports distincts et originaux avec chacun de ses membres. Elle invente aussi des concepts, comme celui du mensonge. Edmund et Suzy réalisant ce « vieux rêve humain » de faire parler un animal, s'émerveillent lorsqu'ils voient Chloé capable de maîtriser son passé : elle se souvient des péripéties du rapt qu'elle a mené vers un cirque où elle exécutait un numéro d'acrobatie.

Le livre prend une tournure âpre et émotionnelle au moment où Chloé atteint l'âge de la puberté. Elle subit une crise d'identité parce qu'elle se croit laide et donc radicalement différente de ses parents adoptifs. Ne sachant pas qui elle est, où elle est, oscillant entre le primate et l'humain, chaque nuit, elle abandonne sa chambre et retourne auprès de Roderick, le chien de la maison, pour retrouver le monde animal. Surtout, elle n'a pas conscience de sa force et ne contrôle plus ses impulsions de peur et de colère : elle rudoie et blesse les enfants, un soir, dans la salle de jeux.

« Quel obscur mais irrésistible message lui envoie du fond d'elle-même l'atavisme de son

espèce ?... », s'écrit Edmund Dale, effaré par la régression et la violence de Chloé. Avec une infinie patience, les Dale s'obstinent à la rattacher à l'espèce humaine. Ils la défendent contre les agressions de la communauté villageoise qui se mobilise pour l'envoyer au zoo et se choisit un justicier en la personne de Tom Ballou, arrière et désœuvré, traquant son envie de punir à travers la région. N'est-ce pas lui, le véritable sauvage ? semble se demander Robert Merle.

Peu à peu, Robert Merle, avec à la fois une grande sincérité et un art consommé du récit, nous a menés du côté de Chloé et Edmund Dale, ce « primate parvenu ». Mais le propre de l'homme, n'est-ce pas son impérie-

lisme mental, sa volonté de domination sur toutes les créatures du monde, lui qui va les chercher dans leurs territoires de nuit pour, en les mettant sous sa tutelle, exercer la peur ancestrale qu'elles lui inspirent ?

JEAN-NOËL PANCRAZI.

★ LE PROPRE DE L'HOMME, de Robert Merle, Editions de Falaise, 356 p., 120 F.

Rachid Mimouni et la fable de l'Algérie d'aujourd'hui

L'Honneur de la tribu, la fin d'une trilogie de la désillusion et de la déception

par Tahar Ben Jelloun

L'HONNEUR de la tribu est le cinquième roman de Rachid Mimouni. Les deux premiers ont été publiés en Algérie et sont inédits en France. Avec *Le Fleuve dévié* (1982) et *Tombéa* (1984) (1), ce dernier roman constitue la fin d'une trilogie de la désillusion et de la déception. L'auteur a recours au conte et à la fable pour dire l'Algérie d'aujourd'hui avec ses problèmes, ses contradictions et ses espérances.

Il était une fois un village à l'écart de tout, à mille lieux de la capitale où les dirigeants « gouvernent par le mensonge ». Le temps passait lentement, sans faire de bruit, sans laisser de traces sur des corps endormis depuis des siècles.

Il régnait à Zitouna une sérénité faite de résignation et de superstition. Ignorés du monde, les habitants de ce village vivaient heureux, en tout cas sans histoire.

Fermé sur lui-même, tournant le dos à l'histoire et à la vie, Zitouna a réussi pendant des décennies à se préserver de deux maux : les étrangers (« c'est par eux que le malheur arrive », nous dit le narrateur) et la modernité, c'est-à-dire ce qui porte en son sein les germes du chaos et démolit les vieilles traditions.

Mais le malheur va commencer avec une fable : tous les ans, un salimbanque vient au village pro-

poser un ours au combat. Slimane, un homme fort et discret, bat à chaque fois l'animal, jusqu'au jour où l'ours prend le dessus devant une foule de spectateurs passifs.

Omar, fils de Slimane, tire le leçon de ce drame : « Si mon père a accepté d'affronter la bête, c'était pour défendre votre honneur. Il en est mort. Ce n'est pas l'ours, mais votre lâcheté qui l'a tué. »

Il y a longtemps que la tribu a perdu l'honneur et la dignité. Lorsque, plusieurs années plus tard, Omar El Mahrouk revient à Zitouna comme préfet, il n'aura aucun mal à exercer le pouvoir avec brutalité et injustice.

« Le temps est venu de retrouver la mémoire »

Avec les méthodes d'un petit dictateur formé dans les cellules du parti unique, il introduit ce qu'il appelle la civilisation et la modernité dans ce lieu désolé. Ce qui fait dire à un vieillard, s'adressant aux nouveaux maîtres : « Vous ne vous serez levés contre le colonisateur que pour le remplacer. »

Les gens de Zitouna se laissent survivre et assistent impuissants à leur propre destruction. Ils considèrent qu'« on peut grimper jusqu'au ciel, il y aura encore des gens au-dessus ».

Cette fable a cependant une morale : un homme, un seul, va affronter le dictateur ; c'est un jeune juge qui vient de la capitale et qui pense que « la victoire appartient non pas au plus fort mais au plus déterminé ». Ce juge n'est autre que le fils d'Omar, un fils dont il ignorait l'existence.

L'histoire est racontée à l'auteur par un vieillard qui affirme que « le temps est venu de retrouver la mémoire avec l'ambition d'un avenir » parce que « le passé ne peut s'effacer ». Rachid Mimouni restitue la mémoire d'un peuple qui a été trahi et agressé par tant de choses étrangères à son être et à sa volonté.

Ce livre ne parle pas que de l'Algérie ; il concerne tout le Maghreb. Zitouna — un lieu imaginaire — pourrait se trouver aussi bien dans les montagnes du Rif que dans les plaines du Sud tunisien.

Ces personnes recloses dans le silence et la résignation sont à l'image de ces millions de gens du tiers-monde qui subissent l'histoire sans pouvoir la faire jusqu'au jour où la violence devient leur seule façon de s'exprimer.

★ L'HONNEUR DE LA TRIBU, de Rachid Mimouni, Robert Laffont, 216 p., 89 F.

(1) Tous deux chez Laffont.



Robert Merle

Après Les écrivains britanniques, de Victoria à la fin des années 30, les librairies de L'œil de la lettre font paraître le tome 2 : Les écrivains britanniques de 1945 à nos jours. Ces deux catalogues présentent le long de 120 pages, sous la forme d'un dictionnaire bio-bibliographique, plus de 600 écrivains et, dans une partie magazine, à l'aide d'extraits d'œuvres, d'articles, d'entretiens et de portraits, les 40 auteurs les plus significatifs de ces deux périodes.

Les aphorismes-rêveurs de Manz'ie

ON voudrait, pour parler de Manz'ie, retrouver les accents d'un Bachelard. Avec quel bonheur la philosophie des éléments (air, feu, terre, eau) se serait glissée dans cette œuvre et aurait accompagné son auteur dans ses envois lyriques. Avec quelle science il aurait analysé les rêveries de Manz'ie sur une chandelle (« Dans la flamme d'une bougie, la chambre repose effrénée »), sur le vent (« Le vent gonfle le tissu du ciel et emporte la prairie aérienne »), sur l'eau (« Je suis d'eau — violente diatribe féconde aux féminines adresses. Une fluctuante parole aqueuse aux instables rivages »), sur la brume (« Une drève de brume cogne contre la fenêtre »), sur la pluie (« La pluie, en soulèves d'eau, collectionne les gouttes de froid coiffant ma peau »), sur les nuages (« Le frémissement des nuages et des draps rend les draps plus draps qu'ils ne se fabriquent aux-mêmes »), sur les pierres (« Les dents de la terre »).

Des portraits

« cruels et doux »

Le critique jungien n'aurait-il pas fait appel une fois encore au couple animus-anima pour suivre les aphorismes élégants et brillants sur les pôles féminin et masculin de l'être humain ? « Confondant féminin et les femmes, les hommes dansent beaucoup de ce qui revient à leur féminin. »

Depuis une quinzaine de livres, tous indissolubles et inspirés, Manz'ie, qui signe du nom qu'il donnait à sa grand-mère, cueille ses phrases poétiques une à une comme on engrange pour l'hiver. Certes on est loin de la fabrication des fictions en série. Mais comme on se sent proche de cette littérature à la fois vive et lapidaire, profonde sans être péroratoire, contemplative sans être poétisante.

Observateur, rêveur et moraliste, Manz'ie rassemble dans ses *Souvenirs de la maison des femmes* des portraits cruels et doux (« Elle habille son frère de sa féminité. Il la désabille de sa masculinité beauté. Leur ressemblance renforce mon état de brume »), des réflexions ironiques et ciselées, pirandellennes, sur le refus d'une identité réductrice (« Peuvons-les visages maquillés de cet air dont ils voudraient qu'on les reconnaisse ») ou encore « Cette fausse prononciation des âmes prisonnières d'une identité » et des paysages intérieurs.

Plaidant pour l'immatérialité à vie et débarrassant les mensonges sur lesquels les prétendus adultes croient assoir leur stabilité sociale, Manz'ie, mine de rien, propose, avec ce livre somptueusement habillé par l'imprimerie nationale, un petit manuel destiné aux amoureux des « mots perdus ».

RENÉ DE CECATTY.

★ SOUVENIRS DE LA MAISON DES FEMMES, de Manz'ie, Imprimerie nationale, 264 p., 150 F.



LES ÉCRIVAINS BRITANNIQUES DE VICTORIA À LA FIN DES ANNÉES 30

BROOKNER, BURGESS, CHATWIN, CHESTERTON, COMPTON-BURNETT, CONRAD, DE LA MARE, DURELL, FORSTER, FOWLES, GOLDING, GREEN, GREENE, HARDY, HARTLEY, HUXLEY, KAVAN, KIPLING, D.H. LAWRENCE, T.E. LAWRENCE, LESSING, LEWIS, LOWRY, MANSFIELD, MAUGHAM, MURDOCH, ORWELL, PINTER, POWYS, PYM, RHYS, RICHARDSON, SILKTOE, SPARK, THOMAS, WAUGH, WELLS, WILSON, WOOLF.



LES ÉCRIVAINS BRITANNIQUES DE 1945 À NOS JOURS

Les librairies de L'œil de la lettre sont là pour vous les offrir et vous conseiller.

AIX-EN-PROVENCE, VENTS DU SUD, 7 place du Maréchal-Foch • ARLES, ACTES SUD, passage du Méjan • AULNAY-SOUS-BOIS, CAMPUS, 39 bis rue Anatole France • AVIGNON, DU MONDE MÉDITERRANÉEN, 16 rue Bonneterie • BESANCON, LES SANDALES D'EMPÉDOCLE, 138 Grande-Rue • BORDEAUX, LA MACHINE À LIRE, 18 rue du Parlement-Saint-Pierre • BREST, LE GRAND JEU, 33 rue Jean-Macé • CAHORS, CALLIGRAMME, 75 rue Joffre • CASTRES, GRAFFITI, 8 place Pélisson • CRÉTEIL, CHRONIQUES, 3 place Mendès-France • ENGIEN-LES-BAINS, LE CHANT DU MONDE, 20 rue Mora • GRENOBLE, DE L'UNIVERSITÉ, 2 place du Dr-Léon-Martin • LYON, DES NOUVEAUTÉS, 26 place Bellecour • MANTES-LA-JOLIE, LA RÉSERVE, 14 rue Henri-Rivière • MARSEILLE, L'ODEUR DU TEMPS, 8 rue Pastoret • METZ, GERONIMO, 31 rue du Pont-des-Morts • MONTPELLIER, LA PAGE BLANCHE, 30 rue Saint-Guilhem • NANTES, VENT D'OUEST, 5 place du Bon-Pasteur • ORLÉANS, LES TEMPS MODERNES, 57 rue de Recouvrance • PARIS 4^e, BIFFURES, 44 rue Vieille-du-Temple • PARIS 5^e, L'ARBRE À LETTRES, 2 rue Edouard-Quenu • COMPAGNIE (AUTREMENT DIT), 58 rue des Ecoles • PARIS 7^e, L'ARBRE À LETTRES, 55 rue Cler • PARIS 8^e, LIVRE STERLING, 49 bis avenue Franklin-Roosevelt • PARIS 12^e, LA TERRASSE DE GUTENBERG, 9 rue Emile-Castelar • PARIS 14^e, L'ARBRE À LETTRES, 14 rue Boulard • PARIS 15^e, LA 25^e HEURE, 8 place du Général-Beuret • PAU, L'AIDE-MÉMOIRE, 8 rue Latapie • STRASBOURG, QUAI DES BRUMES, 35 quai des Bateliers • TOULOUSE, OMBRES BLANCHES, 50 rue Gambetta • VINCENNES, MILLEPAGES, 174 rue de Fontenay. En Belgique, groupement Profil : BRAINE L'ALLEUD, GRAFFITI, 9 avenue Léon-Jourez • BRUXELLES, A LIVRE OUVERT, 118 rue Saint-Lambert • LA LICORNE, 36 rue X. de Bue • RIVAGE, 1333 Chaussée de Waterloo • TROPISMES, 11 Gal. des Princes • CHARLEROI, MOLIERE, 4 boulevard Audent • LA HULPE, AU FIL DES PAGES, 108 rue des Combattants • LIÈGE, PAX, 4 place Cockaill • NAMUR, POINT VIRGULE, 1 rue Laëtre • WAVRE, CALLIGRAMMES, 7 rue Sambon.

● ESSAIS

Hannah Arendt et les aventures de l'expérience

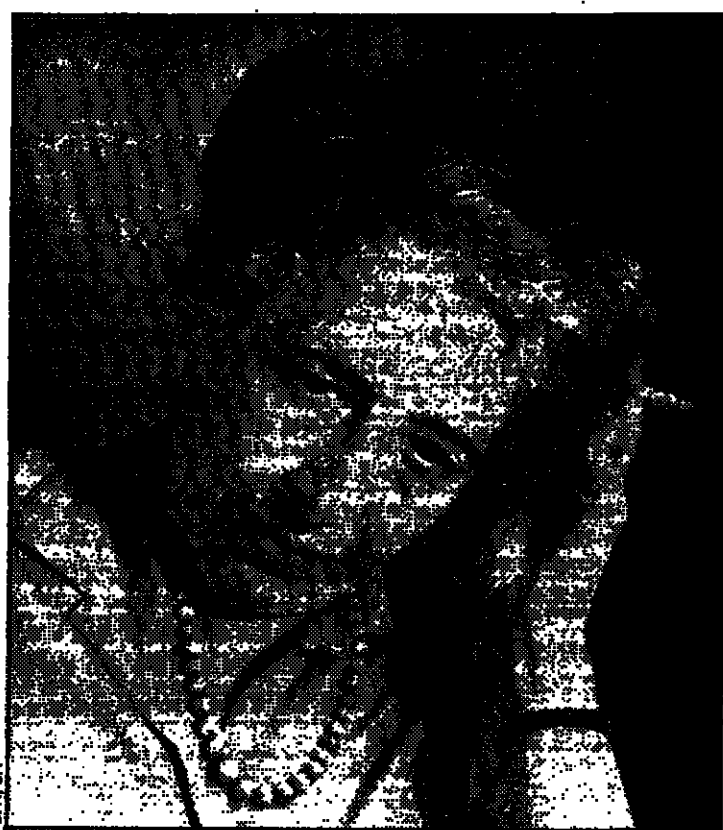
Contre la tradition de la philosophie politique qui se tient à l'écart du « monde des apparences », l'auteur des Origines du totalitarisme s'efforce de « penser l'événement »

HANNAH ARENDT s'est toujours défendue d'être une philosophe, préférant se dire « professeur de pensée politique ». Elle entendait se distinguer de la tradition philosophique née avec Platon et close avec Marx, dont les expériences totalitaires du vingtième siècle avaient montré, selon elle, l'impuissance à saisir la réalité. « La domination totalitaire en tant que fait institué, lequel, en ce qu'il est sans précédent, ne peut être compris à l'aide des catégories usuelles de la pensée politique (...), a rompu la continuité de l'histoire occidentale », écrit-elle dans la Tradition et l'âge moderne (reprise dans la Crise de la culture).

Pourquoi la tradition philosophique est-elle incapable de rendre compte des faits historiques ? Parce qu'elle n'a d'autre but que de « fuir la fragilité des affaires humaines pour se réfugier dans la solidité du calme et de l'ordre » ; même Marx, qui avec Kierkegaard et Nietzsche, a tenté d'inverser cette démarche, ne s'en est pas dégoûté.

Comment Hannah Arendt a-t-elle procédé pour échapper elle-même à ces habitudes de pensée qu'elle n'a cessé de dénoncer ? Tel fut l'un des thèmes majeurs du colloque réuni en avril 1988, à Paris, à l'initiative du Collège international de philosophie, dont les éditions Tierce viennent de publier les actes sous le titre *Ontologie et politique*. Ainsi Barbara Cassin oppose-t-elle, de ce point de vue, l'attitude de Hannah Arendt à l'égard de l'Antiquité à celle de Heidegger, et en particulier l'intérêt de la première pour les Romains, qui ne font pas partie du « corpus » du second : c'est que la pensée romaine, à la différence de la pensée grecque, ne cherche pas à « se retirer du monde des apparences ».

Myriam Revault d'Allonnes rappelle que pour la tradition issue de Platon « parler philosophiquement du politique, c'est vouloir s'en débarrasser », en s'éloignant des « aventures de l'expérience », des « énigmes » ou des « calamités » d'une action « imprévisible et immatérielle » : elle montre avec subtilité, à la lumière de Spinoza, comment Hannah Arendt évite cette posture et ses présupposés. Paul Ricoeur souligne, dans une étude aussi rigoureuse qu'éclairante, que, en distinguant avec constance « pouvoir » et « violence », Hannah Arendt tente de définir le rapport politique autrement que comme un rapport de domination entre gouvernants et



Hannah Arendt : « Parler philosophiquement du politique, c'est vouloir s'en débarrasser ».

gouvernés, lequel, à son tour, de Platon à Max Weber, s'analyse en termes de commandement et d'obéissance.

On pourrait citer d'autres contributions : celle de Jacques Taminiaux sur « le paradoxe de l'appartenance et du retrait » ou celle de Jean-François Lyotard, qui clôt le recueil en réfléchissant sur la façon dont l'action humaine — la « faculté d'agir » — fait obstacle, selon Hannah Arendt, à l'entropie du monde. Chacun de ces textes appellerait assurément un examen attentif, mais leur réunion a pour premier mérite d'offrir une stimulante grille de lecture pour qui essaie de se frayer un chemin dans l'œuvre difficile de Hannah Arendt.

L'obéissance et le soutien

Les quinze articles rassemblés sous le titre *Penser l'événement* et publiés par l'auteur de 1944 à 1975 dans diverses revues illustrent bien, à partir d'exemples tirés de l'actualité la plus chaude, la manière dont les grands thèmes de réflexion d'Hannah Arendt lui permettent d'appréhender quelques-uns des problèmes de son temps — en l'occurrence ceux

que posent les lendemains du nazisme en Allemagne, la création de l'Etat d'Israël et les avatars de la démocratie américaine.

On n'en donnera ici que deux ou trois exemples. Dans *Responsabilité personnelle et régime dictatorial* (1964), Hannah Arendt revient sur la « théorie du rouage », cette idée, soutenue au cours de leur procès par des criminels de guerre comme Eichmann (ou Barbie), selon laquelle ils n'auraient été que les rouages impuissants d'une vaste machine d'extermination. En affirmant pour se disculper qu'ils n'ont fait qu'obéir aux ordres, ces hommes restent fidèles, explique Hannah Arendt, à « cette représentation séculaire convoquée par la science politique qui nous enseigne, depuis Platon et Aristote, que tout corps politique est constitué de gouvernants et de gouvernés, et que les premiers donnent les ordres tandis que les seconds y obéissent ».

L'auteur conteste cette représentation, estimant que la notion d'obéissance n'a de sens que pour les enfants et les esclaves et que, dans un système politique, « il serait plus sensé d'envisager le fonctionnement des rouages et des engrenages sous l'angle d'un soutien collectif apporté à une entreprise commune qu'en recourant à la notion habituelle d'obéissance aux supérieurs ».

ran à la notion habituelle d'obéissance aux supérieurs ».

Dans un texte antérieur, la *Culpabilité organisée* (1945), Hannah Arendt se demande précisément « par quel ressort du cœur humain les gens ont pu se transformer en rouages de la machine à massacrer ». Son analyse la conduit à la fois à refuser l'explication par un « prétendu caractère national allemand » et à opposer le « bourgeois », qui se replie sur son existence privée, au « citoyen », qui s'intéresse à la vie publique.

Dans les *Ex-communistes* (1953), prolongeant sa réflexion sur le totalitarisme, l'auteur précise sa conception de l'action pour mieux démontrer la fausseté de la « doctrine de la justification des moyens par la fin », si profondément ancrée « dans toute notre tradition de pensée politique » : l'action humaine étant imprévisible par définition, nul ne saurait en dire par avance la fin. « C'est le propre de la pensée totalitaire », « de concevoir une fin des conflits », écrit-elle.

D'où la différence entre « agir politiquement », c'est-à-dire « dans et pour le présent », qui est une juste exigence, et « faire l'histoire », qui est une illusion et dangereuse prétention. D'où aussi le refus de croire, comme Hegel, que « rien ne peut se produire que ce qui existait déjà » — alors qu'avec le nazisme, rappelle Hannah Arendt, « nous avons affaire à quelque chose qu'on ne saurait expliquer en se référant à l'histoire, mais ce dans les pires périodes ». D'où, enfin, la nécessité de poser de nouvelles questions et d'offrir de nouvelles réponses devant l'irruption du réel, bref de « penser l'événement ».

A cet égard, on soulignera la réflexion persistante de l'auteur sur les limites de l'Etat-nation et sur l'idée du fédéralisme, aux Etats-Unis, au Proche-Orient et, bien sûr, en Europe. Une réflexion qui, parmi d'autres, rend son œuvre toujours actuelle.

THOMAS FERENCZI

★ PENSER L'ÉVÉNEMENT, de Hannah Arendt, sous la direction de Claude Habib, Belfort, 269 pages, 130 F.

★ ONTOLOGIE ET POLITIQUE, actes du colloque Hannah Arendt, Ed. Tierce, 279 pages, 145 F.

— Signalons aussi deux publications en livre de poche : *De message à la violence* (Presses-Pocket, coll. Agora) et *La Crise de la culture* (Gallimard, coll. Folio/Essais).

Les femmes et le nazisme

Les Mères-patries ou la moitié manquante de l'histoire du III^e Reich.

QUE faisaient-elles, Frida, Leni, Lotte et les autres tandis que leur pays se décomposait dans la pestilence nazie ? Qu'attendaient-elles, que craignaient-elles, que souffraient-elles, ces millions de femmes allemandes dont les noms et les visages semblent avoir basculé dans un trou de mémoire de l'Histoire ? Une historienne, enseignante à l'université américaine Duke, s'est efforcée de faire sortir de l'ombre cette cohorte de citoyennes oubliées. En écrivant les *Mères-patries du III^e Reich*, Claudia Koonz a tenté d'analyser le rôle des femmes dans l'Allemagne hitlérienne. De cette réflexion saisissante et fort documentée surgit le portrait détestable d'un nazisme ancillaire, dont certaines femmes firent un monde à l'écart du monde.

Derrière les yeux très bleus de Claudia Koonz se cache une « irrésistible » passion pour l'Histoire. Cette femme de quarante-huit ans, grandie dans les forêts profondes de l'Amérique conservatrice, compare son ardeur à celle des chercheurs d'or penchés sur leur tamis. De ses interminables balades à travers l'Allemagne, l'ancienne militante féministe a pourtant rapporté des trouvailles historiques plus précieuses que toutes les pépites. Ces papiers jaunis, ces témoignages entrecoupés paraissent avoir plus d'éclat que l'or pour l'historienne, qui en parle avec un enthousiasme extraordinaire. « J'ai trouvé, dit-elle, dans des sous-sols et dans des archives oubliées des sources que personne n'avait jamais découvertes ».

Et pour cause. Les dizaines d'historiens qui se sont livrés à l'exégèse du III^e Reich n'ont jamais déployé beaucoup de zèle pour mettre au jour ces documents passionnants, mais gênants. Les femmes, laissées-pour-compte d'une période maudite, constituaient jusqu'à ce jour la moitié manquante de l'histoire nazie, la partie morte d'un passé que l'Allemagne n'en finit pas d'explorer. Négligence, peut-être, malaise sûrement : un peuple dont les femmes participent à l'horreur collective semble sans doute plus profondément gangrené, qu'une communauté menacée par les seules folies gesticulatoires des hommes.

« Le national-socialisme est une affaire d'hommes »

« Les historiens, estime Claudia Koonz, ne se sont jamais occupés de ce aspect des choses, car cela leur permettait de penser qu'au moins 50 % de la population était restée bienveillante ». L'auteur ne retient pas cette hypothèse rassurante et préfère démasquer l'histoire de ces femmes respectables dont la vie s'est embourbée dans une haine ordinaire.

Les ménagères qui devaient sur l'indignité des personnes « racialement impures » entre leur corbeille à ouvrage et leurs fourneaux n'étaient pourtant pas associées aux décisions du pouvoir nazi. « Le national-socialisme est une affaire d'hommes, et nous, les femmes, nous ne serons que trop heureuses de nous retirer dès que notre Führer n'aura plus besoin de nous », déclarait une dirigeante nazie durant les années 30. Ces femmes, à qui la République de Weimar avait apporté le droit de vote et la possibilité de siéger au Reichstag, se trouveraient brusquement privées de toute considération politique, et même biologique. Leur cerveau n'était assurément pas bâti sur le même modèle que celui des hommes et la faiblesse de leur intellect se passait de commentaires...

Rédigées à soutenir le grand idéal démocratique de Hitler, les femmes devaient avant tout des générations chargées de mettre au monde les futurs soldats du III^e Reich. Ces travailleuses de

force, ces mères de famille appelées à servir le Führer de toute leur « joyeuse obéissance », permettaient en outre d'atténuer, par l'image de douceur et de charité qui était traditionnellement la leur, la violence réelle du régime.

Ces citoyennes de second rang préférèrent se réfugier dans un monde que l'auteur appelle : « la sphère distincte ». Un univers de femmes, gouverné par des femmes dont les dirigeants nazis faisaient si peu de cas qu'elles jouissaient d'une liberté surprenante. « Les femmes nazies, explique Claudia Koonz, n'ont jamais eu le pouvoir politique, mais elles ont disposé d'un pouvoir vers le bas, sur ceux qui étaient moins puissants qu'elles ». C'est-à-dire, bien sûr, juifs, handicapés ou opposants politiques, ne jouissaient pour leur part d'aucune forme de pouvoir. Les militantes nazies furent le bras séculier de leur exclusion, notamment par le biais des programmes de stérilisation forcée.

« Sexe et race intimement liés »

Le cloisonnement forcé qui caractérisait la politique nazie se trouve ainsi nettement mis en lumière. La ségrégation hommes-femmes se fit en parallèle de l'exclusion des juifs, dont on ne peut la dissocier. « Le modèle de société qui inspire la politique nazie est bâti sur une idéologie où sexe et race sont intimement liés », écrit Claudia Koonz. Gottfried Feder, idéologue nazi, ne déclarait-il pas : « Le juif nous a volé la femme. Il nous faut tuer le dragon pour qu'elle reprenne sa place sacrée de servante et de vierge » ?

Beaucoup plus qu'une promotion politique, la grande majorité de ces femmes recherchaient un engagement total, un idéal moral et presque métaphysique qui se fondait d'abord sur une véritable fascination pour Hitler. En participant ardemment à divers mouvements féminins, des milliers d'Allemandes eurent l'illusion de figurer au centre du dispositif nazi de création d'un « homme nouveau ». Elles pouvaient se flatter d'être les pierres angulaires de ce système dont Hitler disait : « Pourquoi socialiserions-nous les banques et les usines ? Nous socialisons les gens. N'essient-ils pas elles qui vont à l'éducation des futurs citoyens ? »

« J'ai éprouvé de grandes angoisses en écrivant ce livre », confie Claudia Koonz, « surtout lorsque je découvrais le fossé qui existe entre les bonnes intentions et les préjugés, cette capacité à couper en deux le monde, la morale, l'éthique ». Toutes les femmes, pourtant, ne se laissèrent pas prendre au piège de ce nazisme extatique.

L'ouvrage retrace l'histoire de celles qui ont payé de leur vie le courage d'avoir dit « non », de toutes celles qui bégayèrent des opposants, firent passer des frontières ou diffusèrent des tracts cachés dans les landings de leurs bébés. Le sort des femmes juives, enfin, qui ne parvenaient pas à croire qu'une nation puisse retourner les armes contre ses citoyens, est retracé de façon bouleversante.

De cette brillante étude, Claudia Koonz retire la certitude que les femmes du III^e Reich furent plus que des ombres, purement utilitaires. « Il existe aujourd'hui encore en Allemagne des féministes qui veulent voir les femmes nazies comme des victimes », affirme-t-elle. « Moi, je considère que c'est trop facile. Trop simple, en effet, ne fût-ce que par égard pour les vraies victimes ».

RAPHAËLE REROLLE

★ LES MÈRES-PATRIES DU III^e REICH, de Claudia Koonz, traduit de l'anglais (Etat-Royaume) par Marie-Laure Colson et Lorraine Genti, Les Éditions « Histoire », 554 p., 165 F.

● LE FEUILLETON DE BERTRAND POIROT-DELPECH

Violence du croyant

(Suite de la page 11.)

Selon une tradition que la droite française cultivera, de la défaite de 1870 jusqu'à nos jours, il savoura l'idée d'un cataclysme final par lequel Dieu va punir les crimes commis depuis 1793. Annoncer la colère céleste lui fouette le sang et la plume.

Bloy exalte la douleur comme un des ressorts de son style, et la violence comme moyen de forcer les impasses de la pensée. A cet égard, il restera l'exemple le plus forcé d'une échappatoire bien connue : crier pour se dispenser de raisonner. L'imprécation a sa faveur, la dénonciation des coupables, des ténés, mais aussi l'enthousiasme. Peu importe le contingent, l'actuel, le réel, puisqu'il vit pour l'immortalité, dans la réversibilité des mérites. L'idée fixe lui tient lieu de jugement, et l'apologétique de démonstration. Il s'est promis de convertir Bourget et Richelieu...

L s'estime différent des Baudelaire et des Lautréamont, en qui il voit de grands malades de la vie. Mais, au fond, son outrance morbide le rapproche d'eux, l'englobe dans cette génération de réprouvés pathétiques. L'essentiel de son tourment vient de ce que, à ses yeux, Dieu s'est imposé de rester spectateur de l'homme en lui donnant la liberté, cette liberté que célèbrent les leïques de la fin du siècle, et en quoi il voit une manière de supplice.

Bloy apporte une des preuves les plus orientées et déconcertantes de ce que style et pensée n'ont pas partie liée. Chez lui, le premier est luxuriant, et la seconde effrayante de rigidité. Son mot d'ordre est : il n'y a plus rien à savoir. Une certaine forme d'obscurantisme peut produire plus de lyrisme que la confiance dans les progrès besogneux du savoir.

Les contradictions du savoir donnent également plus de brio que bien des efforts de cohérence, selon une injustice qui préside souvent aux effets de l'art. La phrase de Bloy s'enfle de à-peu-près de sa pensée et de sa mauvaise foi. Il fustige d'autant mieux la désertion des sacrements qu'il en est resté éloigné pendant dix ans. Il déteste les « femmes honnêtes » et leur oppose la sainteté des prostituées, mais son épouse denoise à tout d'une femme de pasteur anglican. Il est hostile aux antisémites, mais il milite contre Dreyfus. Il prône la pure spiritualité, seule réalité vraie, mais il est dévoré de désirs physiques. Il excède le bourgeois et le riche, pour finir les deux à la fois...

Bloy se révolte au nom de Dieu, mais Maurice Bardeche observe justement que cette révolte devient impie en se retournant contre Dieu même. Communard avant la lettre par sa passion de justice immédiate pour les pauvres, il ne propose en définitive qu'une attente mystique. Et il n'a pas choisi entre un Dieu légendaire et un Dieu platonicien, entre la Révélation et l'utopie.

En somme, Bloy appartient à la grande famille des poètes égarés dans le domaine des idées ; à lire pour leur chant, non pour ce qu'ils essaient de signifier. A charge pour la postérité, pour les lecteurs influençables en particulier, de ne pas les prendre trop au sérieux, de ne retenir que leur cri.

Les mots, on l'oublie, servent aussi, sans trop faire penser, ou mal, à porter la passion, l'exaltation, la rage.

★ LÉON BLOY, de Maurice Bardeche, Table ronde, 412 p., 180 F.

● Le feuilleton de Bertrand Poirot-Delpech reprendra vendredi 1^{er} septembre.

• LETTRES ANGLAISES

Les préludes de Somerset Maugham

Somerset Maugham écrit *Liza* pendant qu'il était encore étudiant en médecine. Admirateur de la doctrine naturaliste et des œuvres de Maupassant, il voulait dépeindre les gens « qu'il rencontrait au service des consultations externes de l'hôpital ». Publié en 1937, ce roman était resté, jusqu'à présent, inédit en France.

Maugham y prouve son souci de vérité dans sa reconstruction de Vere Street, une rue des faubourgs londoniens, baignée d'une lumière lumineuse, où les femmes assises, le soir, au seuil des maisons de briques, discutent des mérites respectifs des sages-femmes locales, tandis que les hommes gagnent les cafés pour s'enivrer. Toute une humanité au bord de la misère, dont Maugham restitue, sur un ton direct, les gestes et le parler.

Une illusion d'éternité

En travaillant à l'usine, Liza assure la subsistance de sa mère qui, rompue de humilités, la tourmente par sa déresse scabreuse et les soins incessants qu'elle exige. Mais Liza supporte avec patience les récriminations maternelles ; même si elle éprouve, parfois, une révolte inquiète à l'idée du bonheur, elle tente de déjouer l'espérance de la résignation triste qui est la loi de son milieu.

Comme s'il voulait l'en dériver, Somerset Maugham donne à Liza une grâce sauvage, un entêtement radieux, une volonté d'indépendance qui la font trancher sur la ligne de la rue.

Il suffit qu'elle apparaisse dans l'éclat de son unique robe de fête pour déclencher autour

d'elle une émeute de plaisir : son allure de reine rebelle lui assure la domination de Vere Street.

Mais, au cours de ses rêveries, Liza aspire à quelques choses de plus vastes, à une illusion d'éternité au-delà des toits. L'amour qui l'entraîne vers Jim Blakeston, un voisin déjà marié, lui donne l'impression d'être « enveloppé le monde entier » ; il lui permet d'assouvir son désir de défi, d'exprimer son respect rayonnant à l'égard des « préjugés démodés de sa classe ». Somerset Maugham fait ainsi de Liza une héroïne moderne qui, dans son élan d'indépendance, tend à se débarrasser de son destin.

Mais l'ombre de la rue, qui ne supporte pas qu'on la déserte, la rattrape : alors qu'elle s'emballe la ronde des calamités, elle est battue, jusqu'à ce que mort s'ensuive, par la femme de Blakeston sur un bout de trottoir transformé en ring. Elle meurt d'avoir osé braver la respectabilité même du quartier.

Somerset Maugham reste fidèle à la règle de pédagogie morale du roman naturaliste, mais il évite de faire jouer les organes du sentimentalisme débridé.

Lorsque Liza perd conscience, il tamise autour d'elle, avec délicatesse, les cris et les voix, comme s'il disait lui-même adieu aux violences du verbe et s'essayait déjà à la musique feutrée de ses grands romans.

★ *LIZA*, de Somerset Maugham, 64. du Rocher, 145 p., 75 F.

— Le même éditeur reprend un autre roman de Somerset Maugham : *la Comédienne* (252 p., 95 F.).

J.-M. P.

Le linceul de Walter De La Mare

Des nouvelles et un roman pour dire l'incertitude des apparences, la présence de l'invisible et du mystère.

« **W**ALTER DE LA MARE (1873-1936) est un poète, explique *The Oxford Companion to English Literature*, et l'auteur de contes nombreux où se mêlent de façon exquise le rêve et la réalité, les fées, les gnomes et les humbles mortels... » Cette réputation de suavité n'est restée que trop longtemps à Walter De La Mare. La parution simultanée de son chef-d'œuvre, *Miniature ou les Mémoires de Miss M.*, et d'un second recueil de nouvelles, *Du fond de l'abîme* (il fait suite à *l'Amandier*, publié en 1987 par les éditions Ombres), devrait nous permettre de redécouvrir cet écrivain, qui, loin d'être le conteur un peu fade qu'on croit, sut voir et évoquer la marge d'ombre qui cerne chaque instant de la vie humaine et fit résonner dans son œuvre, comme le dit Mario Praz, « le bruit sourd et lointain de l'au-delà ».

Si Walter De La Mare mit le plus souvent en scène des enfants, c'est que son imagination, singulièrement proche de celle de l'enfance, avait préservé une certaine qualité d'innocence : la terreur et l'enchantement, l'extraordinaire acuité des sensations le prouvent, qui animent d'une vibration prolongée chacune des longues phrases. Et aussi le sens de l'invisible omniprésent dans l'œuvre, le pressentiment d'une menace embusquée derrière des appartenances incertaines, qui donne aux objets comme aux formes familières un aspect double, à la fois merveilleux et effrayant.

« Nous retrouvons, écrit Mario Praz dans sa préface, le même mélange de réalité ordinaire et d'imagination délirante qui nous fascine tant dans les drames étiologiques ». En fait, vue à travers le regard d'un enfant — comme dans *l'Amandier* où un petit garçon assiste à un drame qui pourrait sembler banal entre son père et sa mère, — la réalité n'est jamais ordinaire : composée



Walter De La Mare : « Je voyage toujours avec mon linceul ».

d'impressions fulgurantes qui se succèdent sans logique apparente, elle étale sans cesse toute explication globale, et même toute tentative de compréhension ; chaque plan de vision en suggère d'autres qui, indéfiniment, se chevauchent et glissent pour se perdre dans l'inconnu, dans les ténèbres.

Un commerce diabolique

La nouvelle *Le reclus* (*Du fond de l'abîme*) est centrée sur le visage insignifiant d'un vieil homme solitaire. Cependant, que se passe-t-il pour que cette apparence neutre se charge soudain d'un tel mystère ? Quel jeu d'ombre et de lumière l'a affecté au point qu'elle en vienne à suggérer un commerce diabolique, un bref voyage outre-tombe ? La frontière entre les mondes est ténue, comme est mince la séparation entre l'individu et son don-

ble ; ce double inquiétant surgit insensiblement sous le masque quotidien. Ce qui demeure à la fin des nouvelles, c'est le sens d'une énigme. Saura-t-on jamais si les formes qui viennent hanter le malade (*Du fond de l'abîme*) sont les fantômes remontés d'une enfance douloureuse, des monstres suggérés par la fièvre ou des êtres réels que l'effroi transforme en créatures de cauchemar ?

Il n'est pas surprenant que, tel Swift envoyant Gulliver dans un monde gigantesque, et donc étrange, Walter De La Mare ait choisi pour personnage principal une naine. Les proportions de l'univers, vues d'un peu plus bas, ont changé. Les herbes, les insectes, les papillons remplissent le champ visuel ; l'image est si intense qu'elle en paraît déformée.

On pense, écrit Mario Praz, à certains peintres fantastiques, Bosch en particulier, ou le victorien Richard Dadd, qui peignait

des êtres minuscules et féériques dans une nature surchargée. Le grotesque et le bizarre ne sont jamais éloignés. Cependant, une telle petitesse n'est-elle pas à l'image de celle des êtres dits normaux, lorsque, d'aventure, ils se mesurent à l'étendue du ciel, comme le fait Miss M. ? Et le sentiment d'insignifiance qu'elle éprouve n'a-t-il pas une résonance universelle ? « Je regardais autour de moi dans le silence, et au-delà, au-dessus de ma tête, l'univers de la nuit et de l'espace. Ma vie tout entière m'apparaissait aussi insignifiante que les menus bruissements d'une souris dans la paille ».

Ce va-et-vient entre l'infiniment grand et l'infiniment petit, entre l'évasion dans le rêve et le retour aux limites individuelles, est le mouvement même qu'accomplit l'esprit de Miss M. C'est pour cette raison, sans doute, que le roman, si riche soit-il en péripéties de tout genre, rend un son intense de mélancolie et de solitude.

Walter De La Mare appartenait à cette fin de siècle où occultisme et spiritualisme commencent un regain de vigueur et où tant d'écrivains s'entretenaient avec les spectres. « *Je voyage toujours avec mon linceul* », aurait-il répondu à un ami qui s'étonnait de le voir transporter une valise aussi grosse. C'est ce sens de l'invisible, du mystère et de la mort, qui ressort de sa prose poétique. Sy mèle, de façon inédite, une grande puissance d'émerveillement.

CHRISTINE JORDIS.

★ **MINIATURE OU LES MÉMOIRES DE MISS M.**, de Walter De La Mare, traduit de l'anglais par Christine Jordis et Florence Lévy-Paulon, préface de Mario Praz, Terrain Vague-Lostiel, 576 p., 160 F.

★ **DU FOND DE L'ABÎME**, de Walter De La Mare, nouvelles traduites par Dominique Berthod et Marianne Tond, Ombres, 246 p., 110 F.

• ARTS

En peignant, en écrivant

Degas, Fautrier, Hubert Robert et Poussin sont les héros de quelques biographies et éditions récentes.

DEGAS offre-t-il matière à biographie ? On pouvait penser qu'une vie si régie par le travail, si soumise à la discipline d'un maître d'œuvre, Pierre Cabanne ne l'a pas cru. S'aidant d'historiens, souvenirs, journaux, anecdotes et correspondances, il s'est attaqué au portrait du peintre et du collectionneur, de la peinture française. Son étude du peintre et du collectionneur évite les lieux communs et ne concède à la légende que ce qu'il faut pour ne pas trop décevoir ceux qui rient des bons mots de Degas à défaut de comprendre son œuvre. Car son œuvre est difficile, fille d'un talent appliqué, d'un labeur pénible et d'un esprit plus porté sur la satire que sur l'éloge.

Il faut, pour comprendre le peintre et le pastelliste, connaître la littérature « naturaliste » et le théâtre de son temps — sans oublier pour autant son amitié pour Mallarmé, son goût inattendu pour les toiles de Gauguin et son culte équivoque de Manet. De ces difficultés, Cabanne s'accommode avec bonheur et science. L'époque lui est familière et, soutenu par l'intelligence et le talent immense de son modèle, il a réussi là l'un de ses meilleurs livres.

Son *Fautrier*, paru simultanément, est moins substantiel, mais n'est-ce pas la faute du sujet ? Comparées à celles du maître des danseuses et modistes, la culture et la curiosité de l'abstrait font assez pauvre figure. Cabanne a beau écrire, dans un excès de générosité, que « *Fautrier rappelle Degas ou Léautaud* », on est

loin du compte. Il ne suffit pas d'avoir l'apparence de la sauvagerie et l'amitié de Paulhan pour être un génie, malheureusement. Reste un ouvrage d'initiation bien illustré et d'une lecture plaisante.

Tous les deux ou trois mois, les éditions Fayard publient un volume de sa série de vies de peintres. Le dernier a pour héros l'excellent Hubert Robert, paysagiste que l'on aurait tort de croire décoratif et futile, dessinateur parmi les plus grands d'un siècle qui en compta d'admirables, et personnage d'épisodes aventureux qui manquèrent lui être fatals.

Collectionneur pour le compte du roi

Jean de Cayeux tire le parti que l'on imagine des malheurs de Robert, arrêté sans raison par le Comité de salut public et sauvé par la banalité de son nom : on guillotina un homonyme malchanceux à sa place... D'autres chapitres sont moins romanesques, mais tout aussi instructifs car ils traitent de manière érudite du milieu des salons et de l'Académie et des activités du peintre promu ordonnateur de décors, conservateur et collectionneur pour le compte du roi et du Louvre. Il fit ainsi acheter un *Autoportrait* de Rembrandt à Londres et milita pour l'acquisition de deux Vermeer. On ne l'écoula pas, hélas ! Un tel homme méritait bien une étude qui lui rende justice.

Il est des peintres qui ont précédé leurs biographies et raconté eux-mêmes leur vie. Delacroix a

laissé un journal monumental et splendide qui rend tout commentaire vain. Poussin a procédé par lettres. Il a fait à son ami Chanteloup la confidence de ses pensées et de ses soucis. Sa correspondance, que l'on republie d'après l'édition d'Anthony Blunt de 1964, a tout d'un bavardage infini. Tout y passe : la politique pontificale et européenne, les guerres contre « le Turc », les scandales des alcôves romaines, les malheurs d'un peintre qui doit rassurer ses amateurs, promettre de satisfaire promptement leurs commandes, vérifier les emballages, surveiller les expéditions de Rome à Paris et refuser les visites importunes. Le grave Poussin — qui le croirait ? — se permet de temps à autre un calembour et ne néglige ni les potins ni les progrès de sa gloire.

Tout cela est très quotidien et fort anecdotique le plus souvent. Et puis, d'un coup, parce que le correspondant en vaut la peine, Poussin quitte le ton familier et se hausse jusqu'aux principes de son art. Il définit lors la peinture : « C'est une imitation faite avec lignes et couleurs en quelque superficie de tout ce qui voit dessous le Soleil, sa fin est la délectation ».

PHILIPPE DAGEN.

★ **MONSIEUR DEGAS**, de Pierre Cabanne, Latit, 392 p., 170 F.
★ **JEAN FAUTRIER**, de Pierre Cabanne, La Différence, 168 p., 157 F., 180 F.
★ **HUBERT ROBERT**, de Jean de Cayeux, Fayard, 436 p., 190 F.
★ **LETTRES ET PROPOS SUR L'ART**, de Nicolas Poussin, Hermann, 248 p., 96 F.

Les monstres ordinaires de Muriel Spark

Deux nouveaux livres de la romancière anglaise, et toujours la même impression d'étrangeté.

LE dernier roman de Muriel Spark ne modifiera pas la réputation que s'est acquise cet auteur dont les livres, après une période d'éclipse, sont régulièrement publiés en France (huit romans ont paru depuis 1983, date de publication d'*Intentions suspectes* (1), ainsi qu'un recueil de nouvelles, *Pan ! Pan ! Tu es morte* (2), et une biographie de Mary Shelley). Situé au confluent de la comédie de mœurs, du roman policier et du conte fantastique, écrits avec une économie d'effets que d'aucuns ont qualifiée de sécheresse, les romans de Muriel Spark ont un ton immédiatement reconnaissable.

« C'est un auteur qui n'a qu'un pied sur terre », a dit l'écrivain C.E. Snow lors de la parution de *The Comforters*, traduisant ainsi l'habileté de deux discours, l'un surréaliste et inquiétant, l'autre réaliste, et le passage insensible de l'un à l'autre. C'est que les personnages de Muriel Spark, affligés le plus souvent de quelque disgrâce physique, pathétiques à souhait, ont un don qui paraît lié à leur souffrance : celui de percevoir au centre des événements la trame de destins encore irrésolus.

La réalité va éventuellement se conformer à la fiction inventée par quelque personnage maléfique. Du léger décalage longtemps maintenu entre les deux plans naît cette impression d'étrangeté qu'inspire toujours la lecture des romans de Muriel Spark.

On retrouve dans *le Pisseur de copie*, à peu de chose près, ce schéma. Hector Bartlett, écrivain raté en mal de notoriété, va tenter, au moyen d'influences occultes, de supprimer M^{me} Haw-

kins, qui trouva pour lui cette appellation fatale : « le pisseur de copie ». Bien que le roman soit situé dans les années 50, l'étude du milieu littéraire n'a rien perdu de son actualité.

Le narratrice, M^{me} Hawkins, bénéficie d'une sorte d'immunité en raison de sa corpulence : « J'étais de dimensions massives, forte en muscles, le sein énorme, les hanches larges, de longues et lourdes jambes, un ventre balonné et un gros derrière ». En effet, sa taille énorme surprend et désarme ses adversaires potentiels, à moins que, les rassurant, elle ne les prédispose à la confiance. La victoire est souvent acquise à M^{me} Hawkins. Sa vision, distante, donc comique, est celle qui prévaut tout au long de l'histoire.

« La mère de Frankenstein »

Ainsi avons-nous le récit hilarant d'un banquet où les rites quotidiens, remis en question et perdant soudain tout sens, ressortent dans leur incongruité. Face à elle, Hector Bartlett, qui, en parasite, s'efforce de paraître ce qu'il n'est pas, se voit implacablement dénoncé : « *Hector Bartlett [...] vomissait la matière littéraire, l'urina, la suait, l'excrétait* ». Muriel Spark dit de ce personnage qu'elle le rencontre et est à supporter les effets de ses inventions. « A la véhémence qu'elle déploie, on la croit volontiers ; mais, ajoute-t-elle, « il y en a beaucoup comme lui ; j'espère qu'ils se reconnaîtront dans mon livre. Il s'agit d'un type universel, à vrai dire pathétique... Tout groupe humain sécrète ses parasites ».

Cette loi, elle en démontre encore une fois la vérité dans sa biographie de Mary Shelley, où, autour du groupe extraordinaire formé par Shelley, sa jeune femme Mary, qui s'enfuit avec lui à l'âge de dix-sept ans, et lord Byron, leur voisin en Suisse, elle met en scène un certain nombre de personnages secondaires, telle Claire Clairmont, demi-sœur de Mary Shelley, dont le rôle fut pour le moins ambigu. *Mary Shelley, la mère de Frankenstein* est la version révisée d'un ouvrage paru en 1951 sous le titre *Child of Light*.

Muriel Spark y fait preuve de sa volonté d'objectivité habituelle : elle ne hasarde aucune interprétation, n'expose pas les sentiments supposés des protagonistes, mais se contente de présenter les faits auxquels de nombreux extraits du journal de Mary servent de commentaires. Dans une seconde partie critique, elle analyse en trente pages magistrales le chef-d'œuvre qu'écrivit Mary Shelley à l'âge de dix-neuf ans, l'histoire du savant Frankenstein, que l'on confondra par la suite, de façon révélatrice, avec le monstre qu'il créa. Publié en 1818, ce roman marquait l'apogée et la fin du roman gothique, en même temps qu'il annonçait le roman scientifique illustré par H.G. Wells.

Ch. J.

★ **LE PISSEUR DE COPIE**, de Muriel Spark, traduit de l'anglais par Léo Dée, Fayard, 232 p., 96 F.
★ **MARY SHELLEY, LA MÈRE DE FRANKENSTEIN**, de Muriel Spark, traduit par Léo Dée, Fayard, 336 p., 130 F.

(1) Fayard, éditeur.
(2) Fayard, éditeur.

D'AUTRES MONDES - La chronique de Nicole Zand

Faisons les valises

★ **LE COUSIN BAZILIO**, d'Eça de Queiroz. Traduit du portugais par Lucette Petit. La Différence, 422 p., 149 F.

★ **LE LIT D'AURELIA**, d'Arnaldo Calveyra. Traduit de l'espagnol (Argentine) par Laure Bataillon et Alain Kervaz. Actes Sud, 150 p., 82 F.

★ **TROIS TRISTES TIGRES**, de Guillermo Cabrera Infante. Traduit du cubain par Albert Bensussan, avec la collaboration de l'auteur. Gallimard, coll. « L'Imaginaire », 464 p., 59 F.

★ **PROMENADES DANS BERLIN**, de Franz Hessel. Traduit de l'allemand par Jean-Michel Palmier. Presses universitaires de Grenoble, coll. « Débats d'un siècle », 260 p., 58 F.

★ **TABLEAUX DE VOYAGE** (Allemagne, Angleterre, Italie), de Henri Heine. Ed. L'Instant (diffusion Sodia), 266 p., 125 F.

★ **SODOME ET BERLIN**, d'Yvan Goll. Cécile (Strasbourg), 116 p., 89 F.

LES livres, c'est ce qui pèse le plus lourd dans les bagages. Alors, qu'emporter avec soi pour compléter les lectures qu'on s'est promis de faire en vacances, à côté de Proust, de la Divine Comédie ou de l'Exécution, de John Hersey ?... Voilà, pour clore la saison, non pas des fleurs ou des fruits, mais quelques livres d'auteurs qui méritent de ne pas être balayés, oubliés, avant que d'être, dans trop de cas, sciemment plannés.

Et même si vous ne partez pas, embourbez-vous dans les livres. Commencez par exemple ce voyage en zigzag par un port, une capitale, un auteur capital (« Un des plus grands de tous les temps », disait Jorge Luis Borges), un vrai roman : le *Cousin Bazilio* du Portugais José Maria Eça de Queiroz (Varzin 1845 - Paris 1900). La « passion coupable » de Luíza, une bourgeoise de Lisbonne, le temps d'un été torride et d'une absence du mari, pour l'amour de sa jeunesse, un cousin parti depuis longtemps au Brésil pour y faire fortune... Une Emma Bovary lisboïenne, à laquelle l'auteur ne s'identifie pas, mais qu'il observe avec une finesse, une précision d'antropologue, qu'il épèle dans son intimité, qu'il caricature comme pour mieux condamner cette petite-bourgeoise « futile, sentimentale, mal élevée, abrutie de romans, lyrique, au tempérament surexcité par l'oisiveté ».

Publié en 1878, le *Cousin Bazilio* est le second roman d'Eça de Queiroz, alors consul à Newcastle après deux années au consulat de La Havane. Violentement critiqué au Brésil par le grand Machado de Assis, qui reproche aux personnages d'être des « pantins », ce livre scanda-

loux remporte un grand succès auprès de lecteurs qui ne partagent pas forcément le décalé de l'auteur de « décrire les fausses interprétations et les fausses réalisations d'une société pourrie ».

Nourri de Flaubert, de Balzac, de Zola, l'auteur décrit de la façon la plus réaliste possible la bonne société portugaise de la fin du dix-neuvième siècle. Au point que nous avons le sentiment d'entrer, sans être vus, dans la maison où se love la jeune, belle et lascive Luíza en corset et jupon blancs, aux épaules blanches d'un moelleux arrondi, au cou tendu et lisse, « propre, gaie comme un pinson, amie du nid et des caresses du mâle. Un ange plein de dignité... Jusqu'à ce que survienne le tentateur, Bazilio, avec qui elle va enfin vivre les aventures qu'elle avait tant de fois lues dans les romans ».

On croirait que l'auteur se roule littéralement dans la lingerie et les dentelles soigneusement amidonnées de son héroïne, qu'il le hante, qu'il charge les voisins de l'espionner, les domestiques de l'humilier, qu'il le suit dans les rues de Lisbonne... Victime, comme le Padre Amaro (1), de sa faute, avec, pour toute épithète, le cynisme : « La vérité, c'est qu'elle n'était pas une maîtresse chic... » Requiescat in pace.

AUTRE femme, lectrice des catalogues des grands magasins La Pléide de Buenos-Aires, abandonnée, celle-là, par son fiancé le jour même de la noce, l'Argentine Aurelia Campodónico, qui a décidé, un jour, jeune encore, de « prendre la lit sans présenter le moindre signe de malice » et de ne plus se lever en attendant la vieillesse. « Elle avait senti qu'elle perdait ses dernières chances d'être une femme mariée, et comprit-elle que c'était la seule possibilité qu'elle avait de ne pas devenir un pilier de scandale comme ses sœurs ? » L'Argentine Amelido Calveyra, également auteur dramatique, qui vit en France depuis vingt ans, réussit à nous intriguer avec la fable d'Aurelia qui fit de son lit sa maison tout au long de trente-six années.

Simagrées ? Chantage ? Pour reconquérir l'amour d'un homme qu'elle avait perdu ? Nul ne peut répondre. Toujours est-il que, de son lit, Aurelia la laide devient la belle au teint de lys, la personne la plus importante du village, couvant parfois des œufs de poule, un passage obligé, un lieu de pèlerinage. Aurelia, fascinée par la mort, échappait parfois à l'immobilité à laquelle elle s'était astreinte en composant pour des défunts qu'elle ne connaissait pas des épitaphes inspirées des histoires de gau-



chos des feuilletons. En composant aussi sa propre épitaphe à l'issue d'une vie moins immobile qu'il n'y paraît... Troublante Aurelia !

PRENONS un peu l'air, après cette réclusion dans ces draps blancs d'un village argentin, et pour ne pas tenir compte des distances, revenons vers l'Europe et flâner dans une ville qui n'existe plus : Berlin d'avant 1929. Berlin, « cette ville qui est toujours en route, toujours en passe de devenir autre », et que parcourt en tous sens Franz Hessel, ce fervent flâneur qui s'avoue le fait de marcher lentement dans les rues, « J'essaye toujours des regards méprisants lorsque j'essaie de flâner parmi des gens affairés, nota-t-il. J'ai l'impression qu'on me prend pour un pickpocket ».

Pour vraiment flâner, il faut ne rien avoir de précis à faire, et c'est un plaisir intellectuel que de suivre notre flâneur, dont les promenades sont devenues des lieux abstraits dans une ville où seuls les noms des rues n'ont pas changé. Mais n'est-il pas aussi absurde de parler de la « rue Guillaume » ou de la « rue Frédéric » que de mettre une note en fin de page pour traduire l'« avenue des Tilius » ? Seul vraiment reconnaissable, le jardin zoologique, éloigné de la ville lors de sa création au milieu du dix-neuvième siècle.

Avec Franz Hessel, cet ami de Walter Benjamin, l'auteur d'*Enfance berlinoise* et de *Passages de Paris*, mieux vaut ne pas se presser, et le suivre à son rythme avec deux plans de Berlin - d'hier et

d'aujourd'hui - pour déchiffrer avec lui les énigmes de la ville et savourer la culture et les souvenirs de ce remarquable guide, jamais touriste, et qui n'est pas n'importe quel flâneur.

Dans sa solide préface, Jean-Michel Palmier rappelle, en effet, qu'il fut Franz Hessel : né à Stettin en 1890, venu à Paris en 1904, il habita à Montmartre, en face du Bateau-Lavoir, puis à Montparnasse. Lié depuis son arrivée à Paris avec Henri-Pierre Roché, il va être, dans la vie, le Jules de Jules et Jim se partageant Helen, partagé lui-même entre ses deux pays, ses deux villes, Paris et Berlin.

« Il vivait de Paris et de Berlin comme on vit des deux poudrons », écrit Ernst von Salomon. Cet homme déjà âgé restait, avec une indéfectible modestie, fidèle à son monde, qui était celui de la brune soyasse sur la Seine et celui des feuilles mortes des maronniers sur le Landwehrkanal. Une violente nostalgie lui faisait quitter Berlin pour Paris et une non moins violente nostalgie lui faisait regagner Berlin. « Excellent connaisseur de la littérature française, il traduisit, avec Benjamin, en 1927, l'œuvre de Proust en allemand, puis, refusant de croire à la victoire des nazis, il resta à Berlin, et, pour Rowohlt, commença la traduction des *Hommes de bonne volonté* ».

Lorsque la guerre éclata, il est interné, avec des milliers d'autres, au camp des Mille comme « citoyen ennemi ». Il meurt à Sanary en 1941, quelques mois après sa libération. Européen trop tôt, bilingue, bicultural, il laisse de nombreux romans écrits surtout jusqu'à l'avènement de Hitler. Un de ses derniers recueils d'essais, en 1933, s'intitule *Exhortation au plaisir*. Ses *Promenades dans Berlin*, par leur puissance d'évocation, sont une grande œuvre de nostalgie qui nous donne l'envie d'en savoir plus sur cet homme de bonne volonté.

Autres voyages pour amateurs d'Allemagne d'hier et d'aujourd'hui : les *Tableaux de voyages* (1834), de Henri Heine, autre Parisien oublié, et le roman à clés des années 30 du poète alsacien Yvan Goll : *Sodome et Berlin*.

ENFIN, le détour par La Havane devrait être obligatoire cette année. Grâce à Guillermo Cabrera Infante, dont le chef-d'œuvre, *Trois Tristes Tigres* (Prix du meilleur livre étranger 1970), vient d'être réédité, à prix honnête, dans la collection « L'Imaginaire », grâce aussi à Albert Bensussan, traducteur de ce livre « écrit en cubain, c'est-à-dire dans les divers dialectes espagnols que l'on parle à Cuba ».

(...) On y trouve cependant, comme un accent dominant, le parler des Havanais, et en particulier l'argot nocturne qui, comme dans toutes les grandes villes, tend à être une langue secrète ».

Lorsqu'il avait publié ce livre en espagnol en 1965, Guillermo Cabrera Infante (né en 1929), fondateur du supplément littéraire castriste *Lunes de Revolución*, attaché culturel en Belgique depuis 1962, venait de rompre avec le régime cubain avant de se fixer à Londres. Mais ce gros roman havanais qui chahute, qui syncope - tout comme *La Havane pour une infante défunte* (Seuil, 1984), - livre de mots, de films amnésiques, de coqs-à-l'âne, de ratures, de repentins et d'artifices de toutes sortes, loin de parler politique, se consacre à être une grande et folle fête du langage.

La Havane d'avant la révolution... Un monde trouble, pervers, moite et crépusculaire des derniers temps de la dictature de Batista, où se superposent les aventures de chasseurs ne sachant pas chasser, trois tristes tigres... qui sont quatre - l'écrivain, l'acteur, le photographe et le joueur de bongo, - et qui passent d'un night-club à un bar, à un hôtel, à un bordel, en parlant ou en chantant. Des pages blanches, des pages noires, des pages à lire en miroir, des touristes américains en goguette, des promeneurs habaneros, des parades. La mort de Troski, par exemple, racontée par différents écrivains cubains : José Martí, Lazama Lima, Virgilio Pinera, Alejo Carpentier, Nicolas Guillén (Édige pour Jacques Mornard avec chor de Jdanov, Blas Roca et Duclos) : « *Staline grand capitaine / Que Chango te protège / Et veille sur toi Yemeyá* ». Et la célébration d'Estrella qui chantait le boléro : « *une nuit, treize éternité, grosse grosse, sur bras pareils à des cuisses et aux cuisses comme deux troncs soutenant le châtea d'au de son corps* ». Sans oublier ce monstre grandiose qui répond, ou ne répond pas, au nom de Bustrofedon (transcription de « boustrophédon », écriture primitive dont les lignes allaient sans interruption de gauche à droite et de droite à gauche, comme les sillons d'un champ), toujours à « chasser des mots dans les dictionnaires » pour ses « *essais sémantiques* ».

Si vous aimez nager en plein délire, plongez. Avec délices. Vous en avez pour toutes les vacances.

(1) *Le Crime du Padre Amaro* (La Différence, 1986). Du même auteur : *Le Mandarin* (La Différence, 1986).

● La chronique de Nicole Zand reprendra vendredi 1^{er} septembre.

Le dédale de Salman Rushdie

(Suite de la page 11.)

Sur fond de chocs interethniques, de parasitisme et de délabrement moral, on retrouve alors l'atmosphère de certains films anglo-orientaux de ces derniers lustres, tel *My Beautiful Laundrette*, de Stephen Frears.

Il faudrait des pages pour démentir tous les personnages éphémères ou durables, rêvés ou réels, présents ou disparus, et majoritairement féminins, qui s'intercalent dans les aventures de Saladin et Gabriel. Tant de personnages que peu d'entre eux, à l'exception de nos deux « héros », atteignent une consistance ! Des femmes, par exemple, surgissent une espèce de profil collectif

plutôt que tel ou tel caractère bien dessiné : plus très jeune, lasse, vaguement intello, éventuellement juive ou débauchant un accent digne de la Portugaise de Claire Brécheret et guettée par le cancer. Ce mal paraît être l'une des obsessions de l'auteur, comme s'il voulait le conjurer à force de le coller à ses héroïnes.

Il arrive aussi qu'on se demande si la répétition, au-delà du procédé littéraire - finalement très traditionnel en Orient puis que très *Mille et Une Nuits* - n'est pas involontaire, comme lorsque nous est narrée à quelques chapitres de distance (page 38 et page 232) la même anecdote sur l'aga khan rassurant ses fidèles à

propos du champagne qu'il doit absorber en compagnie des Occidentaux : l'alcool se transforme en eau à l'approche des lèvres sacrées du guide des chiites ismaéliens...

Moon ou Mahomet ?

De fil en aiguille, nous voici à l'islam. Des trois « i » autour desquels tourne le livre : Inde, immigration, islam, le dernier est sans conteste le moins étayé, même s'il constitue le principal piment du texte en raison de l'extrême sensibilité acquise par ce thème depuis la volémique réapparition d'un islam politique à projet universel, à la fin des années 70.

La figure de Mahomet, par faite à tous égards aux yeux des musulmans, bien qu'il ne fût pas seulement Messager d'Allah mais aussi chef de guerre et homme d'Etat, se retrouve-t-elle vraiment dans Mahound - dont le nom est accolé une seule fois (page 435) à celui du prophète de l'islam, - homme d'affaires arriviste, promoteur d'une nouvelle religion mondiale ?

A première vue, on penserait plutôt à Moon... Fuis les coïncidences mohamédiennes s'accumulent (l'archange Gabriel, le puits Zemzem, les heures, les djinns, la Pierre noire, la fuite, le séral bien fourni, etc.), pouvant expliquer la peine de musulmans à la fois simples comme ces pêcheurs et ces poissonniers pakistanais que nous voyons pleurer à chaudes larmes à Karachi, au printemps dernier, sur la foi de quelques passages du livre traduits en ourdou par la revue prosaïque *Takbir* (le Monde du 8 juillet).

Mais comment ne pas se gêner de voir que pas un érudit musulman ne se soit levé ailleurs que dans les édicules en ville pour énumérer à l'intention de ses coreligionnaires analphabètes (70 % d'un milliard de croyants) ce qui retire sa crédibilité historique au

« prophète » rushdien, du reste personnage de réverbération ou de film raté dans les *Versets sataniques* ? Mahomet n'est pas mort à soixante-cinq ans mais entre cinquante-deux et soixante-deux ans ; il ne resta pas un quart de siècle en exil mais seulement une décennie ; une Égyptienne nommée Marié ne fut pas l'une de ses épouses mais seulement sa concubine esclave, et sa femme préférée, Aïcha, ne fut pas impératrice ; aucun compagnon du Prophète ne s'appela Abou Simbel, etc. La Mecque et le Coran ne sont pas, en outre, explicitement cités. Quant au film *Mahound*, imaginé par l'acteur indien, « il se heurta à tous les écueils religieux inimaginables » avant de « sombrer sans laisser de traces ». La prédication mahométane a tout de même eu plus de succès.

Et le fameux chapitre « érotique » sur les femmes du « prophète » se prostituant, qui a tant scandalisé ou excité les esprits ? Il aurait suffi d'expliquer que les pensionnaires de la maison close du roman ne sont que des professionnelles imitant, pour satisfaire leurs clients névrosés, les conjoints du fameux Mahound. Après Kateb Yacine ou Céline, on verra là en plein dans le Genet du *Balcon*.

« Le droit au blasphème »

Mahound est donc bien un personnage de fiction qui présente pas mal de traits communs avec le fondateur de l'islam, mais il n'est pas, il ne peut pas être le Prophète. Ceux qui en douteraient n'auraient qu'à se reporter à la scrupuleuse biographie de Maxime Rodinson, *Mahomet* (5), interdite aussi, il est vrai, dans la plupart des États musulmans. Des œuvres de fiction anciennes comme *Mahomet* ou le *fanatisme*, de Voltaire, ou *Gambara*, brève « étude philosophique » de Balzac, donnent des portraits romancés du Prophète, appelé par son nom et auquel elles

ne ménagent pas les avanies. Selon Voltaire, Mahomet a fait de Dieu « l'adorable instrument de ses affreux desseins ». Tandis que Balzac dessine franchement un Mahomet « faux prophète (...), épileptique enragé de plaisir (...), tournant ses fautes et ses malheurs en triomphes ». Candide ou la Comédie humaine (dont fait partie *Gambara*) n'en figurent pas moins parmi les titres diffusés de longue date dans l'aire islamique.

A propos des *Versets sataniques*, on a invoqué en Occident « le droit au blasphème » - qui n'est d'ailleurs nulle part entièrement respecté, y compris en France - au moins dans les livres que personne n'est contraint de lire. On aurait pu se réjouir d'un plus d'insistance au simple droit à l'invention romanesque, et surtout à l'inspiration puisée dans le domaine public, auquel, qu'on le veuille ou non, appartient Mahomet. C'est ce qu'a fait, de très subtile manière, le jeune chafii islamiste sénégalais Ahmed Khilifa Nyasse « en [sa] qualité de théologien et de descendant de Mahomet », en proclamant (*Le Monde* daté 9-10 avril) que ceux des musulmans qui ont reconnu le Prophète dans Mahound doivent s'en repentir car cela prouve qu'ils n'avaient pas une très noble idée de Mahomet...

J.-P. PERONCEL-HUGOT.

★ **LES VERSSETS SATANISQUES**, de Salman Rushdie, traduit de l'anglais par Alcega Nader (pseudonyme utilisé par Rushdie quand il fut inquérit par la Sorbonne), Christian Bourgois, 288 p., 150 F.

Cet ouvrage est édité avec « le soutien du ministère de la culture et de la communication » et « l'appui amical » de vingt et un éditeurs français (*Le Monde* du 19 juillet). Bourgois publie en même temps un petit livre intitulé *A propos des Versets sataniques* contenant quinze articles de la presse française et anglo-saxonne consacrés à l'œuvre de Rushdie.

(5) Disponible en poche (Seuil) collection « Points ».

La littérature menacée

(Suite de la page 11.)

La littérature est un jeu : le jeu de la pensée libre et des livres significatifs, que lui dénie les tenants de l'utilité marchande ; mais ce jeu n'est possible que sur le fond d'un sentiment tragique de l'existence que masquent les satisfactions hâtives et frustes de la consommation de masse. Quelle place restera-t-il bientôt pour la littérature, divertissement obsole et archaïque que dévalent les formes modernes de l'assouvissement médiatique, dans l'espace fracassant et vide du « tout-culturel » et le déferlement de l'audiovisuel ? Quel chemin pourra-t-elle se frayer dans l'univers trépidant, morne et morcelé de la banlieue généralisée et si, dans la fébrilité de l'information et la futilité du divertissement, se perd jusqu'au nom d'œuvre ?

On continuera sans doute d'écrire des livres, on peut cependant douter des chances de survie de la littérature, douter du sens que conserveront l'entreprise littéraire et la consécration d'une vie à l'œuvre, face à ces modèles d'accomplissement social que sont

la réussite et les succès d'un joueur de tennis heureux, d'un battant, d'un gagnant.

Les régimes totalitaires et l'importance du livre

Tel n'est pourtant pas le temps de l'œuvre, telle n'est pas l'âme à laquelle se mesure sa grandeur. Que l'on considère un instant la foule des auteurs, ces vies ordinaires, ces vies anonymes toutes égales, toutes pareilles, plongées dans les plis d'un temps qui est le temps de tout le monde, temps perdu sauf dans le moment de l'œuvre, dans ce moment du temps qui fait exception au temps : le temps retrouvé, espoir de l'œuvre aussitôt repertorié.

Balzac endetté, Jouhandeau professeur de quatrième, Céline en pantalons crasseux, Léautaud parmi ses chats, Flaubert cherchant à trouver du regard la sempiternelle brume du fleuve sous ses fenêtres ; pères de famille sans gloire, commis d'assurances, cili-bataires rapés, quelle figure

aujourd'hui feraient à la télévision ces ombres en paletot ?

Heureusement, me dira-t-on, les innams, prêtres et muftis sont là ! Aucune chance qu'ils oublient la gravité de la littérature et la responsabilité de l'écrivain. Comme le rappelle déjà Italo Calvino, il n'y a que les régimes totalitaires qui accordent aux livres l'importance qu'ils méritent - s'il le faut en les livrant aux flammes - dans leur acharnement contre le jeu à la fois grave et gratuit de l'invention, de l'imagination, de l'irrespect et de la pensée libre.

Faut-il choisir ? Triste choix, vraiment, et triste monde que celui où régnerait le partage entre les pays où l'on n'a pas envie de lire et ceux où l'on n'a pas le droit de le faire. Cette perspective n'est-elle pas trop accablante pour qu'on accepte que l'Europe, en s'enfermant dans des polémiques suicidaires, et en oubliant l'exigence native, européenne, de la littérature se hâte d'en précipiter le déclin ?

DANIELLE SALLENAYE.

FESTIVAL D'AVIGNON

Une moisson

مكتبة الناصر

FESTIVAL D'AVIGNON

Voici venu, avec la dernière semaine du Festival, le temps de la danse — les jeunes compagnies choisies par Daniel Larrieu, — et voici l'occasion, rare, de voir Octobre, d'Eisenstein, sur un très grand écran, dans la Cour d'honneur, espace à sa mesure. Les images de la révolution d'Octobre et les fantômes de notre Révolution : une exposition de têtes. Têtes à cliques, têtes à âmes. Humant le parfum parfois saumâtre de ses souvenirs, Jérôme Deschamps va en quête de ses personnages.



« Octobre », d'Eisenstein

Le cheval et le paon

Voici le seul film du Festival, mais il est d'Eisenstein. Il a été projeté par nuits de mistral, dans la cour d'honneur. C'était bien le moins.

« Les mitrailleses gouvernementales arrosèrent de plomb les « mutants » à l'angle des rues Sadovaya et Nevsky. »
« En tant, dégringolant les vitres des palais appartenant, en crise, les gens couraient se réfugier sous des portes cochères, dans les ruelles voisines. »
« Le sang coula sur l'asphalte, mêlé à la poussière et aux épluchures des graines de tournesol. »
« 3-5 juillet »
« Jour où les masses populaires n'ont pu contenir leur colère. »

Ces lignes sont de Sergueï Mikhaïlovitch Eisenstein, elles figurent dans la première version de son scénario du film Octobre. Eisenstein écrivait ainsi ses scénarios plutôt comme des poèmes. Les dates des 3 et 5 juillet sont, en fait, pour nous, celles des manifestations de rue, à Petrograd, des 16 et 17 juillet. Eisenstein respecta ici le compte de l'ancien calendrier russe, qui « retardait » de treize jours. Eisenstein avait assisté personnellement à ce mitraillement de la foule, il avait alors dix-neuf ans, il ébauchait des décors et des costumes pour des spectacles de comédie d'art.

Bouleversant

Il s'agit d'une version de 2800 mètres, un état original que nous ne connaissons pas, le film projeté en France jusqu'ici n'excédait que de peu 2200 mètres. Et la projection de ce film muet était accompagnée de la musique originale qu'avait écrite le compositeur Edmund Meisel.

Meisel avait déjà composé la musique du *Cuirassé Potemkine*. Non seulement cette musique avait eu l'agrément d'Eisenstein, et du public, mais il semble qu'elle ait compté pour

beaucoup dans la beauté du film. Il se peut qu'il n'ait pas été de même de la partition d'Octobre. Rien ne prouve qu'elle accompagne les projections d'Octobre en Union soviétique. Plus tard, c'est une musique de Chostakovitch, qui ne fut pas composée dans ce but, qui accompagna le film. Mais Meisel dirigea lui-même sa partition pendant la présentation du film à Berlin, en avril 1928. Nous aussi, qu'Edmund Meisel compose la musique d'un autre monument du cinéma soviétique, le *Train mongol* d'Ilya Tranberg, tourné deux ans après Octobre.

Le public du Festival a donc revu les séquences célèbres, celle des longs chevaux de l'innocence et du cheval blanc sur le pont qui relie le centre de Petrograd aux quartiers ouvriers comme l'île Vassilievski, et celle du paon d'or et d'émail qui fait le beau pendant que Kerenki attend derrière une porte du Palais d'hiver, et celle de Kerenki filant dans la voiture de l'ambassadeur américain, et celle de Léline débarquant à la gare de Finlande sous la danse des projecteurs.

Chef-d'œuvre, film d'un montage tantôt incroyablement « esthète », tantôt super-intellectuel, tantôt explicatif et militant, tantôt purement lyrique, film en tout cas qui n'a cessé de stimuler les cerveaux des philosophes et l'émotion des spectateurs : l'art du cinéma a fait des pas de géants, depuis 1927, depuis le tournage et le montage d'Octobre, des pas de géant vers l'avant, mais aussi vers l'arrière.

Jérôme Deschamps sur la troisième voie

Jérôme Deschamps, star du rire, après le triomphe de son *Lapin chasseur à Chaillos* (qui sera repris en septembre et où l'on retrouve son humour aburi, ses glissements au bord du vide, et quelques-uns de ses comédiens-clowns habituels, entourés de nouveaux venus bien accordez) a fait une apparition au Festival. Il n'est pas allé voir les spectacles de ses camarades, il a rendu visite au directeur Alain Crombeque, pour discuter d'un projet qui devrait se réaliser en janvier prochain : le « studio ».

« Nous ne voulons pas entrer dans le créneau centre dramatique. A partir de là est venue l'idée du studio, qui repose sur une idée simple : l'important n'est pas la diffusion d'un spectacle, c'est sa fabrication. Depuis des années, on mélange les deux. Le système est dicté par la mentalité française : si l'Etat n'impose pas, rien ne se passe. La mise en place du studio n'a rien à voir avec Avignon, j'avais seulement envie d'en parler avec Crombeque, avec qui je me sens en complicité. »

« Je vis de ce genre de complicité avec mes comédiens, donc j'y crois très fort. Dire « Je veux faire une troupe » est déjà dangereux, parce qu'on pense en termes administratifs, et que le reste, l'essentiel, arrive si ça peut, donc il y a de bonnes chances pour que rien n'arrive. »

« A vrai dire, Avignon, je ne m'y sens pas très bien, à cause de ce qui se passe à côté des spectacles. Cette grande foire m'angoisse, la frontière

si floue entre l'amateurisme et le professionnalisme. C'est le festival de la confusion. J'y ai joué les *Blouses*, et une première version de la *Veillée*, résultat de trois semaines de stage — je n'aime pas ce mot. Une des raisons de la *Veillée* était de dénoncer la manipulation de gens qui cherchent à se servir de quelque chose et à qui on fait croire qu'ils font du théâtre, du jazz, de la photo. On paie des types pour leur faire croire qu'ils sont des artistes. C'est quelque chose que je n'admets pas. »

« Avant la *Veillée*, je suis venu au Festival avec Antoine Vitez, on donnait un « M » de Xavier Pommery dans le « off ». Et la première fois, avec Daniel Mesguich. Nous sommes du conservatoire. Nous avons joué sa première mise en scène sur le Châtelet, d'après Kafka. Nous avons joué à Champfleury, et le soir, nous endossons les costumes encore trempés de la sueur de la veille. A faire du théâtre dans ces conditions, on se dégrade, on est avili, on perd toute dignité, ça me fait mal. Je me suis juré que plus jamais... »

« J'aime les conduites artistiques qui ne mettent pas en avant les institutions, ni les pseudo-professionnels subventionnés par la mauvaise conscience de l'Etat. On peut imaginer une troisième voie, où les gens recouvrent les moyens de travailler selon leur rythme. Le cas de Peter Brook est exemplaire, on d'une autre façon celui d'Ariane Mnouchkine avec le Théâtre du Soleil. »

Propos recueillis par COLETTE GODARD.

« Léonce et Léna », de Büchner

Un petit frère de Musset

« Monsieur, je vous plains, quand vous saluez, vos jambes sont deux superbes parenthèses... Quelle tristesse ! Ne pas pouvoir sauter d'un clocher sans se casser le cou ! Ne pas pouvoir avaler quatre livres de cerises avec les noyaux sans attraper mal au ventre ! »

Vous avez reconnu ? La voix ? — Oui, bien sûr ! Alfred de Musset ! — Non, erreur. C'est Georg Büchner.

Oui, Büchner, l'auteur de *Woyzeck*, de la nouvelle *Lenz*, deux œuvres d'un désarroi glacial, a écrit, l'été 1836, juste après la *Mort de Danton*, une pièce si l'on peut dire légère, une comédie bizarre, *Léonce et Léna*. Et non seulement Büchner enregistra (curieusement, gémement) pas mal de détails, comme les « parenthèses » à Alfred de Musset — surtout à *Fantasio* et aux *Caprices de Marianne* — non seulement il donne à l'une de ses protagonistes le prénom de Rosetta, rappel de Rosette d'On ne badine pas avec l'amour, mais surtout il prend le ton, le timbre, de Musset, cette alliance de désinvolture, de chandisme, de déclamation travestie. Il y a dans *Léonce et Léna* des scènes entières entre un jeune prince, Léonce, et un compagnon peu avouable, Valerio, vous croirez entendre *Fantasio* et *Spark*

disant des bêtises au petit bonheur à la terrasse d'un auberge.

Mais la comédie de Büchner est plus grincante que *Fantasio*, et elle a des « ténors » amers, philosophiques, politiques ou tout au moins d'une morale civique, sociale. Et Büchner joue aussi avec l'imaginaire et le contre-imaginaire de la scène. *Léonce et Léna* est une œuvre d'une rare beauté, d'une rare dimension. Musset est un romantique gentil enfant du siècle, qui souffre beaucoup, tandis que Büchner est un visionnaire, un métaphysique, un déchiré, mort à vingt-trois ans.

Jacques Lassalle a présenté à Villeneuve-lès-Avignon *Léonce et Léna*, mis en scène par lui, et joué par ses élèves de l'école d'art dramatique de Strasbourg. Ce n'est pas la première fois que Jacques Lassalle montre ses élèves de Strasbourg. Cette fois, leur Büchner est raté, mais la faute en revient sûrement à Jacques Lassalle, qui a conduit la mise en scène avec une lenteur, un parti pris de ténacité, de tristesse, de lourdeur inexplicables. Il y a, tout de même, deux garçons, Jean-François Svidler et Laurent Marzoni, qui ont une présence, des dons exceptionnels, et déjà une pratique sérieuse. M. C.

Dans la Chartreuse de Villeneuve-lès-Avignon

Une moisson de têtes

Une manière singulière de célébrer la Révolution. Mais les artistes ont pris leur liberté avec la Terreur.

Si le thème choisi par Bernard Lamarche-Vadel avait été rigoureusement traité, les visiteurs de la Chartreuse de Villeneuve-lès-Avignon auraient en la surprise de parcourir de jardin en cloître et de chapelle en cellule, un itinéraire de « têtes coupées ». Mais les artistes invités à célébrer de cette façon les victimes anonymes de la Terreur ont rempli leur contrat avec une certaine indépendance. D'où cette exposition de « têtes », simplement, qui ne sont pas toutes dans le même panier. Seul Baselitz, pour qui les têtes à l'envers ne sont pas un sujet nouveau, en présente une série savante, têtes saines à l'instant de leur chute, peintes dans une matière burlante, volontairement grossière, qui chahute la sérénité de la chapelle de l'Annonciation.

Les autres œuvres mènent un jeu à peu près égal avec la chartreuse. L'architecture les intègre, les adoucit de ses baltes et de ses méditations, tout en les renvoyant bien au spectateur. D'ailleurs, les œuvres qui démontrent le mieux dans l'espace spirituel de cette crocotte sont manifestement celles qui jonglent avec la mémoire des musées, comme les grands tableaux de Garouste qui charrient tumultueusement leurs

références, les complexes images politiques qu'il faut décrypter avec attention, les tableaux blancs où Sanejouand a tracé des formes de masques dans les ondolements d'un plateau noir, ou les sculptures de Pissarro, dont la puissance de formes, dans un fer rugueux, rappelle Rodin.

L'accord le plus raffiné est réalisé avec la sculpture de Paladino, une tête de mannequin métaphysique, posée à même le sol de la chapelle comme un caillou échoué d'un rêve, ou avec ces deux rones de char sur l'essieu desquelles il a disposé des têtes réduites, difformes. L'objet, placé dans une cellule où gisent des chapiteaux et des fragments d'ogives gothiques, apporte un parfum d'Etrurie ou de Crète.

Dietman a conçu spécialement ses interventions en fonction des lieux. Sa fantaisie, son goût des calembours s'exercent sur la tête de mort qu'il couronne d'une robe blanche ou qu'il plume de rubans en coquette maitresse à la Goya.

Quant à Jean-Luc Parant, fidèle pèrissier de boules d'argile, il en a accumulé tout près du mur effondré de l'église de la Chartreuse. Elles forment là comme une réserve de projectiles pour une artillerie médiévale. Des têtes ? Pourquoi pas ! Anonymes ? A coup sûr.

JEAN-JACQUES LERRANT.

* « Des têtes », exposition pour le Bicentenaire de la Révolution française, à la Chartreuse, jusqu'au 16 août.

« Grenadier Weaver » de Roc in Lichen

Araignées

Le tronc de Roc in Lichen, c'est la varappe. Bruno Dizia et Laura de Nercy ont choisi la danse verticale. Il y a deux ans, ils avaient présenté une pièce assez étonnante, qui se déroulait dans une salle de bains vue d'en haut : la baignoire, le lavabo, tous les accessoires étaient disposés sur le mur du fond, où nos danseurs évoluaient comme des araignées.

Cette fois, ils dressent dans la cour du cloître des Carmes ce qu'ils appellent des « miroirs ». Au bout d'un haut, il se trouve des miroirs, hauts pameux de lattes noires, pontées d'excoriations pas plus grosses que des pommes, où s'accrochent les mains et les pieds des trois danseurs (Laura de Nercy, Hela Fatoumi et Eric Lamoureux).

Il y a quelques belles images : quand ils grimpent en zigzag, tournant le corps de profil, quand ils se dressent en haut de leurs murs et se livrent à d'étranges acrobaties, quand les films s'immobilisent en grand écart vertical, ou encore lorsque le danseur cloche sa partenaire au mur, tête en bas. Malheureusement, ils prétendent aussi danser au sol, point-être pour ne pas se lasser : ce qui est bien pour les jeunes et imiter le bruit du vent, leur chorégraphie est très pauvre. On a hâte qu'ils regroupent, ils ont davantage d'élégance et d'aisance et d'aisance dans la dimension verticale. Au bout d'une heure, ils ont enfin l'idée de grimper à deux sur le même mur. On espère quelque nouveauté, mais non, ça tourne court. De son tronc, Roc in Lichen ne sait pas faire un style.

S. de N.

MODE

La couture de l'hiver 89-90

Le corps selon Yves Saint Laurent

Le public a applaudi debout Yves Saint Laurent, rendant hommage à celui qui est apparu, une nouvelle fois, comme le plus grand. Mercredi 26 juillet, il présentait sa collection.

« Cette collection est complètement différente. J'aspire que les gens la verront. Sinon, c'est comme d'habitude. » En coulisses, on se boucle, on se bat presque pour approcher le maître. Il n'a d'yeux que pour cette robe en mousseline satinée rose. Un usage au milieu de la foule. Comme s'il avait peur qu'on la déchire. Deux minutes plus tôt, Yves Saint Laurent écartait un photographe prêt à égarer la traîne de sa mariée d'un amoureux un peu inquiet, pressé de fuir. Son hiver ? Cent huit modèles offerts comme une extraordinaire leçon de coupe avec toute l'humilité que mérite la perfection : « Ensemble de jour, manteau d'après-midi, robe de jour, robe de nuit, boléro et jupe de velours noir, blouse de mousseline blanche. » On touche le point extrême, de l'ordre, du trait sur la page, de la note juste.

Pas de décor, rien ne débordait. Une nouvelle fois, le corps semble être par ses os, ces pantalons de serge ou de whipcord, ces vestes

caracoles enchaînant même les boutons, tant les bords se tiennent droits, face à face pour toujours. On dirait des toiles, à l'instant précis, où dans l'atelier, le croquis devient forme. « J'ai commencé avec plus de fantaisie », dit Yves Saint Laurent : « On apprend à se faire... » Il enlève tout pour apporter entre chose, les bottes de brocart, le caban de lainage amarante, les feutres bordés de renard, les étoles de satin jetées aussi négligemment qu'un châle sur un ensemble de jour. Et puis, cette nouvelle aisance : il y a peu de tailleurs, tout semble partir de l'idée du blouson, de cette ampleur qui vient se froncer, s'écraser sur les hanches, donnant à une robe de velours ou de daim bronze et marquée la souplesse d'un grand pull qu'on enfille avec, pour tout accessoire, deux gros bracelets en bois ou un gilet doré retenu par un lien de cuir.

Il y a le soir, avec son rituel qu'on chahute, smoking de grain de pouivre plus galbé, escarpins à talon boules en strass, ceux qui fit un jour Roger Vivier pour Jeanne Dietrich. Restent ces flots intenses, courts drapés en satin vert menthe, bleu turquoise et la douce violence des mélanges : bleu, rouge, or, turquoise, les brocards s'affrontent, crépitent, la mousseline s'enflamme, prend des reflets de velours, violet, rose, mauve.

Quelque chose se prépare et c'est la nuit : ces robes, ces tailleurs sculptés, boutonnés de cristal, de cabochons multicolores et dont les cols s'ouvrent en corolle, se dressent en crêtes. Les basques se soulèvent, le tissu gonfle, culmine en immenses toques de gaze drapées, en turbans de brocart. Il est là comme on retient son souffle, immobile. Yves Saint Laurent revient au plus intime des spectacles, celui de la construction, du volume. Mais rien n'est figé, rien n'entrave le mouvement des jambes, des mains qui se posent, l'allure Saint Laurent à laquelle nulle matière ne résiste.

Le voici qui tourne autour du corps, gardien de ses secrets, l'émouline, le déroule, fait onduler les décolletés, les creuses. Et c'est cet art de la limite, cette façon de jouer avec le feu qui le rend si émouvant, sa perfection de la mesure, de l'ennui. Il y a toujours un léger danger qui plane au-dessus de ces femmes trop belles, dans l'exercice d'une jupe à la fois boutonnée et fendue, la provocation d'un énorme sautoir en faux diamants. Insolente ou pure, comme un Botticelli. La mousseline frémit, s'envole : sur l'air de l'Agnes Dei chanté par Barbara Hendricks, une mariée en six couleurs avance, les mains en croix.

LAURENCE BENAMI.

« services »

Économie

Le Monde • Vendredi 28 juillet 1989 21

SOMMAIRE

■ A l'exemple de Philip Morris, les grands producteurs continuent de parier sur le tabac (lire ci-dessous).

■ Paribas accorde à une entreprise privée mexicaine un prêt gagé sur le cours du cuivre (lire ci-dessous).

■ Les industriels français se désengagent de l'Afrique, reportant leurs investissements vers les pays à forte croissance (lire ci-contre).

■ Le Congrès américain étudie la possibilité d'alourdir la fiscalité sur les investissements

des entreprises étrangères (lire page 23).

■ La mise en place du dispositif de crédit-formation pour les adultes se heurte à une certaine hostilité de la part des partenaires sociaux (lire page 22).

En utilisant une méthode de garantie particulière

Paribas accorde un prêt de 210 millions de dollars à une firme privée mexicaine

La banque new-yorkaise de la banque Paribas a annoncé le 26 juillet l'octroi d'un prêt sur trois ans de 210 millions de dollars (1,32 milliard de francs) à la firme mexicaine de Cobre (Mexicobro), une des plus grandes sociétés privées du Mexique, spécialisée dans l'extraction minière (cuivre, argent, or, zinc, plomb). Cette opération a reçu le concours d'un pool bancaire qui comprend, outre Paribas, General Bank, Indosuez, Belgarda, Norderland, Middestandbank (NMB), French American Banking Corp et Creditanstalt.

Pour la première fois depuis 1982, des banques commerciales étrangères vont ainsi alimenter en devise forte un opérateur privé mexicain. Pour l'occasion, Paribas a eu recours à une méthode inhabituelle : le swap sur le prix d'une matière première - inaugurée depuis deux ans sur les marchés pétroliers. Ce mécanisme qui, selon ses promoteurs, élimine tout risque réel, se décompose en plusieurs étapes.

Dans un premier temps, Mexicobro va recevoir immédiatement la totalité du prêt bancaire. En contrepartie, elle s'engage à livrer pendant trois ans quelque 4 000 tonnes de cuivre par mois à la Sogem, une filiale de la Société générale de Belgique. Le prix du cuivre retenu pour cette transaction, compte tenu d'une moyenne récente des cours au London Metal Exchange, a été fixé à 90,3 cents la livre. Mais les fluctuations des prix du métal rouge sont incompatibles avec cette notion de stabilité contractuelle à long terme.

Le swap imaginé par Paribas consiste en réalité en un jeu de compensation. Pour que Mexicobro soit en mesure de rembourser le prêt et ses intérêts fixés à 3 % au-dessus du Libor (soit 11,55 % environ), la valeur du cuivre au London Metal Exchange doit se maintenir au niveau du prix du swap, soit 90,3 cents. Si les cours du marché libre tombent en deçà, il appartient à la Sogem de verser la diffé-

rence à Paribas qui, à son tour, abondera le fonds de garantie du prêt. A l'inverse, en cas de flambée des prix du métal au-delà de 90,3 cents, Paribas puisera dans le fonds au profit de l'acheteur.

Cette transaction financière a pour but d'assurer une rentrée fixe d'argent pour le vendeur Mexicobro, afin de lui permettre de rembourser son prêt. De son côté, la Sogem bénéficiera d'une stabilité et d'une fiabilité de ses approvisionnements. Des assurances très précieuses pour ce groupe engagé dans le raffinage du cuivre, quand on sait les désordres provoqués ces derniers mois par les grèves dans les mines du Pérou. Les réserves de Mexicobro sont estimées à quarante-cinq ans de production au rythme actuel de l'exploitation. Il s'agit de surplus d'un minerai de très grande qualité destiné à la fabrication d'anodes de cuivre.

Concrètement, le remboursement du prêt s'effectuera en dollars et hors du Mexique. C'est la Sogem

qui chaque mois réglera la facture de ses achats de cuivre sur un compte ad hoc de Paribas à New-York. Le produit mensuel devrait atteindre 7,9 millions de dollars.

L'an passé déjà, une expérience comparable avait été menée aux États-Unis par le producteur américain de cuivre Magna, qui avait emprunté 200 millions de dollars (1,27 milliard de francs), avec l'appui de la firme de courtage Drexel Burnham Lambert. Lorsque les cours du métal rouge sur le marché de New-York se situèrent en deçà de 80 cents la livre, le taux d'intérêt était fixé à 12 %. Si les prix du cuivre flambaient, les taux étaient progressivement relevés pour atteindre jusqu'à 21 %. Le prêt accordé par Paribas à Mexicobro est à taux fixe. Mais il lie lui aussi le sort d'une société à la valorisation de ses matières premières. Le Mexicobro est le dixième producteur mondial de cuivre, avec 250 000 tonnes extraites l'an passé.

ERIC FOTTORINO.

L'exemple de Philip Morris

Le tabac fait toujours recette

RICHMOND
de notre envoyé spécial

Il existe aux États-Unis des espèces d'outlets, l'usine de cigarettes Philip Morris de Richmond est de ce type. A l'abri des regards pressurés hostiles au tabac, des ligues de santé et autres agences anti-tabac, le temple industriel de Richmond a pour vocation de satisfaire le plus trouble des plaisirs : celui de fumer.

« Enjoy smoking ». Sûr, passés les portes de verre de cette belle usine toute blanche capable de fabriquer 600 millions de cigarettes par jour, un présentoir de Marlboro est mis à la disposition du tout-venant. Et les 45 000 visiteurs - « accros » à la nicotine ou non - qui chaque année viennent en pèlerinage à Richmond, ne se privent pas de piocher dedans. Pour mieux les déculpabiliser, Philip Morris a poussé le vice jusqu'à maquiller ce site de haute technologie en village style Club Med : plusieurs hectares de pelouses, une dizaine de jardins intérieurs, un air constamment purifié... éloignant des fumeurs les spectres punitifs du cancer et des maladies cardiovasculaires. Il n'y manque que la piscine et les courts de tennis.

Segmentation de marché

On avait cru l'industrie du tabac moribonde. Elle affiche des résultats mirobolants. Le marché américain a beau décliner de 2 % par an, les fumeurs occidentaux ont beau abandonner la cigarette chaque année davantage (la consommation a chuté de 25 % en quinze ans aux États-Unis), les profits des industriels s'accroissent. Sur les 3,5 milliards de dollars de bénéfices dégagés par Philip Morris au premier semestre 1989, les deux tiers viennent de la cigarette. American Brands (Lucky Strike, Pall Mall...), l'un des six grands du tabac mondial, a lui aussi enregistré 184 millions de dollars de bénéfices sur le seul tabac au second trimestre 1989. Soit une hausse de 15 %.

« Enjoy smoking ».

Tel pourrait être aussi le slogan de M. Jimmy Goldsmith qui, au moyen d'une OPA record lancée à la Bourse de Londres, cherche à s'emparer des immenses revenus de British American Tobacco (BAT), le géant britannique de la cigarette. « Enjoy smoking » aussi pour Kohlberg, Kravis, Roberts (KKR), la firme d'investissement new-yorkaise qui, après avoir pris d'assaut le géant RJR-Nabisco, a préféré brader l'agro-alimentaire (Nabisco) pour conserver, et ce contre toute attente, les bénéfices dégagés par les marques de cigarettes Reynolds (Camel, Winston...).

L'industrie du tabac a en fait deux avantages merveilleux : les frais de stockage des feuilles de tabac sont minces et le cash-flow généreux. Les six grands groupes

qui se partagent le marché mondial le réclament chacun à leur tour. Philip Morris, American Brands, R.J. Reynolds pour les Américains, British American Tobacco, Imperial Group, Rothmans pour la Grande-Bretagne, comprennent que ce qu'ils perdent en masse sur le marché américain ils peuvent le regagner plus finement. Tout d'abord en jouant, comme Philip Morris l'a fait, la segmentation du marché. Grâce à une version mentholée de la cigarette « cow boy Marlboro », la

se sont réalisés sur les marchés extérieurs : l'Europe d'abord, mais aussi et surtout l'Asie. Depuis l'ouverture du marché japonais, le cow-boy Marlboro fait un merveilleux pays du Soleil levant. « Enjoy smoking » se conjugue aussi en japonais.

Les dirigeants de Philip Morris auraient pourtant pu se tromper de stratégie et devenir comme leurs collègues de RJR ou BAT une proie facile pour les radeurs de tout poil. Alarmés un temps par le rétrécisse-

ment du marché de la cigarette aux États-Unis, ils se sont eux aussi fortement diversifiés dans l'agro-alimentaire. Une OPA a été lancée par General Food en 1985 (5,8 milliards de dollars) puis par Kraft (12,8 milliards de dollars) en 1988. « On pensait que, dès la fin des années 80, le moitié de nos bénéfices viendrait de l'agro-alimentaire », explique un responsable financier du groupe. Erreur profonde puisque le cash-flow et les bénéfices ont continué de jaillir d'abord et surtout de la cigarette.

Et que les marques Marlboro, Merit... ne représentent plus que 35 % du chiffre d'affaires de Philip Morris Corp., elles contribuent au bénéfice consolidé à hauteur de 85 %. Aujourd'hui, plus personne ne sourit à Wall Street quand M. William Murray, vice-président de Philip Morris Corp., affirme « avoir une complète confiance dans l'avenir du tabac ».

Pourtant est-ce cette confiance dans le tabac qui a empêché les managers de Philip Morris de débaucher complètement leur activité première pour se consacrer à l'agro-alimentaire ? Il est vrai que la fée General Food s'est révélée être profondément décevante. Les résultats n'étaient pas à la hauteur des séparations et le management non plus. « Quand on téléphonait

le vendredi après-midi chez General Food, n'y avait personne à qui parler. Tous les dirigeants étaient déjà partis à la campagne », se souvient un directeur de Philip Morris. Qui ajoute, horrifié : « Ce laxisme est impensable chez Philip Morris. »

« Depuis trois ans qu'ils sont dans le groupe, ils n'arrivent pas encore à présenter leurs résultats annuels avec les normes qui sont les nôtres », regrette de son côté un financier de Philip Morris.

Un grand homme carré

Ces disparités culturelles entre les deux entreprises ont commencé de trouver une solution en 1988 avec le rachat de Kraft, un groupe spécialisé lui aussi dans l'agro-alimentaire. Les financiers rigoureux qui dirigent Philip Morris y ont, en effet, trouvé leurs atterages. Le petit Kraft a alors progressivement pris le contrôle du gros General Food : M. John Richmond, président de Kraft, et M. Michael Miles, son directeur général, furent ainsi nommés respectivement PDG et directeur général de la nouvelle entité Kraft-General Food. Faut-il le préciser ? Ces nominations ont fait l'effet d'un coup de tonnerre dans le ciel endormi de General Food. Aux quatre coins des États-Unis un vent de panique a commencé de souffler au sein du management et chaque directeur d'usine s'est ressaisi. Ainsi, M. Walt Vital, directeur de l'usine de desserts Jell-O de Mason City (Iowa) clame désormais à qui veut l'entendre son admiration pour le « style Kraft ».

Cet homme grand, carré, qui a pourtant fait toutes ses classes chez General Food, s., comme des centaines de ses collègues, se sentait soufflé le vent. « Il a suffi qu'on débarrasse quelques directeurs pour que le message passe au sein de General Food », explique un analyste financier new-yorkais.

Même si la fusion entre Kraft et General Food est encore loin d'être achevée, le personnel a été remobilisé. Et c'est le principal. Le reste : savoir comment repositionner le café Maxwell, la bière Miller, ou certaines marques de céréales qui perdent des parts de marché ; ou savoir comment regrouper les productions des différentes entités en fonction des circuits de distribution... Tout cela n'est qu'une question de technique. Les solutions viendront progressivement. Même l'endettement important de Philip Morris n'apparaît pas comme un problème urgent. Les douze milliards de dollars de cash-flow que le groupe américain entend dégager au cours des cinq prochaines années lui permettront de réduire substantiellement cette dette. Et de se tenir aux aguets pour saisir toute opportunité. Notamment du côté du tabac. C'est là que les grandes manœuvres ne font que commencer. « Enjoy smoking ».

YVES MAMOU.

Principaux pays producteurs et consommateurs de tabac brut



Source : département américain de l'agriculture

firmes new-yorkaises a ainsi élargi l'audience de ses cigarettes au sein des minorités de couleur.

Nombre d'anglophones du cancer ont aussi pu être « récupérés » au moyen d'une version light (légers) de la marque Marlboro rouge. A tel point que les marques Camel ou Winston de Reynolds, dont le marketing n'a pas suivi l'évolution des fumeurs, perdent des parts de marché face aux marques Philip Morris.

Puis que l'agro-alimentaire

Dans quelques mois, Philip Morris lancera aussi à grands fracas une nouvelle cigarette entièrement dénicotée : « Next » (contraction de nicotine extract). Parions qu'avec un budget publicitaire de 2,5 milliards de dollars par an (soit 16 milliards de francs environ toutes activités confondues), il ne sera pas trop difficile d'imposer une marque qui correspond, estimant les dirigeants du groupe, à un besoin des consommateurs : ceux qui souhaitent conserver le plaisir de fumer tout en réduisant les risques autant que possible.

Malgré la contraction globale du marché américain, Philip Morris a élargi ses ventes de 2 % en 1988. Quant aux gains supplémentaires,

Les entreprises françaises sur le continent noir

Out of Africa...

Attirées par les perspectives du marché unique européen, séduites par la forte croissance des marchés asiatiques, curieuses de voir se profiler des débouchés en Europe de l'Est, les entreprises françaises n'examinent qu'avec plus de circonspection leur stratégie sur le continent noir.

L'Afrique constitue la zone la plus dense pour les investissements français à l'étranger. Pour combien de temps est-on tenté de dire, tant la tendance au désengagement des entreprises françaises semble nette. Dans sa dernière livraison, le *Moniteur du commerce international* (MOCI) - publication du Centre français pour le commerce extérieur - s'efforce d'évaluer ce repli qui prend dans certains pays l'allure d'un saut-qui-peut général.

Selon les experts du CFCE, 1 500 filiales de grandes entreprises françaises et un bon millier de PME-PMI à capitaux français sont installées sur le continent africain. Elles emploient 100 000 cadres expatriés et 350 000 salariés locaux. Ce réseau dense a tendance à s'effiloche depuis 1985 car, là-bas, l'investissement privé français ne cesse de chuter. En Afrique subsaharienne, les flux sont ainsi devenus négatifs, tombant de 0,3 milliard de francs en 1985 à - 3,3 milliards en 1987.

Abandon des chasses gardées

La déroute des économies africaines sous l'effet conjugué de la dette et de la baisse des cours des matières premières, la réduction des grands contrats d'équipement et le rétrécissement des marchés régionaux solvables expliquent une telle déroute. C'est par le MOCI, l'étude réalisée par le Comité des investissements français en Afrique noire auprès d'une centaine de filiales de grands groupes implantés dans huit pays (1), confirme la tendance marquée au repli. Le chiffre d'affaires déclaré par ces entreprises a progressé de 0,2 %, en deux ans (1986 et 1987), leurs résultats après impôts se sont effondrés de 90 %. La réponse ne s'est pas fait attendre : les investissements ont été réduits de 60 %, les effectifs expatriés de 15 %.

Le pointage effectué par les experts du CFCE auprès de dix-sept postes d'expansion économique d'Afrique noire montre curieusement que ce repli affecte principalement les pays d'Afrique francophone. Au Gabon, une cinquantaine d'entreprises commerciales ont ainsi

mis la clé sous la porte entre 1985 et 1987 du fait de la récession économique.

La régie Renault s'est complètement dégoûtée du Togo en cédant la participation qu'elle détenait dans le capital de son concessionnaire, tandis que les comptoirs de commerce français ont réduit leur activité et désinvestissent actuellement.

De leur côté, les Japonais mènent une politique commerciale des plus agressives. Et le Danemark, via son organisme de coopération, y encourage l'installation d'entreprises industrielles. Au Sénégal et en République centrafricaine, le développement de la contrebande et des marchés parallèles déstabilise les entreprises françaises et provoque leur retrait. Au Bénin, au Burkina-Faso, en Côte d'Ivoire, au Mali et au Zaïre, le mouvement de désengagement semble moins net. Ainsi, au Burkina-Faso, le groupe Saga-transport ou la SAEI (filiale de la Générale des eaux) ont cédé leurs intérêts mais Coframines a investi dans une mine d'or à Pours et Boloré vient d'annoncer sa décision d'agrandir son usine de fabrication de cigarettes au sud-ouest du pays.

Quatre pays seulement

Au total, quatre pays seulement bénéficient désormais des faveurs des entreprises françaises : le Kenya, où l'investissement français total est évalué à 400 millions de francs ; Madagascar, du fait de l'ouverture depuis un an du marché malgache ; l'Ile Maurice, premier partenaire de la France dans la zone Afrique de l'Est-Océan Indien ; et surtout la Guinée, où la politique de libéralisation de l'économie entreprise par les successeurs de Sékou Touré depuis juillet 1985 a émus les firmes françaises, dont les implantations ont bondi de 89 à 145 en quatre ans.

Reste que la tendance globale au désengagement alarme les conseillers du commerce extérieur : « La tentation est grande pour les entreprises françaises de se replier en attendant de jours meilleurs. Le bon sens doit pourtant les inciter à maintenir leur présence tout en adaptant leur stratégie à la situation actuelle », écrivent-ils. Une opinion partagée par le patron français. Un récent rapport du CNPF juge sévèrement ces retraits et estime que les entreprises françaises auront toujours besoin de marchés complémentaires. Ceux d'Afrique, par exemple.

CAROLINE MONNOT.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE PRÉFECTURE DE POLICE

DIRECTION DE LA PRÉVENTION ET DE LA PROTECTION CIVILE SOUS-DIRECTION DE LA PRÉVENTION

5^e Bureau
Installations classées pour la protection de l'environnement

AVIS AU PUBLIC

Par arrêté préfectoral du 12 juillet 1989, l'établissement public de l'Opéra de la Bastille, dont le siège social est à Paris 12^e - 11 bis, avenue Daumesnil, a été autorisé à exploiter à Paris 12^e - 2 à 6, place de la Bastille, diverses installations (unité de réfrigération, ateliers de charges d'accumulateurs, machine de nettoyage à sec et parc de stationnement).

L'enquête publique réglementaire s'est déroulée du 20 mars au 19 avril 1989.

L'arrêté définit notamment les mesures jugées nécessaires pour assurer la prévention des inconvénients ou dangers que les installations seraient susceptibles d'occasionner.

Des dispositions ont été prises en matière de bruit et de pollution des eaux.

La sécurité contre les risques d'incendie a fait l'objet de conditions spécifiques.

Le texte intégral de l'arrêté autorisant et réglementant l'exploitation des activités de l'établissement public de l'Opéra de la Bastille peut être consulté au commissariat de police judiciaire et administrative du quartier des Quinze-Vingts - 59, rue Traversière à Paris 12^e, ou à la préfecture de police - 12/14, Quai de Ceuvres à Paris 4^e, direction de la prévention et de la protection civile - sous-direction de la prévention - 5^e Bureau.

P. LE PREFET DE POLICE
LE DIRECTEUR DE LA PRÉVENTION
ET DE LA PROTECTION CIVILE
Marcel BURLOT

PARIS, 27 juillet ↑

Nouvelle hausse

Appel à la grève

TAUX DES EUROMONNAIES

£ (U.K.)	8 13/16	9 1/16	8 15/16	9 1/16	8 13/16	8 15/16	8 5/8	8 11/16
DM (R.F.A.)	6 13/16	7 1/16	6 13/16	6 15/16	6 13/16	6 15/16	6 13/16	6 15/16
FF (F.R.G.)	6 7/8	7	6 13/16	7 3/16	7 1/8	7 3/4	7 1/8	7 1/4
Sc (Suec.)	8 1/8	8 3/8	8 1/16	8 5/8	8 3/8	8 11/16	8 5/16	8 5/8
DM (Dan.)	7 1/8	7 3/8	7 1/8	7 1/4	6 13/16	7 1/16	6 13/16	6 15/16
DM (Norv.)	13 1/2	14	11 7/8	12 1/4	12 1/4	12 1/4	11 5/8	12 1/4
DM (Sué.)	13 7/8	14	13 13/16	13 13/16	13 13/16	13 13/16	13 3/4	14
Esc. (Esp.)	8 13/16	9 1/16	9 1/16	9 3/16	9 1/16	9 3/16	9	9 1/8

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en un de notation par une grande bande de la place.

Marchés financiers

BOURSE DU 27 JUILLET

[illegible]**Comptant (sélection)**[illegible]**SICAV** (collection)

VALUES	Emotion Frail incl.	Reckst net	VALUES	Emotion Frail incl.	Reckst net	VALUES	Emotion Frail incl.	Reckst net
A.A.	220 75	1074 50	Forme-Indus. Glor	110 15	335 95	Powder	686 20	885 15
A.A. A.	220 75	222 35	Forme-Insens.	412 05	421 31	Plastic Placements	255 50	245 31
ation France	540 55	540 55	Forme-Obligat.	455 05	452 13	Pine	147 71	125 47
ation France	401 35	457 72	Forme-Indus.	455 05	452 70	Placements A	7105 07	7105 07
offshore	620 15	625 05	Forme-Indus.	110 70	107 51	Placements J	5545 45	5545 45
S.F. A.S. (Indus. CP)	221 35	191 93	Forme-Majors	2225 05	2135 05	Placements J	5352 40	5352 40
S.F. 5000	657 35	641 35	Forme-Associat.	27 73	27 73	Placements P	114 70	111 63
S.F. 5000	1072 78	1072 78	Forme-Engins	29 57	28 35	Prémios Obligat.	10065 77	10065 00
S.F. 5000	121 94	119 97	Forme-Engins	33 87	33 87	Prémios Obligat.	112 20	100 20
S.F. 5000	445 42	434 35	Forme-Engins	100351 39	100351 39	Prémios Obligat.	22764 77	22764 77
S.F. 5000	120 13	125 56	Forme-Engins	542 10	542 10	Prémios Obligat.	124 45	121 38
S.F. 5000	1000 50	1005 07	Forme-Engins	802 10	802 29	Prémios Obligat.	168 18	165 10
S.F. 5000	1008 50	1008 50	Forme-Engins	30 98	30 98	Prémios Obligat.	6221 30	6165 51
S.F. 5000	885 30	885 30	Forme-Engins	4592 23	4592 51	Prémios Obligat.	1162 08	1145 03
S.F. 5000	201 40	201 40	Forme-Engins	572 78	572 78	Prémios Obligat.	918 87	915 29
S.F. 5000	172 12	171 04	Forme-Engins	10765 55	10765 55	Prémios Obligat.	82	79 77
S.F. 5000	621 30	659 19	Forme-Engins	1164 12	1126 32	Prémios Obligat.	222 55	212 75
S.F. 5000	641 95	625 25	Forme-Engins	56935 38	56935 38	Prémios Obligat.	600 20	573 08
S.F. 5000	5510 44	5482 43	Forme-Engins	161 75	158 20	Prémios Obligat.	557 05	513 35
S.F. 5000	1140 15	1145 15	Forme-Engins	1205 32	1170 21	Prémios Obligat.	11620 83	11620 81
S.F. 5000	340 38	340 22	Forme-Engins	107228 33	106857 31	Prémios Obligat.	511 52	511 45
S.F. 5000	1010 38	1017 05	Forme-Engins	11737 78	11737 78	Prémios Obligat.	808 81	801 73
S.F. 5000	1121 35	1101 04	Forme-Engins	533 25	517 72	Prémios Obligat.	11912 15	11912 15
S.F. 5000	469 85	469 48	Forme-Engins	201 15	185 74	Prémios Obligat.	5852 07	5846 22
S.F. 5000	129 27	123 41	Forme-Engins	238 74	235 21	Prémios Obligat.	1085 47	1085 47
S.F. 5000	135 19	132 23	Forme-Engins	341 03	335 63	Prémios Obligat.	234 15	232 15
S.F. 5000	121 31	121 50	Forme-Engins	301 74	298 05	Prémios Obligat.	1452 13	1440 12
S.F. 5000	1025 13	1057 45	Forme-Engins	357 03	350 38	Prémios Obligat.	720 01	693 04
S.F. 5000	446 48	455 49	Forme-Engins	256 74	255 05	Prémios Obligat.	425 45	415 05
S.F. 5000	36 35	32 58	Forme-Engins	435 91	415 14	Prémios Obligat.	829 80	801 36
S.F. 5000	1042 58	1027 13	Forme-Engins	145 15	135 08	Prémios Obligat.	555 42	557 05
S.F. 5000	5698 30	5600 29	Forme-Engins	158 95	157 95	Prémios Obligat.	455 95	445 76
S.F. 5000	115 10	105 10	Forme-Engins	375 74	358 70	Prémios Obligat.	212 48	210 78
S.F. 5000	525 27	525 27	Forme-Engins	1516 35	1516 35	Prémios Obligat.	453 73	451 35
S.F. 5000	552 72	552 72	Forme-Engins	2326 43	2326 43	Prémios Obligat.	5247 48	5211 13
S.F. 5000	1058 10	1053 95	Forme-Engins	771 74	753 75	Prémios Obligat.	1105 18	1091 75
S.F. 5000	1164 24	1144 35	Forme-Engins	2138 20	2115 11	Prémios Obligat.	1453 83	1380 59
S.F. 5000	489 43	489 43	Forme-Engins	535 47	519 57	Prémios Obligat.	557 59	532 31
S.F. 5000	525 38	525 38	Forme-Engins	741 71	719 62	Prémios Obligat.	1220 84	1183 60
S.F. 5000	245 38	245 39	Forme-Engins	187 93	188 57	Prémios Obligat.	1189 13	1122 84
S.F. 5000	1141 07	1128 60	Forme-Engins	1052 28	1051 25	Prémios Obligat.	1184 59	1184 59
S.F. 5000	205 27	205 27	Forme-Engins	6932 38	6932 38	Prémios Obligat.	6932 38	6929 83
S.F. 5000	305 27	305 27	Forme-Engins	595 26	595 26	Prémios Obligat.	516 95	514 50
S.F. 5000	5535 95	5535 95	Forme-Engins	57426 23	57426 23	Prémios Obligat.	570 85	570 85
S.F. 5000	5253 05	5253 05	Forme-Engins	56196 14	56196 14	Prémios Obligat.	11080 32	11080 32
S.F. 5000	10573 05	10573 05	Forme-Engins	10522 57	10522 57	Prémios Obligat.	5202 92	5202 92
S.F. 5000	105 80	105 80	Forme-Engins	145 94	145 94	Prémios Obligat.	5246 40	5246 40
S.F. 5000	245 84	245 84	Forme-Engins	1401 35	1382 72	Prémios Obligat.	472 85	465 85
S.F. 5000	245 46	245 46	Forme-Engins	6798 78	6755 27	Prémios Obligat.	194 47	184 45
S.F. 5000	2291 22	2291 22	Forme-Engins	2291 22	2291 22	Prémios Obligat.	114 28	114 28
S.F. 5000	6220 71	6202 18	Forme-Engins	2291 22	1197 06	Prémios Obligat.	570 85	570 85
S.F. 5000	24724 27	24724 27	Forme-Engins	588 78	643 83	Prémios Obligat.	235 28	228 28
S.F. 5000	6565 25	6480 48	Forme-Engins	5715 85	5475 85	Prémios Obligat.	235 28	228 28
S.F. 5000	528 58	528 58	Forme-Engins	85380 97	85380 97	Prémios Obligat.	2162 85	2162 85
S.F. 5000	1704	1659 39	Forme-Engins	1085 76	1055 21	Prémios Obligat.	2341 37	2284 38
S.F. 5000	48 71	85 04	Forme-Engins	11745 80	11745 80	Prémios Obligat.	118 55	118 55

Cote des changes

MARCHÉ OFFICIEL	COURS		COURS DES BILLETS	
	par 100	2017	Actual	Vente
Spain (45 1)	6 383	6 337	- 130	6 680
Spain (45 2)	7 027	7 027	-	-
Belgium (100 f)	338 200	338 700	500	348 800
Algeria (100 f)	16 167	16 175	16 600	16 800
Peru (100 f)	300 400	300 270	-	-
Malaysia (100 f)	82 220	87 150	83 000	87 000
Portugal (100 f)	82 220	82 300	78	97
Greece (100 f)	10 488	10 716	10 100	10 800
France (100 f)	3 917	3 917	3 900	4 000
Italy (100 f)	4 704	4 703	- 400	4 800
Spain (100 f)	39 100	39 100	38 1	403
Spain (100 f)	39 100	39 040	-	-
Spain (100 f)	48 113	48 113	48 650	49 850
Spain (100 f)	5 404	5 387	5 200	6 780
Portugal (100 f)	4 048	4 047	3 800	6 780
Canada (50 c)	5 368	5 368	5 350	5 400
Canada (50 c)	4 838	4 854	- 400	4 800

Marché libre de l'or

MONNAIES ET DEVISES	COURS PAR 100 FRANCS	COURS 27/7
Or 240 en barre	76800	76500
Or 18 au gramme	76700	76500
Pièce française (20 fr)	446	443
Pièce italienne (10 fr)	389	381
Pièce suisse (5 fr)	467	464
Pièce belge (20 fr)	428	440
Souverain	559	582
Pièce de 20 dollars	2950	2820
Pièce de 10 dollars	1442 50	1396
Pièce de 5 dollars	826	876
Pièce de 50 pence	2885	2876
Pièce de 10 pence	493	498
Or Londres	493	498
Or Zurich	493	498
Or Hongkong	493	498
Argent Londres	493	498

Cochery	236	340	d	...
Cogebor	64	80		...
C. Occid. Forestiere ..	180

Genève	336		
Genève	222	230	
Gay Dumont	471		
Genève 2 ^e	210		
Hogwood	297		
Marin Lepointier	240		
Michele	860		
Montreuil	365		
Parade P.J.	385		
Parade P.J.	104 80	184 10	
Reims-Matras	376 20		
Reims, Exp. Veh.	55 30		
S.P.R.	690		
Sol. Lacoste du Musée	690		
Silvan	380		
Silvan Bonavent	144	121 90	
Wendler	1670		

c : coupon détaché — o : offert —

PUBLICITÉ

FINANCIÈRE

Renseignements :

45-55-91-82, poste 4330

manhó continu

~~_____~~

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	TÉLÉMATIQUE
3 Iran : M. Rafsanjani assuré de la victoire à l'élection présidentielle.	6 L'apport de M. Jospin à la préparation du congrès du PS.	9 Le plan Armées 2000.	17 Le Festival d'Avignon : Jérôme Deschamps sur la troisième voie ; Octobres, d'Eisenstein ; Leona et Lena, de Büchner. Mode : la collection hiver d'Yves Saint-Laurent.	21 Paribas accorde un prêt à une firme mexicaine.	Abonnements 8 Annonces classées 22 Camet 8 Loterie nationale, Loto 22-23 Météorologie 20 Mots croisés 20 Radio-Télévision 20 Spectacles 19	Les résultats des grandes écoles : 3615 tazes LEMONDE Les offres d'emploi du Monde : 3615 tazes LM
4 Afrique : la fin du sommet de l'OUA.	7 Le Conseil constitutionnel et la présidence communale Antenne 2-FR 3.	10 Le projet de réforme du Conseil supérieur de la magistrature.	18 Lodoïka, de Cherubini, à Montpellier.	22 Des difficultés de mise au point pour le crédit formid.		
5 Grande-Bretagne : le nouveau cabinet Thatcher devrait poursuivre la même politique.	8 M. Rocard et la réorganisation de l'île-de-France.			23 Le Congrès américain envisage une taxation plus lourde des investissements étrangers.		
				24-25 Marchés financiers.		

URSS

Tension dans les pays baltes entre les populations russe et autochtone

Tandis que l'agitation nationaliste persiste en Géorgie mais que la tension s'apaise sur le front de la grève des mineurs (trente et une mines étaient en grève, mercredi 26 juillet dans l'après-midi, contre soixante-dix-neuf la veille, selon le ministre de l'Industrie houillère), le défi posé par les républiques baltes revient au premier plan de l'actualité soviétique. La cause en est, cette fois, la réaction hostile de la population russe de ces républiques aux projets d'autonomie soviétique par la population autochtone et les autorités locales.

A Tallin (Estonie), quelque cinquante mille personnes auraient cessé le travail depuis le mardi 25 juillet, selon une estimation communiquée à l'AFP par M. Feldmann, porte-parole du ministère estonien des affaires étrangères. Parmi les entreprises touchées par cette grève figurent trois chantiers navals, deux usines électroniques et le bureau local d'Aéroflot, ainsi qu'une entreprise dépendant du ministère de la Défense, a-t-il ajouté.

Selon M. Feldmann, « ces grèves, à l'évidence très bien organisées par

les directions des entreprises, sont regardées avec indifférence par la population estonienne. De toute manière, elles ne coûteront pas un kopeck à l'Estonie, puisque ce sont toutes des entreprises travaillant pour Moscou. » Le premier ministre estonien, M. Indrek Toome, avait précisé, mardi, que le centre industriel de Narva, où travaillent une majorité de Russes, ne suivait pas le mouvement.

Les grévistes, animés par le mouvement interdisciplinaire regroupant des représentants de la population non autochtone (environ 40 % de la population de la République), protestent notamment contre la loi, adoptée au début de l'année, faisant de l'estonien la langue d'Etat obligatoire dans les services publics de la République et contre la demande du Front national (estonien) d'annuler la déclaration du 22 juillet 1940 proclamant le rattachement de l'Estonie à l'URSS.

Ils dénoncent aussi un projet de loi sur les élections locales (qui doivent se tenir l'an prochain) stipulant qu'il faut avoir vécu quinze ans en Estonie ou cinq ans dans le territoire relevant d'un soviet local pour être élu député de ce soviet et deux ans pour être électeur. Le président du

Parlement estonien, M. Arnold Ruutel, a déclaré que l'examen de ce projet de loi par le Soviet suprême de la République a été retardé de dix jours à la demande des députés russophones et que les deux ans nécessaires pour être électeurs « pourraient être abandonnés ». Mais les grévistes, selon l'agence Tass, demandent que ce texte soit « retiré » pour être « révisé entièrement ».

Par ailleurs, les dirigeants estoniens et lituaniens ont présenté, mercredi, au Soviet suprême de l'URSS, à Moscou, un projet de loi sur l'autonomie économique de leurs deux républiques, tandis qu'en Lettonie un texte analogue devait être adopté jeudi par le Soviet local après avoir été soutenu par un rassemblement de plusieurs dizaines de milliers de personnes organisé la veille dans la capitale, Riga.

Ces textes qui sont également contestés par de nombreux députés russes, ont donné lieu à des prises de position très contradictoires au Parlement fédéral, y compris de la part des principaux dirigeants. M. Loukianov, premier vice-président du Soviet suprême et homme de confiance de M. Gorbatchev, s'est prononcé pour leur adoption rapide, soulignant qu'il fallait « permettre aux républiques baltes d'aller de l'avant dans leurs projets d'autonomie financière à partir du 1^{er} janvier prochain ».

M. Léonide Abalkine, nouveau vice-président du gouvernement de l'URSS chargé de la réforme économique, a défendu le même point de vue, alors qu'un autre ministre, M. Maslounov, premier vice-président du conseil et chef du comité d'Etat au plan (Gosplan), s'est prononcé « contre des décisions hâtives, dictées par des considérations de tactique ».

Explosion d'un colis piégé

Un agent tué et deux autres blessés dans un centre de tri postal à Marseille

Un agent du centre de tri postal de la gare Saint-Charles de Marseille, Noël Guérin, quarante-deux ans, a été tué, et deux de ses collègues blessés, par l'explosion d'un colis piégé, jeudi 27 juillet, à 17 h 45. L'explosion s'est produite alors que Noël Guérin manipulait un colis. L'agent a été déshabillé par la déflagration. Les deux blessés, qui se trouvaient à proximité, M.M. Bruno Rivière, trente ans, et Barthélémy Fran, cinquante-trois ans, ont été blessés à la tête et à la main. Ils ont été évacués à l'hôpital du nord de la ville. Plusieurs autres employés ont été commotionnés. Le local affecté à la ventilation des colis à destination de l'étranger, au sixième étage du centre de tri de la rue Léon-Gozlan, a été partiellement détruit. Les pompiers sont intervenus pour maîtriser un début d'incendie.

Selon les premières constatations de la police judiciaire de Marseille, « on ne peut pas parler d'un attentat perpétré contre le centre de tri ». Il semblerait que le colis, dont on ignore encore la destination, ait explosé prématurément. Le laboratoire scientifique de Paris va tenter de déterminer la nature de l'explosion.

L'accident a provoqué une vive émotion au centre de tri, où le syndicat CGT a appelé le personnel à une manifestation pour la fin de la matinée. Il a aussi déclenché une psychose parmi les voyageurs de la SNCF. Une dizaine de paquets suspects ont été signalés dans l'enceinte de la gare.

● Mise en liberté du médecin anesthésiste de Dieppe. — La chambre d'accusation de la cour d'appel de Rouen a décidé, contre l'avis du magistrat instructeur, jeudi 27 juillet, la libération du docteur Alain Girer, médecin-anesthésiste inculpé et placé sous mandat de dépôt, le 8 juillet, à la maison d'arrêt de Dieppe (Seine-Maritime). Le docteur Girer avait été inculpé de coups et blessures sur personne hors d'état de se protéger et de coups et blessures volontaires ayant entraîné la mort sans intention de la donner. Six jours auparavant, une patiente Carole Legardien, opérée à l'hôpital de Dieppe, était décédée deux heures après que le docteur Girer eût débranché l'assistance respiratoire, malgré des protestations des infirmières présentes.

que politique plutôt que par la situation économique réelle ». M. Maslounov a été soutenu par M. Voronikov, président du Soviet suprême de la Fédération de Russie et membre du bureau politique.

Le débat a duré six heures et a opposé d'une certaine manière « riches » et « pauvres » au sein de l'URSS. Parmi les partisans d'une liberté économique accrue pour les Baltes, on a retrouvé côte à côte des représentants des républiques de l'Ouest à direction pourtant conservatrice (Ukraine et Biélorussie), ainsi que du Caucase (Arménie et Géorgie), où le niveau de vie est plus élevé que dans le reste de l'URSS.

Finalement deux projets de résolution ont été préparés et votés jeudi matin, y compris par les députés baltes. Le premier accepte le passage de l'Estonie et de la Lituanie au régime d'« autonomie comptable » à compter du 1^{er} janvier 1990. Le second déclare que le Soviet suprême « approuve en première lecture les dispositions fondamentales du projet d'autonomie économique » des deux républiques et charge le gouvernement de présenter un texte de loi à la prochaine session parlementaire.

La distinction entre « autonomie comptable » et « autonomie économique » représente une gradation, le premier terme signifiant que les objectifs de production sont toujours fixés à Moscou, à charge pour chaque république de les remplir comme elle l'estime. L'autonomie économique correspondrait à une phase ultérieure accordant à chaque république une maîtrise plus complète de ses ressources. — (AFP, Reuters, Tass.)

SUEDE

Christer Pettersson condamné à la prison à vie

Stockholm (AFP, Reuters). — La cour d'appel de Stockholm a condamné jeudi Christer Pettersson, quarante-deux ans, à la prison à vie pour le meurtre d'Olof Palme, le 27 février 1986. Reconnu coupable de l'assassinat de l'ancien premier ministre suédois, il n'avait cessé de chanter son innocence au cours du procès.

Arrestation d'un détenu évadé des Baumettes

Entre cavale et planche à voile

Ahmed Othmane, le détenu considéré comme un dangereux malfaiteur, qui s'était évadé le dimanche 16 juillet (le Monde du 18 juillet) de la maison d'arrêt des Baumettes après avoir scellé les barreaux de sa cellule, au quartier d'isolement, a été arrêté, mercredi 26 juillet, sur une plage de Fréjus (Var) où il appartenait, à prendre une leçon de planche à voile.

En fait les policiers de Fréjus savaient, depuis deux jours, sur renseignements, qu'Ahmed Othmane avait loué, sous un faux nom, un studio dans une résidence de Fréjus-Plage. Ils ont attendu pour l'arrêter que le détenu en fuite, soupçonné de meurtres d'un gendarme et de deux vigiles, sorte de cette résidence en milieu de bain, donc désarmé, pour procéder à son arrestation. De ce fait, celle-ci s'est déroulée sans aucun coup de feu.

● Un surveillant blessé par un détenu à la prison de Compiègne. — Un surveillant de la maison d'arrêt de Compiègne (Oise), M. Didier Belcourt, a été blessé mercredi 26 juillet par un détenu d'un coup de couteur à la gorge. Alain Legros, qui devait être prochainement jugé pour plusieurs attaques à main armée et la prise d'otage d'un automobiliste, travaillait à la comptabilité de la prison. A la sortie du sas de sécurité, il a menacé le surveillant avec le couteur dont il se servait pour son travail. Celui-ci, bien que blessé, a réussi à le repousser et à bloquer la porte. Le détenu, qui aurait reconnu qu'il cherchait à s'évader, a été placé dans une cellule d'isolement et devrait être prochainement transféré dans un autre établissement.

Sur proposition de M. Alain Decaux, ministre de la francophonie

Création d'un Conseil de l'audiovisuel extérieur de la France

Responsable, depuis mars dernier d'une mission de réflexion sur la politique télévisuelle extérieure de la France, M. Alain Decaux, ministre délégué chargé de la francophonie, formule dans le rapport qu'il a présenté, le 26 juillet, au conseil des ministres, quelques principes et vingt propositions : création d'une banque mondiale d'images par satellite, diffusion d'Antenne 2 en Europe, soutien à la commercialisation des programmes qui seront menés sous l'autorité unique d'un Conseil de l'audiovisuel extérieur de la France présidé par le premier ministre.

Les maux qui affectent l'action audiovisuelle extérieure sont communs, et le rapport Péricard, en 1987, les avait déjà répertoriés. Dispersion des initiatives, faiblesse des secteurs public et privé, moyens insuffisants ; à trois ans de distance, M. Alain Decaux raconte les mêmes travers. Du côté des principes, le rapport affirme la nécessité de différencier l'action audiovisuelle extérieure en fonction des cibles visées et de dissocier présence culturelle et présence linguistique. Il plaide pour la commission parlementaire.

Quatre architectes en piste pour la future Bibliothèque de France

Le jury chargé de sélectionner les projets architecturaux de la future Bibliothèque de France a retenu quatre noms. Dans un premier temps, il avait choisi douze dossiers sur les deux cent cinquante présentés. Parmi eux, ceux de l'Espagnol Ricardo Bofill, des Suisses Mario Botta et Bernard Tschumi, du Japonais Fumihiko Maki, du Portugais Álvaro Siza, du Hollandais Rem Koolhaas, des Français Jean Nouvel, Henri Gaudin, Henri Ciriani, et de l'Américain Richard Meier, qui était, d'ailleurs, le grand favori du jury présidé par Jean Ming Pei. Mais la Très Grande Bibliothèque ne lui a pas plus porté chance que l'Opéra-Bastille, concours qu'il avait tenté sans succès. Sa seule œuvre parisienne sera donc — pour l'instant — le siège social de Canal Plus, dont la construction doit prochainement commencer.

Les quatre lauréats retenus sont donc le Britannique James Stirling, auteur de la nouvelle aile de la Tate Gallery à Londres ; son compatriote Jan Kaplicky, un élève de Foster, qui a peu de réalisations à son actif ; deux Français, enfin, le tandem Philippe Chaz-Jean-Paul Morel, les auteurs du Zenith, et Dominique Perrault, à qui l'on doit la cité Descartes de Marne-la-Vallée, une superbe école d'ingénieurs. Stirling et Perrault ont choisi d'étoiler la TGB en plusieurs unités, à la différence des deux autres candidats, qui proposent un bâtiment unique. La référence à Boullée et à l'architecture des Lumières est explicite chez Stirling. Emportée-elle l'adhésion du président de la République ? C'est en effet ce dernier qui aura le dernier mot. Au début de l'automne, il choisira le nom de celui qui signera la Bibliothèque de France. Les maquettes des quatre architectes seront alors présentées au public.

E. de R.

Le numéro du « Monde » daté 27 juillet 1989 a été tiré à 501 415 exemplaires

TÉLÉMATIQUE

Les résultats des grandes écoles :

3615 tazes LEMONDE

Les offres d'emploi du Monde :

3615 tazes LM

POLOGNE : avant de se voir opposer un refus

Le général Jaruzelski avait offert sept portefeuilles à Solidarité

Les 259 députés et sénateurs de Solidarité ont approuvé mercredi 26 juillet à la quasi-unanimité le refus exprimé la veille par M. Lech Walesa, devant le général Jaruzelski, de participer à un gouvernement de coalition avec les communistes. Seuls quatre d'entre eux se sont abstenus. Les parlementaires ont également rejeté la possibilité pour des personnalités de Solidarité de participer, à titre personnel, à un gouvernement dirigé par le POUF (parti communiste).

Le chef de Solidarité rurale, M. Jozef Sliż, qui a rencontré mardi le général Jaruzelski (après M. Walesa), a révélé au cours de la réunion que le chef de l'Etat avait offert sept portefeuilles à Solidarité — le gouvernement compte actuellement vingt et un membres, — justifiant son offre en affir-

mant que le nombre des ministres proposés était conforme au pourcentage (35 %) des députés de Solidarité à la Diète, la chambre basse du Parlement polonais. Les portefeuilles proposés incluaient la vice-présidence du Conseil, la santé, la construction, l'écologie et l'industrie.

Selon M. Sliż, le président de la République a motivé son refus de confier tout le gouvernement à Solidarité par les relations de la Pologne avec les autres pays de l'Est. « Si nous prenons le gouvernement, les pays voisins vont nous regarder avec méfiance », a déclaré M. Sliż, paraphrasant les propos du président, en précisant que celui-ci avait cité dans l'ordre l'Allemagne de l'Est, la Tchécoslovaquie et « les Russes ». — (AP, AFP, Reuters.)

CHINE : la poursuite de la répression

Deux nouvelles condamnations à mort

Un tribunal de Pékin a condamné à mort, mercredi 26 juillet, deux paysans accusés de vol et de violences pendant les manifestations antigouvernementales du printemps. Agés de dix-huit et de vingt ans, Li Wenbao et Liang Hongchen, profitant du « chaos », se seraient « déguisés en policiers » pour

détourner des paysans. Deux autres personnes ont également été condamnées à la peine capitale, cette fois pour vol et meurtre.

Par ailleurs, pour tenter de mieux reprendre en main une population émeutière par trop contestataire, les autorités, après avoir renforcé les contrôles et la formation idéologique, ont décidé de réduire le nombre des nouvelles inscriptions. Ainsi, à l'université de Pékin, le chiffre est tombé à 800 sur un total de 15000. De plus, 1600 places ont été supprimées, la quasi-totalité dans le domaine des sciences humaines. Le nombre d'étudiants envoyés à l'étranger va passer de 8000 à 3000 par an, « en fonction des besoins du pays ». La sélection sera effectuée non plus seulement sur des critères académiques mais en vertu de l'attitude politique. — (AFP, Reuters.)

● NAMIBIE : attaque contre une base de la police. — Des combattants non identifiés ont bombardé, jeudi matin 27 juillet, une base de la police territoriale namibienne à Etale, au nord de la Namibie, a-t-on appris de source officielle à Windhoek, jeudi en début d'après-midi. Aucune information n'était disponible dans l'immédiat. (AFP.)

(Publicité)

Le Français en retard d'une fenêtre

Nos voisins d'Outre-Rhin les changent trois fois plus que nous. Pour lutter efficacement contre le bruit, le froid et les effractions, les Français devraient venir passer dans la journée ces fenêtres qui sont le cil du confort. La technique exclusive du premier spécialiste parisien permet de gagner aussi en climat. Garantie dix ans. Devis gratuit. — Magasin d'exposition, 111, rue Lafayette (10^e) M^e Gare du Nord, 48-57-15-18.

A C D E F G H

Préservez votre dos fragile avec **TRECAFLEX** sommier de conception entièrement nouvelle, avec système de ressorts pré-comprimés à toutes flexions. Incalculable tête et pied.

CAPELOU

37, av. de la République 75011 PARIS TEL 43 57 45 35 • METRO PARMENTIER

3 JOURS

jeudi 27, vendredi 28, samedi 29

SOLDES

Costumes, vestes, pantalons
chemises, chemisettes,
les meilleures griffes parisiennes

LA VOGUE

38, bd des Italiens (Près Opéra)
et centre commercial Vélizy 2 — Détaxe à l'exportation